



Après l'abandon par Bagdad de ses dernières exigences

## Le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak semble désormais acquis

### Du Golfe à l'Angola

Le semaine qui commence s'annonce particulièrement faste pour le paix du monde. Sauf improbable coup de théâtre de dernière minute, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, devait annoncer, dès le lundi 8 août, le jour « J » qu'il aura choisi, en accord avec les cinq grands du Conseil de sécurité, pour l'entrée en vigueur d'un armistice dans le Golfe. Ainsi s'achèverait la plus effroyable des guerres conventionnelles depuis 1945, un conflit qui a fauché en huit ans, estiment les experts, la vie d'un million d'hommes. Ce même lundi, dans la soirée, les négociations entre Pretoria, Luanda et La Havane devaient franchir une étape décisive, avec l'annonce à Genève d'un accord de cessez-le-feu dans le sud-ouest de l'Afrique.

Certes, s'agissant de la guerre et de la paix, comparaison n'est pas forcément raison. La différence de nature et d'enjeux des conflits en cause, surtout que l'éloignement de leurs champs de bataille, empêchent de pousser trop loin le parallèle entre l'affrontement anglo-nambien, l'un des derniers chapitres sanglants de la décolonisation en Afrique, et l'absurde guerre du Golfe, dont les protagonistes sortent épuisés, huit ans plus tard, sans avoir arraché le moindre gain militaire décisif.

Il n'empêche : on ne peut qu'être frappé par la coïncidence entre le dénouement de ces deux guerres et par l'identité des premières diplomatiques qui les ont, en quelques mois, rendus possibles. Car l'Angola et le Golfe ont un point fondamental en commun : ils sont le théâtre d'un conflit régional dont Américains et Soviétiques souhaitent hâter le règlement. Conséquence de l'aggiornamento de la diplomatie soviétique, résolue désormais à favoriser l'apaisement des conflits régionaux - comme l'ont prouvé avec éclat le désengagement de l'URSS en Afghanistan et celui du Vietnam au Cambodge, - cette convergence nouvelle entre les préoccupations des Deux Grands a constitué dans les deux cas le véritable « accélérateur » de la paix.

En signant il y a un an déjà avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité la résolution 598 appelant à un armistice dans le Golfe, le Kremlin avait montré qu'il désirait, autant que les Etats-Unis, éteindre ce conflit.

En Angola et dans le Golfe, de multiples obstacles restent à surmonter pour transformer de fragiles cessez-le-feu en paix durable. Il n'empêche - a contrario - que là où le désaccord soviéto-américain subsiste - comme en Amérique centrale ou au Proche-Orient - la paix n'est encore qu'un objectif lointain.

(Lire nos informations pages 3 à 5.)



M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, devait annoncer lundi 8 août la date d'entrée en vigueur du cessez-le-feu dans la guerre du Golfe. Le président irakien Saddam Hussein a en effet levé le principal obstacle à l'arrêt des combats, en annonçant qu'il n'exigeait plus des négociations directes préalables. L'Iran, de son côté, a confirmé, dimanche, son plein accord.

Entre l'Iran et l'Irak, la paix est désormais imminente. Le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, devait « en principe » annoncer, lundi 8 août, lors d'une réunion du conseil de sécurité, la date du cessez-le-feu et celle de l'ouverture des négociations entre les deux belligérants. Le processus de paix dans le Golfe s'était soudainement accéléré au cours du week-end, après que l'Irak eut levé le principal obstacle à la trêve en renonçant, samedi 6 août, à exiger des négociations directes « face à face » avec l'Iran, en préalable à l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Dès dimanche, Téhéran confirmait son accord à des négociations directes après la fin des combats.

C'est le président irakien en personne qui a annoncé, samedi 6 août, qu'il était prêt à accepter un cessez-le-feu avec l'Iran si celui-ci s'engageait à entamer des négociations directes avec Bagdad. Dans un discours « au peuple irakien, à la nation arabe et au monde », M. Saddam Hussein a demandé à Téhéran d'exprimer son engagement « clairement, franchement et officiellement ». Il a également évoqué l'un des principaux litiges à l'origine de la guerre, celui du trafic maritime dans le Golfe.

« Il est normal, a-t-il ajouté, que nous jouissions des droits de navigation dans le Golfe et le Chant El Arab (confluent du Tigre et de l'Euphrate) dès l'instauration du cessez-le-feu, conformément à nos droits inaliénables et aux lois internationales. »

JEAN-PIERRE LANGELLIER. (Lire la suite page 4.)

Les arbitrages pour le budget de 1989

## M. Rocard accroît fortement les crédits de l'éducation nationale

Chaque ministre a reçu, au cours du week-end, de M. Michel Rocard la « lettre plafond » fixant le montant de ses dépenses pour le budget 1989. Les dépenses de l'Etat devraient augmenter de 4,6 % pour atteindre 1 164 milliards de francs. L'éducation nationale, avec plus de 11 milliards de crédits nouveaux (+ 5,5 %) et la création de 13 000 emplois, constitue la première priorité.



Lire l'article d'ERIC IZRAELEWICZ page 16

**Un discours du roi Hussein**  
Le souverain jordanien souhaite la création d'un Etat palestinien  
PAGE 3

**Emploi des jeunes**  
Des abus dans la formation en alternance  
PAGE 17

**Affaire Benveniste**  
La polémique rebondit  
PAGE 7

**Chronique de 1788**  
« Aidez-moi » (15 juillet 1789)  
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 20

L'accident de la gare de l'Est et la démission du président de la SNCF

## Des machines et des hommes

Trois enquêtes parallèles permettront peut-être d'expliquer pourquoi un train, en provenance de Château-Thierry, n'a pu s'arrêter et a heurté un butoir à la gare de l'Est à Paris, le samedi 6 août, faisant un mort et cinquante-six blessés. Le gouvernement a obtenu la démission de M. Philippe Rouvillois, président de la SNCF. La « série noire » que connaît la société nationale pose la question de la place de l'homme dans la sécurité ferroviaire.

A la gare de l'Est, le samedi 6 août, l'explosion, le bris de vitres et les hurlements qui ont suivi ont replongé dans le cauchemar les voyageurs et la SNCF. Celui-ci titubait littéralement sous le choc des catastrophes survenues depuis quelques mois : Issy-Plaine (1 mort), le 25 décembre 1987, gare de Lyon (56 morts), le 27 juin dernier, Toulouse (18 blessés), le 18 juillet, et maintenant la gare de l'Est où l'on a relevé 1 mort et 8 blessés graves. On s'arrêtera la série noire pour ce mode de transport, certes le moins meurtrier, mais où l'accident prend la résonance d'un scandale tant la confiance des Français dans leur chemin de fer est grande ?

Le président de la République est-il dans le vrai lorsqu'il voit la panacée dans la sévérité à l'égard des responsables soupçonnés de laxisme ? Les syndicats ne proposent-ils pas une autre médication puisqu'ils ne voient de salut que dans la multiplication des crédits et des emplois, en

partant du postulat que seul un cheminot heureux et bien payé amènera son client à bon port ? Si ces approches présidentielle et syndicale contiennent une part de vérité, elles méconnaissent un aspect essentiel de la sécurité dans les transports. En dépit des mécanismes, des signaux et des règlements, l'erreur humaine - énorme ou minuscule - s'insinue inévitablement tout au long de la chaîne du transport. Il n'est que d'énumérer les faits survenus depuis le 27 juin, date de la collision de la gare de Lyon.

Lorsque le signal d'alarme se déclenche, ce jour-là, à la hauteur de Vert-de-Maisons, dans le train en provenance de Melun une mécanique infernale se met en branle qui va aboutir à priver de freins le convoi (1). Le conducteur arrête le train et se rend dans la deuxième voiture pour trouver l'auteur du signal. Personne. Il réarme le système et regagne sa cabine de conduite. Impossible de démarrer : les freins sont bloqués. Le conducteur imagine que les réservoirs d'air comprimé qui commandent les mâchoires des freins sont en surpression, au-dessus de cinq bars et que cela empêche le déblocage. Il croit qu'il lui faut baisser la pression et il vide, pense-t-il, l'exécuteur.

Il ne s'est pas aperçu que la vanne qui contrôle la circulation d'air comprimé entre la motrice et les sept autres voitures a été fermée. Par qui ? Le conducteur et l'agent de train nient l'avoir laissée dans cette position. Par un usager mal intentionné et furieux de la durée de l'arrêt ? Toujours est-il que les manœuvres du conducteur chassent toute pres-

ALAIN FAUJAS. (Lire la suite page 6.)

Deux disparitions

## Henri Frenay : un chef de la Résistance

Henri Frenay est mort le samedi 6 août à Porto-Vecchio. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans. Avec Henri Frenay disparaît un symbole de la Résistance. Militaire de carrière, saint-cyrien, il avait refusé la défaite de 1940, l'armistice et les abandons successifs qu'incarnait le maréchal Pétain. Recherché par la Gestapo avant même qu'il eut fondé, à la fin de 1941, le mouvement Combat, il a été un infatigable organisateur de réseaux. Ministre du général de Gaulle dans les gouvernements provisoires de la Libération, il s'est ensuite séparé du fondateur de la V<sup>e</sup> République dont il contestait le nationalisme à son avis outrancier, inconciliable avec l'idée d'une Europe fédérale pour laquelle il militait.

(Lire page 20 l'article de JACQUES RUFFIE, professeur au Collège de France.)

## Francis Ponge : un poète des Lumières

Le poète Francis Ponge est mort le samedi 6 août à Bar-sur-Loup. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans. C'est au plus fort de la seconde guerre mondiale que Francis Ponge, écrivain, résistant, militant communiste, avait mesuré les ravages provoqués par l'irrationnelisme et engagé son combat littéraire dans la direction d'un humanisme hérité du siècle des Lumières. Cette reconstruction poétique, Ponge la menait au plus près des choses dont il s'agissait de rendre compte avec le plus de vérité possible : un pré, un verre d'eau, un morceau de savon. Un effort de simplicité qui n'abandonnait rien de la rigueur, de la sensualité et des fastes de la langue française.

(Lire page 8 l'article de PHILIPPE SOLLERS.)

**Le Monde**  
ECONOMIE  
**La naissance d'une nouvelle Asie**  
Sous l'impulsion du Japon (Le Monde du 2 août), « parrain » peu aimé mais incontournable, l'Asie de l'Est change de face, industrialisation et croissance aidant. Mais les relations pourrissent-elles rester sereines entre des pays en émergence et un voisin puissant ?  
Pages 13 et 14

**JOHN IRVING**  
**L'ÉPODÉE DU BUIVEUR D'EAU**  
Editions du Seuil

# CHRONIQUE DE 1789

## L'ANNÉE SANS PAREILLE

# 21. « Aidez-moi ! »

### 15 juillet 1789

« Mais c'est une révolte ?  
— Non, sire, c'est une révolution. »

Louis XVI n'a pas tout de suite compris le sens de la prise de la Bastille, qui apparaît en France et à l'étranger comme l'aboutissement d'une longue maturation. Dès le 15 juillet le roi, sur le conseil du duc de Liancourt, se rend devant l'Assemblée nationale et lui réclame son aide. Il annonce en même temps le retrait de toutes les troupes étrangères. Explosions de joie à Versailles et à Paris. Le roi, l'Assemblée et la nation réunis dans l'allégresse. C'est la grande espérance.

par MICHEL WINOCK

**L**a prise de la Bastille était devenue, sans que les protagonistes en aient eu conscience sur le coup, un des événements-pharos qui donnent leur sens à une époque. On avait pris d'assaut la forteresse pour y saisir des armes ; on s'avise qu'il s'agit aussi d'une prison. Pas n'importe quel lieu de détention ! Mais un de ceux où l'on jette les victimes des lettres de cachet. Celles-ci, réclamées par les pères de famille au souverain, pouvaient expédier les enfants prodiges, débauchés, ivrognes, violents, ou en simple danger de mésalliance dans une geôle de l'État ; elles étaient l'outil de l'arbitraire exclusif des rois. Délivrer les captifs de la Bastille devenait l'un des plus beaux actes de révolte contre l'absolutisme :

*Sortez de vos cachots funèbres,  
Victimes d'un joug détesté,  
Voyez à travers les fenêtres,  
Les rayons de la liberté !*

*Trop longtemps la sombre tristesse  
Versa son poison dans vos cœurs,  
Baïsses des pleurs de l'allégresse  
Le front de vos libérateurs.*

Sans doute eût-il mieux valu que, pour la démonstration, on comptât dans les cachots un peu plus de sept détenus. D'autant qu'ils étaient loin de tous représenter les suppliciés du despotisme. Il y avait ainsi quatre prisonniers de droit commun qui, une fois les portes ouvertes, s'envelopèrent au milieu des réjouissances. Il y avait un Anglais nommé Whyte, qui faisait bien figure, avec sa longue barbe, de détenu vivant ; on le porta donc en triomphe, avant de le renfermer, cette fois à Charenton : il était fou. Ce fut aussi le sort de Tavernier, qu'on traumatisa, cinq jours après l'Anglais, dans le même asile d'aliénés. Par chance restait le comte de Solages, bel et bien interné, lui, à la demande de sa famille : on le fêta comme il se doit, avant qu'il ne s'en retourne, ayant assez fait pour le créancier, dans son Languedoc natal.

Cependant, il ne faut pas trop s'attarder à l'écart qu'on dénonce entre la réalité parfois décevante des choses et la puissance symbolique des mots. On verra, trois ans et quelques semaines plus tard, la bataille de Valmy comme une simple canonnade ; cela n'empêcha nullement Goethe d'y voir le début d'une ère nouvelle. Et puis, cette Bastille avait beau être hors de proportion avec son usage, le musée elle-même de ses murs et de ses toitures en imposait comme un défi que les siècles d'obscurantisme avaient laissé aux citoyens de Paris. Abattre l'édifice parut au comité permanent de l'Hôtel de Ville comme un complément nécessaire : la charge de démolition fut confiée le 16 juillet au « patriote Palloy », lequel, à la tête d'une armée d'un millier d'ouvriers, déconstruisait pierre à pierre le formidable bâtiment ; la dernière en sera offerte à l'Assemblée nationale le 6 février 1790.

Palloy, qui avait le sens des affaires, récupéra ses matériaux de construction, fit sculpter sur chacun d'eux un plan-relief de la Bastille, et fit de ces « souvenirs », appelés « apôtres de la liberté », un reliquaire commode qui s'ajouta à celui des objets divers (médailles, encriers, presse-papiers, tabatières...) que l'industriel entrepreneur avait fait fabriquer dans les « fers » de la sinistre prison.

Toutes ces péripéties, dont l'ancien Croquillat faisait ses délices (style « le 14 juillet inconnu », « la prise de la Bastille n'elle été inspirée par le marquis de Sade ? », etc.), ne doivent pas nous cacher la répercussion de l'événement dans les pro-

vinces et à l'étranger. C'est que la prise de la Bastille apparaissait comme l'aboutissement éblouissant d'une longue maturation révolutionnaire. Le principal avait été l'adhésion des troupes au mouvement, le phénomène de contagion qui a désarmé le loyalisme des soldats, les a acquis à la cause « nationale ». Ce fut en raison de l'état d'esprit des régiments, y compris des étrangers, que leurs chefs militaires, à commencer par Bessaval, renoncèrent à l'usage de la force. « L'avis des officiers généraux réunis à l'École militaire — écrit Bessaval dans ses Mémoires — fut que cette effervescence devenait impossible à réprimer, d'autant que nos troupes s'ébranlaient visiblement ; qu'on les pratiquait en dépit de notre vigilance ; et qu'un colonel n'assura, les larmes aux yeux, que son régiment ne marcherait point. »

Pendant des semaines et des semaines, le pays avait connu manifestations, émeutes, soulèvements, au cours desquels la troupe avait été travaillée par une action qui paraissait tout débordant. « C'est le caractère national de l'insurrection du 14 juillet 1789, écrit J. Godechot, qui a conféré à la chute de la prison de la Bastille une importance sans commune mesure avec d'autres événements analogues, par exemple l'attaque et l'incendie de la prison d'Old Bailey, à Londres, le 5 juin 1790. » Des commentateurs étrangers sont allés plus loin qui, tel l'Allemand Henri Steffens, ont vu tout de suite qu'il s'agissait non seulement d'une « révolution française », mais d'une « révolution européenne ».

Néanmoins, tout le sens de la prise de la Bastille ne saute pas immédiatement aux yeux de chacun. Après tout, le 14 juillet au soir, rien n'est encore achevé : les Parisiens se sentent plus forts, ils restent dans la crainte de la contre-offensive royale.

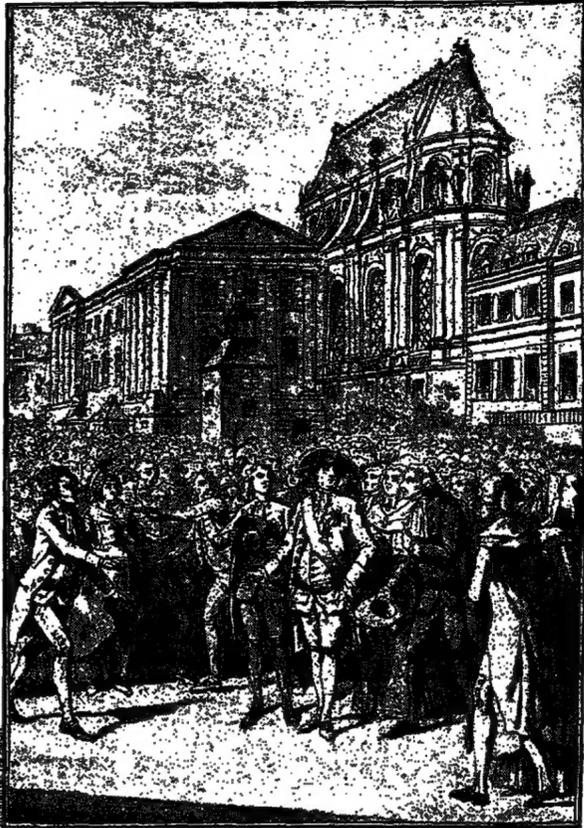
**L**e 14 juillet, en fait, Louis XVI ne comprend pas très bien, de Versailles, ce qui vient de se passer à Paris. A ce propos, on a souvent évoqué les pages si peu inspirées de son agenda, qui était plutôt son carnet de chasse : « Mardi 14, Rien. » Un rien qui pèche évidemment des tonnes d'inconscience. Mais, selon divers témoignages, dont les Mémoires de Bailly, le monarque, conseillé par Breteuil, entendait tenir le 16 une « séance royale », par laquelle il aurait réaffirmé ses propos du 23 juin : les « Etats » lui obéiraient ou ils seraient dissous. A cet effet, le maréchal de Broglie devait faire intervenir l'armée à Paris dans la nuit du 14 au 15, pour mieux disposer les esprits des députés à la résignation. Dans la capitale, on s'attendait du reste à la contre-attaque, et le soir du 14 la milice coupe les ponts de Sévres et de Saint-Cloud, qui ouvrent les routes de Versailles.

Le soir du 14 toujours, l'Assemblée, qui délibérait sans interruption depuis l'aube de

« Non, jamais on ne vit un spectacle plus imposant que celui qu'offrait la place de Grève ; une foule de citoyens paisibles et désarmés, mêlés parmi leurs frères en armes pour leur défense... »

Necker, apprend de la bouche du vicomte de Noailles arrivant de Paris la double prise des Invalides et de la Bastille, la mise à mort du gouverneur de Launay. Elle adresse sur-le-champ une députation auprès du roi, pour l'informer. Celui-ci, ne prenant pas encore toute la mesure des faits, répond par écrit et sans émotion qu'il a fait nommer des officiers généraux pour commander la garde bourgeoise et ordonné l'évacuation du Champ-de-Mars par les troupes. Ce n'était pas tout à fait rassurant. Mais, entre-temps, une députation des électeurs de Paris parvient à son tour à l'Assemblée, donne sa version dramatique des faits ; les auditeurs décident alors d'envoyer une nouvelle mission auprès du roi, pour lui donner plus de détails sur la journée parisienne. Louis XVI, après l'avoir entendue, se dit « déchiré », mais n'ajoute rien à sa première réponse. Cependant, le député Dupont de Nemours est prévenu par l'Assemblée de gagner l'Hôtel de Ville de Paris, où il arrive à 2 heures du matin, pour rendre publique la réponse du roi.

Celui-ci n'avait compris toute la gravité de la situation, c'est-à-dire la désorganisation des troupes, sans lesquelles il ne pouvait plus rien, que dans la nuit du 14 au 15. Un mot célèbre résume la scène : « Mais c'est une révolte ? dit le roi au duc de Liancourt, venez le réveiller. — Non, sire, c'est une révolution. » Apocryphe ou non, la formule témoigne du temps qu'il avait fallu à Louis XVI pour se représenter avec exactitude dans quel rapport de forces la Cour se trouvait désormais. La prise de la Bastille n'avait pas été un fait divers ; elle démontrait l'échec de la contre-offensive royale. Dès le soir du 14, Bessaval avait donné l'ordre de la retraite des troupes hors de Paris. Retraite improvisée sous une pluie battante : les villageois de Sévres refermèrent leurs portes, que les soldats devaient enfon-



Louis XVI, sortant de l'Assemblée nationale, s'en retourne à pied au château, accompagné seulement des trois ordres et d'une foule de peuple qui témoignent par leurs acclamations la joie qu'ils éprouvent des paroles de paix qu'il vient de donner aux représentants de la nation.

cer pour se loger de force. Un désastre supplémentaire, qui encouragea de nouvelles désertions par dizaines. Le 15, le futur ambassadeur des Etats-Unis à Paris, Gouverneur Morris, fait cette observation : « L'armée tout entière, en France, s'est déclarée en faveur de la Révolution. »

Le même jour, sur le conseil du duc de Liancourt, le roi fait connaître son intention de se rendre à l'Assemblée. Celle-ci est justement sur le point de lui envoyer une nouvelle députation pour le convaincre de renvoyer les troupes à leur garnison, faire assurer le ravitaillement de la capitale, consolider l'établissement de la garde bourgeoise. On avait adopté un arrêté à l'unanimité et choisi vingt-quatre personnes pour aller le porter, lorsque Mirabeau s'est levé pour lancer un de ces morceaux de bravoure qui justifient les anthologies de l'éloquence parlementaire :

« Eh bien ! dites au roi que les hordes étrangères dont nous sommes investis ont reçu hier la visite des prisonniers, des prières, des favoris, et leurs caresses, et leurs exhortations, et leurs présents (Mirabeau fait ici allusion à la visite que Marie-Antoinette, le comte d'Artois, M<sup>me</sup> de Polignac et quelques autres avaient faite aux hussards casernés dans l'Orangerie) ; dites-lui que toute la nuit ces satellites étrangers, gorgés d'or et de vin, ont prêté dans leurs chants impies l'asservissement de la France, et que leurs vœux brûlants invoquaient la destruction de l'Assemblée nationale ; dites-lui que dans ses palais même des courtisans ont mêlé leurs danses au son de cette musique barbare, et que telle fut l'avant-scène de la Saint-Barthélemy... »

Les membres de la députation s'apprêtent à sortir, lorsque le duc de Liancourt annonce l'arrivée imminente du roi. Des députés applaudissent ; d'autres s'en plaignent : « Attendez de savoir ce que le roi nous dira... » « Le silence des peuples est la leçon des rois. » Bientôt le grand maître des cérémonies surgit ; déclare la venue de Sa Majesté. Quelques instants plus tard, le roi fait son entrée, sans gardes, accompagné seulement de ses deux frères. Prenant la parole, il déplore « les actes affreux qui régnaient dans la capitale », proteste contre les « injustes préventions », les « bruits coupables » qui ont laissé croire que les députés seraient menacés :

« Eh bien ! c'est moi qui ne suis qu'un homme ! Aidez-moi, en cette circonstance, à assurer le salut de l'Etat ; je l'attends de l'Assemblée nationale ; le zèle des représentants de mon peuple, réunis pour le salut commun, m'en est un sûr garant ; et, comptant sur la fidélité de mes sujets, j'ai donné ordre aux troupes de s'éloigner de Paris et de Versailles. Je vous autorise, et je vous invite même, à faire connaître mes dispositions à la capitale. »

Le roi avait dit : « Assemblée nationale », et non « les Etats généraux ». C'était la première fois. Il s'inclinait ainsi

devant l'acte révolutionnaire du 17 juin. Le roi avait confirmé le rattachement de la capitale à la nation, le 14 juillet. Il s'inclinait doublement, devant les députés et devant le peuple parisien. Le président, l'archevêque de Vienne, lui a dit dans sa réponse que les « changements survenus dans la composition [du] conseil » avaient été une des causes principales des troubles. Sous-entendu : il faudra que le roi ne fasse pas ou ne défasse pas les ministères à sa guise ; pour l'heure, il serait avisé de remplacer ses jusqu'au-bouistes par le retour de Necker. Les mots n'étaient pas prononcés ; tout le monde y pensait.

A la suite de la journée à Versailles fut marquée par ces heures d'illusion populaire et de liesse provisoire dont l'année 1789 n'a pas été chiche. Le roi et ses deux frères sont revenus à pied au château, saisis de tous les détails, tous ordres confondus, les premiers rangs formant une chaîne pour protéger le souverain de la foule. Car tout le monde est accouru, a voulu voir le roi, l'applaudir, le serrer de près, le toucher peut-être. Une femme a réussi à se frayer le passage, s'est jetée à ses genoux, les a embrassés, tandis que de tous côtés ont retenti les « Vive le roi ! ». Bain de foule, délire général, joie sans mélange, oui, à ce moment-là précis Louis XVI faisait « un avec sa nation ». Il transpire, il est fatigué par cette foule qui le presse et l'accompagne jusqu'aux marches du château. Mais comment s'étonnerait-il pas un sentiment de bonheur ? Jours étonnants, que ceux qui suivent la prise de la Bastille et qui ne manquent pas d'émerveiller les représentants des nations étrangères. Le roi, l'Assemblée, la nation, unis dans l'allégresse, allaient faire des prodiges ! La reine, dont on disait tant de mal, on la réclame elle aussi, et le dauphin, et Madame Royale sa sœur, qui se présentent au balcon, sous les vivats de la foule, aussi prompts à aimer qu'à haïr.

Ces scènes sont bientôt suivies d'analogues, sur le chemin de Versailles à Paris, que prend maintenant une députation de quatre-vingt-huit députés, dans quarante voitures, entre deux rangées de témoins enthousiastes. Arrivés à la place Louis-XV, ils ont pris à pied la direction du l'Hôtel de Ville. Tous les habitants de la capitale sont

dans les rues, faisant fête aux représentants de l'Assemblée, une « haie de peuple » en joie, les croisées des fenêtres débordant de manifestants, des cris incessants : « Vive la nation ! Vive l'Assemblée nationale ! Vive la liberté ! Vive la Constitution ! Vive la patrie ! Vivent les Français ! »

Dans cette délegation figure notre Adrien Duquesnoy, que nous avions délaissé. Rien ne vaut la fraîcheur de la description qu'il donne de ces heures enfié-

Il ne suffisait pas de prendre la Bastille, il fallait la raser. La charge fut confiée au « patriote Palloy », qui, à la tête d'un millier d'ouvriers, démolit pierre par pierre le formidable bâtiment.

vrées d'un peuple rendu fier par la conquête de sa liberté :

« Non, jamais on ne vit un spectacle plus imposant que celui qu'offrait la place de Grève ; une foule de citoyens paisibles et désarmés, mêlés parmi leurs frères en armes pour leur défense, des gardes-françaises, les gardes-suisse, des soldats de tous les régiments, des chevaliers de Saint-Louis, des hommes de tous les rangs, de tous les arts, de tous les états, confondus, réunis pour la défense publique ; et la plus grande police, la plus grande garde, le peuple ouvrant la foule au premier ordre qu'il recevait. Quelle nation ! quel étonnant amour de la liberté ! Ce n'est pas la licence, ce n'est pas une effervescence passagère ; c'est un sentiment profond et durable, puisqu'il est accompagné du calme et de la réflexion. »

Tous les destructeurs de la Révolution française (je pense notamment à l'Anglais Edmund Burke, qui, apprenant les événements de Paris dans la crainte, s'apprêtait à écrire contre elle la première et la plus éclatante des Catilinaires qu'elle provoqua) devraient se remémorer cette scène à la fois naïve et grandiose, où la monarchie elle-même aurait pu trouver son inspiration et sa chance de durée. Le roi trompé par de mauvais conseillers reste un postulat. Le roi rendu à son peuple, gage de l'avenir des Français, reste la grande espérance.

1789 ou la dernière année de l'illusion monarchique.

Demain : le roi et la cocarde tricolore (17 juillet 1789)

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Lundi 8 août : « Aidez-moi », avec Jean-Paul Berteaud.  
Mardi 9 août : « Le roi et la cocarde tricolore », avec Jean-Paul Berteaud.

La publi attribué aux  
Angola  
Accord  
sur un cessez-le-feu  
provisoire

# Etranger

Le « désengagement » en Cisjordanie

## Le roi Hussein souhaite la création d'un Etat palestinien et réaffirme sa souveraineté en Jordanie

AMMAN de notre correspondante au Proche-Orient

Le roi Hussein de Jordanie a apporté de nouvelles précisions, dimanche 7 août, lors d'une conférence de presse à Amman, à propos de la rupture entre les deux rives du Jourdain, dont il tient l'OLP pour responsable.

Ces déclarations viennent après l'annulation du plan jordanien de développement en faveur des territoires occupés, la dissolution du Parlement, composé de deux rives du Jourdain, et le licenciement des fonctionnaires et conseillers des institutions jordanaises dans les territoires occupés, la suppression, samedi, du Haut Comité jordanien pour les affaires des territoires occupés et du ministre du même nom remplacé par un département des affaires palestiniennes au sein — tout un symbole — du ministère des affaires étrangères.

Le roi a indiqué que la Jordanie n'a pas l'intention de fermer les deux ponts sur le Jourdain, « qui sont vitaux pour les habitants des territoires occupés ». « Les Palestiniens de Cisjordanie garderont leur passeport jordanien jusqu'à ce qu'un Etat palestinien, espérons-le, soit créé, a d'autre part déclaré le souverain. Alors, les Palestiniens auront leur propre passeport ».

Mais qui, aujourd'hui, représente ces Palestiniens ? Selon un haut responsable jordanien, qui a refusé l'usage, les Palestiniens de Cisjordanie ont perdu leur nationalité du seul fait de la rupture des liens légaux et administratifs avec la Jordanie, annoncée par le roi, le 31 juillet dernier. « En rejoignant la Jordanie, ils ont choisi d'être sans nationalité », nous a-t-il affirmé d'autre part un proche du souverain. Leurs passeports deviendraient donc de simples documents de voyage. Reste à savoir comment se matérialiserait ce changement de statut qui concerne

les huit cent cinquante mille habitants de la Cisjordanie. Le flou entretenu sur ce point pourrait avoir pour but de faire passer plus discrètement une mesure pour le moins impopulaire.

Reprenant les thèmes de son discours de dimanche dernier, le souverain hachémite a, à plusieurs reprises, insisté sur le fait que la rupture n'était pas de son fait, mais répondait au souhait de l'OLP et au consensus arabe. A la question de savoir si cette décision était une scission entre les deux rives du Jourdain, le roi a affirmé en effet : « En optant pour leur propre Etat, nos frères palestiniens ont pris leur indépendance vis-à-vis de la Jordanie. Donc, s'il y a scission, c'est qu'elle répond à leur souhait de sauvegarder leur identité et d'établir leurs droits légitimes sur leur propre terre. Rien de plus, rien de moins », a ajouté le roi, qui a tenu à préciser que cette décision n'était en rien « tactique ».

### Une délégation palestinienne à Amman

On affirme, de source bien informée à Amman, que le sommet arabe d'Algèbre a été un séminaire qui a entraîné la rupture, dont la menace planait déjà dans le discours prononcé alors par le roi. Le fait que l'OLP ait refusé de mentionner la Jordanie comme un des canaux aptes à recevoir l'aide promise en faveur du soulèvement dans les territoires occupés a été ressenti à Amman comme la négation de tous les efforts faits et comme une volonté d'exclure la Jordanie de toute action en faveur des territoires occupés. Le refus de renouveler les engagements d'assistance financière pris pour dix ans au sommet de Bagdad de 1978, en faveur des pays de la confrontation, a été vécu aussi comme un désaveu de l'action jordanienne.

Le divorce ainsi prononcé n'exclut pas, dit-on, pour le futur de nouvelles possibilités de coopération, si l'OLP le demande. Le roi a rappelé au cours de sa conférence de presse les six principes qui devraient, selon lui, inspirer la recherche de la paix. La Jordanie serait donc toujours prête à se rendre à une conférence internationale dans une délégation jordanio-palestinienne, si l'OLP l'accepte. Mais, dans ce cas, les Palestiniens traiteraient de la question palestinienne, les Jordaniens de leurs propres problèmes comme pays de la confrontation ayant la plus longue frontière avec Israël. La Jordanie ne se désengagera pas du processus de paix dans lequel elle a sa place, a indiqué le roi, qui a toutefois tenu à préciser que l'option jordanienne n'existe pas pour lui. De source jordanienne autorisée, on affirme à ce propos qu'Amman considère dorénavant le processus de paix sous deux aspects : l'un israélo-palestinien, qui regarde l'OLP ; l'autre, arabo-palestinien-syrien, qui concerne les pays de la confrontation : Syrie, Jordanie, Liban.

Malgré le ton apaisant du discours sur l'OLP — « Nous n'avons pas de querelle avec le peuple palestinien ni avec son seul et légitime représentant », a affirmé le souverain, — l'heure n'est assurément pas au compromis avec la centrale palestinienne. On n'oublie pas ici que M. Yasser Arafat, invité par le roi en février dernier, n'a pas répondu à cet appel. C'est à sa demande que la délégation palestinienne attendue jeudi dans la capitale jordanienne sera reçue. Le souverain a été particulièrement clair quant à l'objet de cette visite : « Nous n'avons rien à dire à l'OLP. Nous allons écouter ce qu'ils ont à nous dire. Ils sont toujours les bienvenus pour discuter des questions qui les concernent, comme seuls et légitimes représentants du peuple palestinien ». « Je suis sûr que nous resterons en contact à l'avenir », a encore dit le roi. Il a aussi exprimé l'espoir que les futures relations jordanio-

palestiniennes soient « fondées sur des bases plus solides, spécialement dès lors que les choses sont devenues plus claires pour l'OLP ».

De source palestinienne, on indique au contraire que cette délégation qui sera conduite par M. Mahmoud Abbas (Abou Mazen) vient en mission exploratoire pour juger « si les intentions jordanaises sont bonnes ou mauvaises ». « Nous n'avons pas été consultés avant ces mesures qui ont surpris tout le monde », souligne-t-on du côté palestinien. Un comité a été spécialement créé pour étudier la signification et les conséquences de la décision jordanienne. Ce comité remettra ses conclusions à la fin du mois d'août ou dans les tout premiers jours de septembre au Conseil national palestinien qui devrait prendre une décision.

Interrogé sur la possibilité pour l'OLP de créer un gouvernement en exil, sujet largement débattu de façon informelle au cours du conseil de la centrale de la semaine dernière à Bagdad, le roi Hussein a répondu : « Ce n'est pas à moi de décider ce que les Palestiniens doivent faire ou ne pas faire, mais s'ils forment un gouvernement en exil, nous le reconnaitrons immédiatement, sans hésitation ».

### Fausses statistiques

Le roi a déploré le fait que les Etats-Unis n'aient pas exercé l'influence qu'ils auraient dû avoir comme grande puissance pour trouver une solution au problème du Proche-Orient. Il a annoncé qu'il recevrait mardi M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient. Le souverain hachémite a d'autre part accusé Israël d'avoir laissé passer toutes les opportunités de paix. « Le fait même que le gouvernement israélien nie tous les droits du peuple palestinien est une preuve », a-t-il dit, qu'il

ne désire pas la paix, car celle-ci ne peut s'établir sans une reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens ».

Le roi a d'autre part insisté une nouvelle fois sur l'unité des Jordaniens, qui, quelle que soit leur origine (c'est-à-dire palestinienne ou transjordanienne), jouissent et continuent de jouir des mêmes privilèges de citoyenneté. Leur unité est sacrée. A ce propos — et il est significatif que ce thème revienne désormais dans la bouche de tous les responsables jordanais, sans pourtant qu'on fasse référence à un nouveau recensement —, le roi a dénoncé « les statistiques incorrectes répandues dans le monde, qui indiquent que la Jordanie est composée de 60% de Palestiniens pour 40% de Jordaniens ». Selon le roi Hussein, qui a affirmé que « les Jordaniens d'origine palestinienne forment moins de 40% de la population », ces informations erronées sont diffusées par Israël pour justifier sa volonté de faire de la Jordanie une patrie de refuge pour les Palestiniens. « La Jordanie n'est pas la Palestine, a dit encore le roi, la patrie des Palestiniens est ailleurs qu'en Jordanie ».

Ces appels répétés à l'unité des Jordaniens s'adressent tout autant à l'OLP qu'aux Palestiniens de Jordanie. A la centrale palestinienne, le roi indique clairement que si elle représente les Palestiniens sous l'occupation, elle n'a pas droit de

regard sur les Palestiniens qui vivent en Jordanie. « Si l'OLP », affirme ainsi un proche du roi, peut représenter les aspirations des Palestiniens à récupérer leur terre, elle ne peut pas représenter politiquement en Jordanie. Il ne saurait y avoir deux représentations politiques dans ce pays ». Mais aux Palestiniens de Jordanie, le roi Hussein indique aussi qu'ils doivent faire prévaloir « leur fidélité au régime, et non à l'OLP ».

Dans le même temps, en rappelant que tous les Jordaniens jouissent des mêmes droits, le roi cherche à le rassurer. Ce n'est pas une tâche facile, tant le malaise est grand dans la communauté palestinienne de Jordanie. Le fait que le léger remaniement ministériel intervenu samedi à la faveur de la suppression du ministère des territoires occupés ait donné lieu à l'entrée de deux nouveaux ministres d'origine palestinienne (1) va dans ce sens, et dément les rumeurs qui annonçaient une réduction du nombre des ministres d'origine palestinienne.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(1) Dans le remaniement ministériel intervenu samedi, M. Marwan Boudine, ancien ministre des territoires occupés, a été nommé ministre du travail, et remplacé de M. Ordeh, démissionnaire pour raison de santé. M. Ordeh démissionnait également le portefeuille du développement social, qui a été confié à M. Fawaz Toukan.

## Quand Yasser Arafat se confie à « Playboy »...

Chicago, (AFP). — Avant de tout abandonner pour se lancer dans la lutte nationale palestinienne et devenir président de l'OLP, M. Yasser Arafat était un ingénieur très aisé qui s'était offert beaucoup de voyages dans le monde, selon une de ses rares confidences.

« J'étais à une époque très riche et j'avais l'habitude de me rendre » en Europe et dans d'autres pays en qualité de « touriste », déclare-t-il dans le dernier numéro du magazine américain Playboy. Mais « la tragédie de mon peuple m'a jamais disparu de mes yeux », ajoute Abel Rauf Arafat al Kudwa al Hussein, de son vrai nom.

Abou Ammar, comme l'appellent désormais ses camarades de combat, ne mène plus depuis la fin des années 50 de « vie normale » : « Pas de famille. Constantement sur mes gardes à cause des assassins. Constantement en train de bouger ». « Pour cette raison, dit-il en riant, aucune femme n'a jamais voulu se marier avec moi ».

Le leader de l'OLP avoue qu'il n'a jamais beaucoup aimé parler de lui, et sa vie personnelle reste peu connue. Mais cet entretien paru en août et mené ces derniers mois à Tunis puis à Bagdad, le leader de l'OLP insiste davantage sur son passé de jeune militant.

Né en 1929 à Gaza, il se rend après la mort de sa mère, à l'âge de quatre ans, à Jérusalem chez son oncle. La maison de ce dernier est proche du Mur des lamentations, dans la partie

orientale de la ville. Cette demeure a été par la suite, dit-il, « détruite par les Israéliens », lors de leur entrée à Jérusalem-Est en 1967.

Durant son enfance à Jérusalem, « il n'était pas très facile d'avoir des contacts » avec les Juifs, selon lui, « parce qu'il se morment la tête les incidents entre Juifs et Arabes avaient commencé ».

Parti ensuite au Caire pour rejoindre son père, il se lance à l'âge de dix-sept ans dans la résistance. Alors qu'il étudiait le génie civil, il rencontre le jeune officier Gamal Abdel Nasser, devenu chef de la révolution égyptienne, avec lequel il a une « relation très proche ». Par son intermédiaire, il connaît également un autre nationaliste qui marquera l'histoire de son pays, l'iranien Mohammad Mossadegh, dit-il à Playboy.

Abou Ammar parle de ses déceptions lorsqu'il était étudiant, militant, combattant, en particulier après la défaite arabe contre Israël en 1948. « J'allais partir, laisser totalement la région », dit-il. Il y est resté.

Paris, après huit ans de vie au Koweït, où, raconte-t-il, il s'était beaucoup enrichi en montant son entreprise d'ingénierie, il abandonne tout pour « rejoindre la lutte » à Beyrouth. « Je suis un croyant et je crois que c'est ma destinée », confie-t-il. « Tout ou tard, affirme-t-il, nous atteindrons notre but, car nous allons dans le sens de l'histoire et Israël va dans le sens inverse ».

### L'« affaire » du document Husseini

## La publication d'un « projet de déclaration d'indépendance » attribué aux Palestiniens est accueillie avec scepticisme à Jérusalem

JÉRUSALEM de notre correspondant

La plupart des commentateurs à Jérusalem ont accueilli, dimanche 7 août, avec perplexité et une extrême prudence les informations prétant aux Palestiniens le « projet » de formuler une « déclaration d'indépendance » dans les territoires occupés. Les personnalités nationalistes de Cisjordanie, tout comme les milieux officiels israéliens, ne cachent pas leur scepticisme quant à la réalité et au sérieux d'une telle initiative — du moins pour le moment.

Il est vrai que les conditions dans lesquelles ce « projet » a été rendu public sont pour le moins éton-

nantes. Samedi soir, un journaliste de la télévision israélienne a brandi au beau milieu d'un journal un morceau de papier blanc, comportant des blancs, et qu'il a présenté comme « un projet palestinien pour une déclaration d'indépendance ».

Le document aurait été saisi par la police dans les locaux du Centre d'études arabes de Jérusalem-Est (la partie palestinienne de la ville).

Le Centre a été fermé il y a une semaine par les autorités, et son directeur, M. Fayçal Husseini, condamné à six mois de détention administrative. Personnalité palestinienne très influente de Jérusalem-Est, M. Husseini est accusé par les autorités d'être l'un des principaux animateurs du soulèvement dans les

territoires, bien qu'il ait passé l'essentiel des douze derniers mois en prison.

Il n'en a pas fallu plus pour que la presse et la classe politique israéliennes débattent longuement de ce qu'elles ont déjà baptisé l'« affaire » du document Husseini. Certains n'ont pas hésité à considérer le document comme une esquisse de réponse palestinienne au désengagement jordanien en Cisjordanie. C'est sans doute aller un peu vite pulquer le projet de déclaration serait vieux de plusieurs semaines.

Il est attribué à un groupe de personnalités palestiniennes, et s'il y a plusieurs versions, l'essentiel tiendrait en quelques points. Déclaration unilatérale d'indépendance d'un Etat palestinien constitué dans les frontières du plan de partage de 1947 (c'est-à-dire à peu près les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, plus la Galilée, la partie nord d'Israël). Les Palestiniens des territoires occupés abandonneraient immédiatement les documents d'identité qui leur sont délivrés par l'administration israélienne au profit de ceux que leur fournirait l'OLP. Enfin, un gouvernement palestinien en exil serait constitué sous l'égide de l'OLP, dont M. Yasser Arafat serait le premier ministre et qui comprendrait également des membres des principales composantes de la centrale palestinienne.

### Une « fuite » organisée ?

L'ensemble ressemble étrangement à une série de propositions — tout à fait théoriques — formulées en avril dernier par un universitaire américain, M. Jérôme Siegal. Elles avaient à l'époque été publiées par certains organes arabes de Jérusalem-Est, sans susciter le moindre intérêt.

Cette fois, toute la classe politique a réagi. Le premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir, a estimé que ce projet de déclaration d'indépendance n'était qu'« un rêve

dangereux et fou (...), voué à l'échec ». Le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, n'y voit que « paperasse », et ses amis du Parti travailliste ont réaffirmé leur « non » à un Etat de l'OLP. Au ministère des affaires étrangères, on se refuse à « prendre l'affaire au sérieux » : on relevait notamment qu'aucune autorité palestinienne — de l'intérieur ou de l'extérieur — n'avait revendiqué ce document.

Cité palestinienne, plusieurs personnalités se sont efforcées de minimiser la portée du document ; elles expliquent qu'il ne s'agissait que d'une des options discutées parmi plusieurs propositions pour tenter de donner une traduction politique au soulèvement dans les territoires. A l'instar de la presse israélienne, certaines de ces personnalités palestiniennes attribuent la publication du document à une « fuite » soigneusement organisée par les services de sécurité, afin de nourrir les accusations portées contre M. Fayçal Husseini.

ALAIN FRACHON.

Manifestation de pacifistes israéliens. — Plusieurs centaines de membres du mouvement pacifiste israélien Shalom Araché (la Paix maintenant) ont manifesté, samedi 6 août, à Tel-Aviv devant la résidence du ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, contre l'arrestation du responsable nationaliste palestinien, M. Fayçal Husseini. Directeur du Centre d'études arabes de Jérusalem-Est, celui-ci avait été arrêté le 31 juillet, pour la troisième fois en quinze mois, sur ordre de M. Rabin, alors que son Centre d'études était fermé. Les autorités israéliennes reprochent à M. Husseini d'être membre d'une organisation illégale et de diverses activités hostiles à l'Etat hébreu. M. Husseini, qui avait participé quelques jours avant son arrestation à une réunion du mouvement la Paix maintenant, a été, selon ce mouvement, arrêté préventivement « parce qu'il est une personnalité palestinienne prête au dialogue ».

# Ioï ! »

Assemblée...  
à en...  
inspiration...  
peuple...  
socio...  
matériaux...  
change...

VU A APOSTROPHES

## LES HOMMES

passé, présent, conditionnel

ANDRÉ LANGANEY

LES HOMMES

passé, présent, conditionnel

ARMAND COLIN

« Des prévisions, à court ou moyen terme, sur l'évolution probable de nos éventuels descendants ».

248 pages, 170 F.

## Proche-Orient

### L'accord sur un cessez-le-feu dans la guerre du Golfe

#### La déclaration du président Saddam Hussein

Le président irakien Saddam Hussein a tenu à donner un caractère solennel à sa décision d'accepter un cessez-le-feu avant des négociations directes avec l'Irak, en annonçant dans un discours adressé samedi « au peuple irakien, à la nation arabe et au monde ». Il a précisé les conditions de cette acceptation : « Nous sommes disposés à appliquer un cessez-le-feu à condition que l'Irak proclame clairement, franchement et officiellement son acceptation à engager avec nous des négociations directes tout de suite après le cessez-le-feu, afin de discuter, de se mettre d'accord et d'appliquer tous les articles de la résolution 598, y compris le retrait des forces aux frontières et l'article 8. » (Cet article stipule que le secrétaire général de l'ONU examinera en consultation avec l'Irak et l'Iran, et avec d'autres Etats de la région, les mesures susceptibles de renforcer la sécurité et la stabilité de la région.)

« Dans ce cas, nous acceptons ce qui a été décidé avec la commission technique de l'ONU (pour le cessez-le-feu), et que des forces internationales se déploient entre nos forces armées et celles de l'Irak jusqu'à ce que chacun réintègre ses frontières lorsque s'instaurera une paix durable et globale avec l'accord des deux parties et sous la supervision du secrétaire général de l'ONU », a poursuivi M. Hussein. « L'acceptation de l'Irak doit nous être trans-

mise officiellement par l'intermédiaire du Conseil de sécurité ou du secrétaire général de l'ONU », a ajouté M. Saddam Hussein.

Faisant allusion au seul accès de l'Irak à la mer, le Chah-el-Arab, le président irakien a déclaré : « Il est normal que nous jouissions des droits de navigation dans le Chah-el-Arab et le Golfe dès l'instauration du cessez-le-feu, conformément à nos droits inaliénables et aux lois internationales. »

M. Hussein n'a fait qu'une brève allusion aux responsabilités dans le déclenchement du conflit, et rejeté par avance sur l'Iran la responsabilité de toute poursuite des hostilités.

« L'Irak, après avoir enregistré des victoires militaires sur le front (...), a-t-il dit, tend maintenant la main de l'amitié aux peuples d'Irak malgré ce que notre peuple a subi après leur agression et leur volonté affichée de poursuivre la guerre. »

Mais si l'Irak ne s'engage pas à entamer des négociations directes par une déclaration officielle claire et franche qui nous sera transmise officiellement par l'intermédiaire du Conseil de sécurité ou du secrétaire général de l'ONU, il aura prouvé une nouvelle fois au monde et surtout aux peuples d'Irak qu'il est le seul à rejeter la paix et à porter la responsabilité de la poursuite de l'effusion de sang. »

#### L'abandon par l'Irak de ses dernières exigences

(Suite de la première page.)

Dix-neuf jours après l'acceptation sans condition par l'Irak - le 18 juillet - de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU ordonnant un arrêt immédiat des combats dans le Golfe, l'Irak a donc finalement « endossé » la décision de Téhéran. Le régime de Bagdad a cédé aux pressions de plus en plus insistantes de M. Perez de Cuellar et des membres permanents du Conseil de sécurité. Avant-il d'ailleurs d'autre véritable choix, sauf à braquer contre lui la communauté internationale et à s'aliéner une organisation dont la sympathie ou la neutralité bienveillante lui sont largement acquises depuis le début du conflit, il y aura huit ans le mois prochain ?

Ce combat d'arrière-garde de l'Irak valait d'autant moins d'être livré plus longtemps qu'il n'était pas juridiquement justifié. En effet, la résolution 598 n'évoque dans aucun de ses dix paragraphes l'existence d'une négociation directe préalable au cessez-le-feu. Bagdad était d'ailleurs mal placé pour réclamer un « rajout » à la résolution 598 puisqu'il avait obtenu ce texte depuis un an de changer ce texte d'un iota, en faisant même - sur le plan juridique - son cheval de bataille.

membres permanents du conseil de sécurité (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France) - signataires unanimes de la résolution 598 - ont fait savoir publiquement qu'ils souhaitaient que celle-ci soit respectée à la lettre. Principal allié arabe de l'Irak, l'Arabie saoudite a égale-

ment fait pression sur Bagdad et son ministre des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal, semble avoir été très actif dans les coulisses de l'ONU.



Pour l'Irak, le risque était donc grand de se retrouver isolé et de voir la sympathie « changer de camp » à ses dépens, maintenant que l'Irak avait enfin prouvé sa bonne volonté en cautionnant la résolution 598. Bagdad aurait sans doute été mal inspiré de vouloir pousser trop loin son avantage. Car, si les dirigeants irakiens se sont résignés après huit ans à la paix - au-delà de leur constat d'échec militaire et de l'épuisement économique de leur pays, - c'est aussi parce que cette solution est perçue par eux comme relativement honorable et

qu'ils n'ont pas l'impression de perdre entièrement la face. A vouloir humilier son ennemi, l'Irak risquait surtout de provoquer chez lui un nouveau sursaut d'orgueil et, en conséquence, de torpiller la paix.

En réalité, la manœuvre de retardement irakienne a atteint son but en permettant à Bagdad de consolider sa position diplomatique à la veille de la paix. M. Saddam Hussein a obtenu des Cinq Grands la « garantie morale » du respect de la résolution 598 et il a pu tester en même temps la solidarité du soutien que lui apportent les « pays frères » arabes.

Le mécanisme de la paix va donc pouvoir entrer en mouvement. Le Conseil de sécurité devait se réunir informellement lundi matin pour approuver les derniers détails mis au point par M. Perez de Cuellar. Celui-ci devait, dans l'après-midi, annoncer solennellement au Conseil la

date du cessez-le-feu et celle de l'ouverture des négociations directes. Il devrait aussi lancer un appel aux deux parties pour qu'elles fassent preuve de retenue jusqu'au jour J en respectant une trêve de facto. M. Perez de Cuellar estime que l'arrêt des hostilités devrait être effectif dans une quinzaine de jours. Il fonde son pronostic sur le rapport de l'équipe d'experts dirigée par le général norvégien Martin Vadset et qui a récemment enquêté, à sa demande, sur le terrain.

M. Perez de Cuellar devra ensuite achever la constitution de la force d'observateurs des Nations unies chargée d'organiser les modalités de cessez-le-feu et de veiller à son respect. Cette force regrouperait quelque deux cent cinquante hommes. Sur les trente pays invités à y contribuer, vingt-quatre ont d'ores et déjà accepté, dont l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Danemark, la Finlande et la Suède. Estimé à 40 milliards de dollars, le coût de l'opération exigera une contribution financière supplémentaire des membres de l'ONU.

De nombreuses difficultés ne manqueront pas de surgir avant que le Golfe ne retrouve une paix durable. Les modalités de désengagement d'un million de soldats sur le champ de bataille, l'échange des prisonniers de guerre, le problème si délicat du tracé de la frontière internationale, les conditions de retour à la libre navigation dans le Golfe, et jusqu'à l'ordre du jour même des négociations directes : voilà autant de sujets de conflits potentiels entre les deux ennemis. Il reste - et c'est l'essentiel - que le processus de paix est désormais en marche. On peut faire confiance aux talents de M. Perez de Cuellar pour tout faire pour le rendre irréversible.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

#### La réponse de Téhéran

En annonçant rapidement après le discours du président irakien, mais avec une relative discrétion, son acceptation de négociations directes après l'établissement d'un cessez-le-feu, Téhéran a voulu marquer qu'il ne faisait que « réitérer une position antérieure ».

La radio iranienne, sans faire état du message du président irakien et de sa demande de négociations directes après le cessez-le-feu, a indiqué que « Bagdad avait supprimé les préconditions » qu'il mettait pour le cessez-le-feu. L'Iran « acceptera de mener des négociations directes » avec l'Irak « après l'établissement du cessez-le-feu » et

« au moment où cela sera nécessaire », mais « réaffirme » sa position selon laquelle ces négociations doivent s'effectuer « dans le cadre de l'application de la résolution 598 de l'ONU ».

A New-York, le ministre iranien des affaires étrangères M. Ali Akbar Velayati a accepté de son côté officiellement d'ouvrir des négociations face à face avec l'Irak après le cessez-le-feu. « Le niveau des négociations, la date et le lieu dépendent de la décision du secrétaire général » de l'ONU, a-t-il déclaré, après une heure et demie d'entretien avec M. Javier Perez de Cuellar.

#### La pression des Cinq Grands

Visiblement irrité par ces tergiversations irakiennes, M. Perez de Cuellar avait insisté entendre à mots couverts qu'il pourrait « cour-circuiter » Bagdad et fixer de sa propre initiative, comme il en avait le droit, une date pour l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Sans doute ne serait-il pas allé au bout de sa menace mais son avertissement a été entendu par l'Irak. D'autres facteurs ont permis de hâter le revirement irakien. Les cinq

membres permanents du conseil de sécurité (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France) - signataires unanimes de la résolution 598 - ont fait savoir publiquement qu'ils souhaitaient que celle-ci soit respectée à la lettre. Principal allié arabe de l'Irak, l'Arabie saoudite a également fait pression sur Bagdad et son ministre des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal, semble avoir été très actif dans les coulisses de l'ONU.

#### La vraie paix dans quinze jours ?

Le mécanisme de la paix va donc pouvoir entrer en mouvement. Le Conseil de sécurité devait se réunir informellement lundi matin pour approuver les derniers détails mis au point par M. Perez de Cuellar. Celui-ci devait, dans l'après-midi, annoncer solennellement au Conseil la

### La résolution 598 du 20 juillet 1987

Voici le texte de la résolution 598 ordonnant l'arrêt des hostilités entre l'Irak et l'Irak, adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité le 20 juillet 1987 :

Le Conseil de sécurité : Réaffirmant sa résolution 582 (1986),

Profondément préoccupé de ce que, en dépit de ses appels à un cessez-le-feu, le conflit entre l'Irak et l'Irak se poursuit sans diminuer d'intensité et continue d'entraîner de lourdes pertes en vies humaines et des destructions matérielles,

Déplorant le déclenchement et la poursuite du conflit,

Déplorant également le bombardement de centres de peuplement exclusivement civils, les attaques contre des navires neutres ou des avions civils, les violations du droit humanitaire international et d'autres règles relatives aux conflits armés et, notamment, l'utilisation d'armes chimiques en contravention des obligations découlant du protocole de Genève de 1925,

Profondément préoccupé par la possibilité d'une nouvelle escalade et d'une extension du conflit,

Résolu à mettre fin à toutes les actions militaires entre l'Irak et l'Irak,

Convaincu de la nécessité de parvenir à un règlement global, juste, honorable et durable entre l'Irak et l'Irak,

Rappelant les dispositions de la charte des Nations unies, en particulier l'obligation qu'ont tous les membres de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques, de telle manière que la paix et la sécurité internationales ainsi que la justice ne soient pas mises en danger,

Constatant qu'il existe une rupture de la paix en ce qui concerne le conflit entre l'Irak et l'Irak,

Agissant en vertu des articles 39 et 40 de la charte des Nations unies,

1) Exige, comme première mesure en vue d'un règlement négocié, que l'Irak et l'Irak observent immédiatement un cessez-le-feu, suspendent toutes actions militaires sur terre, en mer et dans les airs, et retirent sans délai toutes les forces jusqu'aux frontières internationalement reconnues ;

2) Prie le secrétaire général d'envoyer une équipe d'observa-

teurs des Nations unies pour vérifier, confirmer et superviser le cessez-le-feu et le retrait des forces et le prie également de prendre, en consultation avec les parties, les dispositions nécessaires à cette fin et de présenter un rapport au Conseil de sécurité à ce sujet ;

3) Demande instamment que les prisonniers de guerre soient libérés et rapatriés sans délai après la fin des hostilités actives, en conformité avec la troisième convention de Genève du 12 août 1949 ;

4) Demande à l'Irak et à l'Irak de coopérer avec le secrétaire général à l'application de la présente résolution et aux efforts de médiation en vue de parvenir à un règlement global, juste et honorable, acceptable par les deux parties, de toutes les questions en suspens, en conformité avec les principes contenus dans la charte des Nations unies ;

5) Demande à tous les autres Etats de faire preuve de la plus grande retenue, de s'abstenir de tout acte qui pourrait intensifier et élargir encore le conflit et de faciliter ainsi l'application de la présente résolution ;

6) Prie le secrétaire général d'explorer, en consultation avec

l'Irak et l'Irak, la possibilité de charger un organe impartial d'enquêter sur la responsabilité du conflit et de faire rapport au Conseil de sécurité dès que possible ;

7) Reconnaît l'ampleur des dommages infligés durant le conflit et la nécessité d'efforts de reconstruction, avec une assistance internationale appropriée, une fois le conflit terminé et, à cet égard, prie le secrétaire général de désigner une équipe d'experts pour étudier le problème de la reconstruction et faire rapport au Conseil de sécurité ;

8) Prie en outre le secrétaire général d'examiner, en consultation avec l'Irak et l'Irak et avec d'autres Etats de la région, les mesures susceptibles de renforcer la sécurité et la stabilité de la région ;

9) Prie le secrétaire général de tenir le Conseil de sécurité informé de l'application de la présente résolution ;

10) Décide de se réunir à nouveau en tant que de besoin pour envisager l'adoption de nouvelles dispositions, afin d'assurer le respect de la présente résolution.

#### CORRESPONDANCE

#### L'enrôlement des enfants dans les armées

Après l'article dans lequel notre correspondante à Genève, Isabelle Vichniez, rendait compte d'un document de l'ONU portant notamment sur l'enrôlement des enfants dans les armées (le Monde du 5 août), nous avons reçu de l'ambassade d'Irak à Paris la lettre suivante :

D'après les lois en vigueur en République islamique d'Irak, l'âge

minimum de recrutement pour les volontaires est fixé à seize ans et à dix-huit ans pour ceux qui effectuent leur service militaire.

D'autre part, le nombre des volontaires désireux participer aux efforts consacrés à la défense dépasse habituellement les besoins du pays. Donc, il n'y a aucun besoin d'enrôlement » par force de ces derniers.

Le motif, en République islamique d'Irak, pour la contribution des volontaires est uniquement d'ordre idéologique. Or ce dernier point de vue est tout à fait incompatible avec un but lucratif. Puisque quand on dit idéologie, ceci exclut toute tentation visant à la réussite temporelle. Le virement par un grand nombre des volontaires de leurs salaires à la caisse d'Etat témoigne que les motifs poussent ces derniers à participer dans les corps pour la défense contre l'agresseur ressortir purement du domaine idéologique et patriotique.

(Publié)

**SYRIE-LIBAN : LA METHODE KANAAN**

Comment le général Ghazi Kanaan développe depuis cinq ans l'« ordre syrien », de Beyrouth à Zahlé et de Tripoli à Baalbek.

Dans le numéro double de juillet-août d'ARABIES en kiosques et en librairies 78, rue Jouffroy, 75017 Paris Tél. : 46-22-34-14.

## Une Nation et le Monde Entier Rendent Hommage à un Pilote, une Compagnie Aérienne et un Gouvernement....

Le bon fonctionnement d'une compagnie aérienne internationale qui transporte des millions de passagers exige des années d'expérience et l'entraînement le plus sévère. Inévitablement se manifestent des occasions où cette expérience et cet entraînement se trouvent soumis à l'épreuve des tests les plus difficiles et c'est à ces moments-là que le monde émet son jugement.

Cheque compagnie aérienne de part le monde attire l'attention des terroristes mais aucun pilote, aucune compagnie, aucune nation n'a subi de tests plus durs que lors des dernières semaines.

Nous félicitons et sommes reconnaissants au Capitaine Youssef et à son équipage de leur courage et de leur dévouement mais nous désirons aussi rendre hommage aux équipages de Kuwait Airways partout dans le monde pour maintenir un aussi haut niveau de performance. Nous sommes fiers d'eux.

Les médias du monde entier ont salué le courage et la fermeté de notre peuple et nous nous joignons à eux pour remercier notre pilote et notre gouvernement de faire du monde un endroit plus sûr.



“L'homme (le Capitaine Youssef) L'exemple classique du professionnalisme et du sang-froid”

Horst Gebelen, le porte-parole de l'Association des pilotes d'Allemagne fédérale

الخطوط الكويتية KUWAIT AIRWAYS



# Société

## L'accident de la gare de l'Est et la démission du président de la SNCF

Les fédérations CGT et CFDT des cheminots appellent, chacune de leur côté, à un rassemblement, le lundi 8 août à 17 heures, dans le hall de la gare de l'Est à Paris, après l'accident d'un train en provenance de Château-Thierry qui a fait, le 6 août, un mort et cinquante-deux blessés, dont huit ont été hospitalisés. Les syndicats entendent ainsi protester contre les véritables causes des dernières catastrophes ferroviaires qui sont, selon eux, à chercher du côté des économies budgétaires et des suppressions de dix mille emplois par an en moyenne depuis quatre ans.

Trois enquêtes ont été ouvertes après l'accident. La première est une enquête interne à la SNCF. La deuxième est judiciaire : M. Jean-Michel Parlange, procureur adjoint de la République à Paris, s'est rendu sur place pour diriger les investigations de la police judiciaire. La troisième a été décidée par M. Michel Delebarre, ministre des transports et de la mer, qui veut qu'une commission « tout particulièrement à ce que les organisations syndicales représentatives du personnel de la SNCF soient associées à ses

analyses et à l'élaboration des mesures à prendre ».

Au stade actuel des recherches, le système de freinage du train accidenté n'est pas en cause comme il l'était dans l'accident de la gare de Lyon. L'analyse de la bande Flaman a fait apparaître que le conducteur avait normalement freiné, mais que la motrice située à l'arrière du convoi avait continué à pousser le train qui a percuté le butoir à la vitesse de 30 km/h. Les investigations concernent donc le système électronique

de transmission des ordres de la cabine jusqu'au moteur et le moteur lui-même.

M. Philippe Rouvillois, président de la SNCF, a présenté au ministre des transports sa démission. Elle a été acceptée. En réalité, c'est le gouvernement qui a demandé au président ce geste, afin d'appliquer les propos du président de la République favorable à « des mesures qui iraient dans le sens d'une plus grande fermeté » à l'égard des entreprises de transport public. M. Rouvillois était en place depuis cinq mois.

### Des machines et des hommes

(Suite de la première page.)

Le conducteur d'un train de marchandises, qui entre lui aussi en gare et doit franchir le même aiguillage, a placé dans une position incorrecte sa manette de freins. Ses réservoirs d'air comprimé se sont vidés. Il n'a pas vérifié son manomètre. Il n'obtient qu'un freinage insuffisant mais parvient à arrêter son convoi à 1,50 m du train de voyageurs.

Enfin, le 5 août, à 13 h 09, le conducteur d'un train en provenance de Château-Thierry veut réduire sa vitesse à l'entrée de la gare de l'Est. Il s'aperçoit qu'il ne peut y parvenir. Il prévient ses voyageurs de « se mettre en boule » pour supporter l'impact qui se produit à 30 kilomètres-heure contre le butoir : un mort et huit blessés graves.

Hormis ce dernier cas, pour lequel il est prématuré de tirer des conclusions sur les responsabilités, on retrouve peu ou prou une erreur humaine dans l'enchaînement des faits qui aboutissent à ces accidents. Pour y parvenir, la SNCF estime avoir une arme qui s'appelle le règlement. C'est ce règlement que les cheminots de tout grade apprennent par cœur et récitent par écrit au cours des examens qu'ils subissent. C'est encore le règlement que les conducteurs emportent sous la forme d'un gros livre dans leur cabine. Le règlement astreint à une « obéissance passive aux signaux ».

Le règlement a tout prévu : comment on remet en marche un train après un arrêt intempestif, les gestes à faire en cas d'incidents de freinage ou en présence d'un accident corporel. Tout est codifié et les sanctions menacent ceux qui ne respectent pas ce loi.

L'étude systématique des bandes Flaman permet à la hiérarchie de sanctionner les « délinquants » par des avertissements et des mises à pied entraînant la perte de primes importantes.

### Les réponses du directeur général de la SNCF

L'ennui est que l'homme est faillible. C'est lui qui confectionne le sacro-saint règlement, et il ne pense pas à tout. Par exemple, les scénarios catastrophes imaginés par les spécialistes n'avaient pas pris en compte l'enchaînement des causalités ayant abouti à la collision de la gare de Lyon. C'est encore l'homme qui applique le règlement et qui le viole. Il est frappant de constater que tous les conducteurs ayant été impliqués récemment dans une catastrophe étaient bien notés. Oui, les meilleurs professionnels ont des « blancs », des passages à vide où leur oreille entend l'alarme, leur œil voit le signal, mais leur cerveau ne donne pas à la main l'ordre convenable.

Le conducteur de la rame tamponnée d'Issy-Flaine avait déclaré à son chef, la veille du jour où il grilla, en décembre 1987, un feu rouge, que lui ne commettrait jamais cette faute. Des ennemis familiaux, une lassitude due à des heures

de solitude et de monotonie, voire une trop grande confiance en soi, et c'est le relâchement aux conséquences imprévisibles.

Comment a réagi la SNCF à la montée de l'insécurité pendant le mois de juillet ? De façon un peu décevante, puisqu'elle a donné l'impression de revenir à ses amours réglementaires et de ne pas se remettre en cause. Il était effectivement plus facile de demander aux agents de vérifier leurs freins — ce qui est déjà prévu par le règlement.

La SNCF a donc confirmé qu'elle dépenserait, en 1988, 1,8 milliard de francs d'investissements pour la sécurité. Elle a décidé d'accélérer la suppression du signal d'alarme dans les trains de banlieue et de le remplacer par une liaison radio avec le conducteur, pour mettre un terme aux arrêts intempestifs dont le nombre a doublé en deux ans. On dissimulera les manettes des freins au regard des gens mal intentionnés. La régularité du trafic de la banlieue sud-est sera améliorée et la sécurité de la ligne C du RER confortée par l'entrée en service d'une assistance automatisée à la conduite, SACEM.

Enfin, on annonce aussi l'arrivée des simulateurs, destinés à entraîner les conducteurs, comme le sont les pilotes de ligne. Rien de très nouveau, en définitive.

Nous avons donc demandé à M. Jean Costet, directeur général de la SNCF, un entretien pour comprendre la logique sous-tendant la politique sécuritaire de la société nationale. Nous l'avons rencontré le jeudi 4 août, deux jours avant l'accident de la gare de l'Est. Ses propos confirment que, au niveau de la présidence et de la direction générale, on était tout à fait conscient de la nécessité d'obliger la SNCF à une remise en cause dans ce domaine.

« Il n'y a pas, à la SNCF, plus de défaillances et de manquements au règlement qu'autrefois, nous a-t-il déclaré. Cent cinquante-quatre feux rouges non respectés en 1974, 176 en 1981, 136 en 1986 et 145 en 1987 : en moyenne, cette infraction se maintient au même niveau et se produit un jour sur deux, ce qui n'est pas satisfaisant. Mais il faut préciser que sont comptabilisés aussi bien des non-respects dangereux que des dépassements de deux mètres sur dix votes de triage. Il ne faut pas s'illusionner : nous ne pourrions jamais parvenir au « zéro défaut » idéal. Mais il nous faut trouver la voie d'une amélioration de la sécurité, souhaitée par nos clients, devenus plus exigeants à ce sujet.

### Comme le nucléaire

« A court terme, nous avons donc décidé de sensibiliser nos agents aux impératifs de la sécurité. Nous les responsabilisons par un rappel des règles, que nous présenterons de façon plus lisible qu'aujourd'hui et par une formation adaptée. Les simulateurs dont nous allons bientôt disposer nous permettront d'entraîner les conducteurs à traiter les incidents graves, car ils sont excellents dans les situations nor-

males mais ils ont du mal à faire face aux cas exceptionnels.

« Si nous nous étions contentés de ces mesures, nous serions des criminels. Je rappelle que nous expérimentons un système de contrôle de vitesse dans la région de Rouen, qui arrête le train à l'urgence dès que le conducteur ne se conforme pas au programme prévu. Nous avons pour objectif d'équiper l'ensemble du réseau de ce système, qui suppose



des répéteurs et des motrices équipées de programmes. Il en coûtera 3 milliards de francs à dépenser en trois ou quatre ans.

« Nous avons aussi dans l'idée de multiplier les boucles de sécurité, en plaçant dans la cabine des indicateurs de pression des freins de la dernière voiture du train et des indicateurs de position des mâchoires de freins. Mais je ne voudrais pas que la SNCF se contente de ces solutions partielles. Nous devons mener, d'ici à la fin de l'année, une réflexion globale sur la sécurité dans les chemins de fer, qui ne correspond pas aux exigences de notre époque. Nous devons prendre, par exemple, en compte le fait que l'homme peut être défaillant.

### Les élus comprennent-ils...

« La SNCF ne pourra y parvenir seule. Il nous faut une aide extérieure, car nous sommes prisonniers de notre habitude mentale qui veut que « la sécurité, c'est le règlement », un acquis pourtant irremplaçable. Je veux mesurer sur pied une équipe composée d'agents de la SNCF et de spécialistes venus du nucléaire, de l'industrie chimique et de l'aéronautique, afin d'apprécier les risques et de concevoir des enchevêtrements de causalité et des rattrapages en cas de dérèglement.

« La banlieue pose un problème spécifique. Je me demande si je ne devrais pas, à l'avenir, refuser le trafic trop intense, qui habitue les conducteurs à passer à l'orange, à la limite du viol du règlement. Mais les élus et la population comprendront-ils que des trains moins fréquents préserveraient effectivement la sécurité ? Je crains que le message ne passe pas. »

Voilà la SNCF bouleversée, une fois de plus. La grève de trois semaines de décembre 1986 et de janvier 1987 lui avait ouvert les yeux sur l'absence de dialogue interne et sur l'archaïsme de sa hiérarchie pyramidale. Les accidents de 1988 l'obligent à entendre le jugement qui, à propos de la catastrophe de Flaujac en 1985, souligne les carences de son système de sécurité, « qui n'intégrait pas la défaillance humaine et ne permettait pas de la corriger ». C'est à marche forcée et dans tous les domaines qu'elle doit désormais se mettre à l'œuvre.

Le gouvernement peut ralentir cette mutation, en intervenant hors de propos, comme ses prédécesseurs, dans la vie et la gestion de la société nationale. Il peut, au contraire, la favoriser, s'il sait responsabiliser celle-ci, en lui fixant des objectifs clairs et en lui laissant la liberté de trouver les moyens de les atteindre.

ALAIN FAUJAS.

(1) La voyageuse ayant tiré le signal d'alarme pour déclencher un arrêt non prévu a été inculpée et risqué une amende de 1 200 F.

### La technique du bouc émissaire

POUR mettre fin à l'insécurité dans les transports ferroviaires, le président de la République et le gouvernement ont donc décidé d'utiliser la technique du bouc émissaire et ont nommé M. Philippe Rouvillois, président de la SNCF, de remettre sa démission.

Dans l'esprit du pouvoir, les choses sont limpides. Le 20 juillet, M. Rouvillois avait présenté un di-

Enfin, la démission du président de la SNCF a des vertus politiques; elle est censée donner à l'opinion publique l'impression que le gouvernement s'active pour rendre plus sûr le transport des citoyens; elle allume un contre-feu, au moment où la CGT développe l'argumentation que les accidents à répétition sont le fruit d'économies budgétaires et de réductions d'effectifs décidées à partir de 1984 par le gouvernement socialiste de M. Mauroy et programmées jusqu'en 1989 par le contrat de plan Etat-SNCF, mis au point par un autre gouvernement socialiste, celui de M. Fabius.

### La valse des présidents

La tactique gouvernementale présente toutefois l'inconvénient majeur d'être surtout inspirée par des considérations à court terme et de passer pour un caprice. La SNCF, qui commence à comprendre qu'il est urgent de sauver les archaïsmes socio-économiques et commerciaux où elle se complaisait, avait trouvé, depuis le 25 février, en M. Philippe Rouvillois l'homme idéal pour l'aider à réussir sa révolution culturelle. Auparavant directeur général sous la présidence de M. Philippe Essig, il avait bien analysé les restes de la communication dans son entreprise, les pesanteurs d'une hiérarchie étirée, l'hypertrophie de la technique et même les risques des économies budgétaires sur la qualité de service et sur la sécurité. Il s'était mis à l'ouvrage, en modifiant du tout au tout l'ambiance au sein du haut encadrement de la SNCF. Il avait demandé à ses directeurs de région de définir avec lui des objectifs et de les tenir. Cette responsabilisation systématique avait commencé à produire des effets bénéfiques, mais ceux-ci ne pouvaient se diffuser que lentement dans l'énorme entreprise ferroviaire.

La SNCF a changé de président en 1985 (M. Chades est « démissionné »), en février 1988 (M. Essig

n'est pas renouvelé par M. Chirac) et en août 1988. Cette valse, où le politicien et les techniciens ont leur part, persuadent définitivement les cheminots que la SNCF ne mérite pas le nom d'entreprise dont les pouvoirs successifs la qualifient. Ses investissements sont décidés par un comité du Fonds de développement économique et social (FDES). Se politique sociale doit être approuvée par le gouvernement. Ses tarifs sont imposés par le ministre de l'économie. Voilà qu'aujourd'hui ses présidents sont à classer dans la catégorie des fonctionnaires à haut risque, au même titre que les autres. On ne pouvait administrer de preuve plus évidente de l'infantilisation que les gouvernements, de gauche comme de droite, pratiquent à l'égard de cette entreprise publique... tout en prétendant évidemment le contraire.

Plutôt que la perte rare que le pouvoir ne manquera pas de nommer à la place de M. Rouvillois, l'ultime chance de la SNCF de sortir de l'ornière est désormais M. Jean Costet, directeur général depuis quatre mois, qui est en totale concordance de vues avec son président et qui fait preuve de la même détermination. Le risque est, en effet, grand de voir la société nationale prendre du retard dans sa remise à niveau dans tous les domaines, à cause de la décision politique qui frappe M. Rouvillois.

ALAIN FAUJAS.

[Né le 23 janvier 1935 à Saumur (Maine-et-Loire), M. Philippe Rouvillois est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'École nationale d'administration dont il est sorti major de la promotion Vauban, celle de M. Jacques Chirac. Entré à l'Inspection des finances en 1959, il est conseiller technique de 1965 à 1968, au cabinet de M. Michel Debré, ministre de l'économie et des finances. Il poursuit ensuite sa carrière au sein de la direction générale des impôts qu'il dirige de 1976 à 1983. Il passe alors à la SNCF où il est nommé directeur général adjoint chargé des finances et du budget puis, le 5 août 1987, directeur général. Depuis le 24 février 1988, il préside le conseil d'administration de la société nationale. M. Rouvillois est inspecteur général des finances.]

### « Ils nous entendent et cela les rassure »

Le butoir du quai 23 est inviolable. Il est enfouï sous la première voiture du train, au milieu d'un amas de roues et de tôles éraflées par le choc. La voiture de la cabine du conducteur est encastrée, à 5 mètres du sol, dans les poutrelles d'acier de l'aiguillage qui s'écroule au ralenti.

Dès leur arrivée, les sauveteurs ont répertorié sept personnes « incarcérées » dans la première voiture autour de ce que l'on appellera pendant tout l'après-midi la « pile ». Le conducteur du train, qui s'est aperçu, en entrant en gare, que les freins ne répondaient pas à son impulsion, a tout juste eu le temps de leur crier de se « mettre en boule ».

Un des passagers, assis au milieu de la voiture, à l'endroit où elle s'est tordue contre le butoir, est décédé sur le coup. Les sept personnes « incarcérées » entendent, pour les derniers, deux heures prisonnières de est enchevêtrement de ferraille. Les pompiers juchés sur de grands escabeaux attaquent la tôle à la scie électrique, mais à travers le métal froissé, les pilers tordus et des bouts de banquettes éventrées, la progression est difficile.

### Evacuation par hélicoptère

Les dix-sept blessés, encore conscients pour la plupart, suivent l'avancée des sauveteurs qui expliquent à voix haute ce qu'ils font : « Ils nous entendent, et cela les rassure. Ils savent que nous ne sommes pas loin et que nous progressons vers eux. » Au pied de la voiture, des sauveteurs munis de brancards s'apprêtent à recevoir les blessés, des couvertures dans les bras

Les passagers coincés seront extraits un à un, sur des civières, à travers les vitres brisées de la voiture.

« Les opérations de sauvetage sont beaucoup moins difficiles qu'à la gare de Lyon, explique le docteur Claude Fullis. Il y a moins de personnes incarcérées, et l'espace autour de la voiture est dégagé. Nous pouvons donc soigner les blessés, puis les évacuer vers les hôpitaux sans problème. De plus, le cadre est moins oppressant : gare de Lyon, nous avions travaillé, une nuit entière, dans la pénombre, enfermés sur un quai étroit, dans un bruit assourdissant, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. »

Deux centres médicaux d'urgence ont été installés aux abords du quai, le long des « rampes inox ». La première voiture est déchargée, mais les suivantes, qui ont tout tamponnées au moment du choc, sont intactes. Certains de leurs passagers ont toutefois été légèrement blessés au cours de l'accident. A 17 heures, les sept personnes coincées dans la première voiture ont été « désincarcérées », et l'une d'entre elles a été évacuée vers l'hôpital de Garches par hélicoptère.

Les sauveteurs démontent lentement les deux centres médicaux d'urgence, qui ont permis de soigner bon nombre de blessés sur place, et les policiers installent, devant l'ossature décapotée de la première voiture, des barrières sur lesquelles ils étendent des couvertures à carreaux rouges et verts de la SNCF. Masquer cette carcasse éventrée. La gare s'apprête à rouvrir ses quais au public.

ANNE CHEMIN.

### Les catastrophes précédentes

Voici un rappel des différents accidents ferroviaires survenus depuis 1981.

19 janvier 1981 : collision de deux trains de la ligne A (RATP) du RER à la station Auber, à Paris, 1 mort, 71 blessés.

15 octobre 1981 : collision d'un train de marchandises et d'une locomotive près d'Aubin (Aveyron), 1 mort.

15 janvier 1982 : deux collisions de deux convois avec un camion de voitures près d'Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), 3 morts, 33 blessés.

6 juin 1983 : collision de deux trains à Saint-CLOUD (Hauts-de-Seine), 135 blessés.

8 juillet 1985 : collision du Paris-Le Havre avec un poids lourd sur le passage à niveau de Saint-Pierre-du-Vauvray (Eure), 9 morts, 54 blessés.

3 août 1985 : collision frontale d'un train Corail et d'un autorail à Flaujac (Lot), 32 morts, 160 blessés.

31 août 1985 : déraillement d'un train puis collision avec la motrice d'un autre convoi à Argenton-sur-Creuse (Indre), 43 morts, 37 blessés.

24 décembre 1987 : collision de deux trains de RER à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), 1 mort, 13 blessés.

27 juin 1988 : télescopage de deux trains en gare de Lyon (Paris), 56 morts, 32 blessés.

« Un cheminot meurt écrasé. — Un cheminot, M. Jean-François Lafaye, trente-huit ans, a été écrasé en gare d'Austerlitz, à Paris, le 7 août, alors qu'il dirigeait une manœuvre. Coincé entre le quai et un wagon, il est mort des suites de ses blessures dans l'après-midi.

Le financement des recherches  
Aviation  
Série noire en Belgique  
Défense  
Un nouveau missile américain  
Nucléaire  
Déchets allemands stockés en URSS ?



Lettres

La mort de Francis Ponge
La société du génie

Le poète Francis Ponge est mort le samedi 6 août, dans sa maison du Mas des vergers, à Bar-sur-Loup. Il était âgé de quatre-vingt-neuf ans.

par Philippe Sollers

Je revis le moment de ma première lecture de Ponge, à quinze ans, dans une étude de soir surchauffée, au hasard d'une anthologie de la poésie française.

Quelques années plus tard, autre hasard : j'habitais boulevard Raspail, en face de l'Alliance Française. Des conférences de littérature étaient annoncées : Francis Ponge. Il n'y avait qu'à traverser la rue. C'est donc là que j'ai rencontré, entendu, avec deux ou trois amis (on allait vers la fondation de Tel Quel), au milieu d'étudiants étrangers qui ne connaissaient sans doute pas leur chance, un des plus grands poètes français. Un jour, il s'est mis à lire les Hivondelles. C'était inouï.

Nous sommes vite devenus amis, je repense aux heures de conversations chez lui, rue Lhomond. Ponge, à l'époque, était très seul, son souci était celui de la transmission, le moment des « œuvres complètes » était loin, il craignait d'avoir travaillé pour l'ombre. Et en même temps, très sûr de lui, « tremblement de carotide ». J'ai été heureux de publier certains de ses plus beaux textes, l'Asparagus par exemple : « Ainsi l'asparagus étend-il ses tapis, ses tapis superposés, ses tapis étigés, ses palmes protectrices ».

Tout lecteur intérieur des Illuminations et de Connaissance de l'Est entre dans Ponge sans difficultés et peut s'y reposer à loisir. Le Parti pris des choses est ainsi, avec le Rago de l'expression, comme un atelier de réparation de l'invention rhétorique. Pourquoi réparation ? Quelque chose avait été exploité ? Sans doute. Et rien, aujourd'hui ne me paraît plus touchant que ces notes de Ponge, communiste et résistant, en 1941, dans le midi, lorsqu'il

prend la décision, face à l'irrationalisme nazi, de lutter pour la philosophie des lumières. On trouve trace de cette décision dans l'exercice inattendu de Voltaire à la Nouvelle Araignée : « Au lieu de tuer tous les Carabes, il fallait peut-être les séduire par des spectacles, des funambules, des tours de gobelet et de la musique. »

Paralyse, aphasie : voilà comment Ponge voit la société et l'histoire. D'où la fameuse déclaration : « Le monde muet est notre seule patrie. » Le dégoût, la répulsion violente au contact de l'emphase et des atrocités humaines, font de lui un humaniste pour temps de terreur. Ne pas mentir. Ne pas céder à la psychologie, à la démagogie, au sentimentalisme, au « ronron », au « mantige », qui voient la beauté évidente du moindre objet et de sa présence supérieure à tous les discours.

Il y a une imposture poético-philosophique : mais on peut toujours se dérober, repartir de plus bas, modestement, orgueilleusement ; faire entendre le silence, la corde pincée, la couleur, la saveur. Il y a du Webern chez Ponge. On creuse l'écoute, on affine l'œil, on ouvre le dictionnaire, ce trésor. L'abricot ? « Deux cuillères de confiture accolées. » « La palourde des vergers. » « Nous mordons ici en pleine réalité accueillante et fraîche. » Difficile de manger un abricot sans penser, à un moment ou à un autre, à ces formules elles-mêmes mangeables.

« Un immense pétale de violette bleue »

Et cela est vrai aussi du mimosa, de la guêpe, de l'oillet, ou encore du cheval et de la chèvre (une simple chèvre recommence la vie après la guerre et les camps, la sculpture de Picasso vient là en écho visible). Grâce au Carnet du bois de pins, apprenez à être seul dans le sud vibrant. Ouvrez les yeux sur le ciel de la Moutagne : « Le ciel n'est qu'un immense pétale de violette bleue. » Le sujet latin a subi une répression et une déportation sans précédents, il ne tient plus qu'à lui — les figures de Giacometti. Chaque geste, chaque pas, est problématique, héroïque. Saura-t-il même se laver les mains ? En éprouver un plaisir naïf, délicieux, comme s'il venait d'échapper au néant ? Et voici le Savon, un des ballets le plus

« fous » de Ponge, petit opéra baroque en ébullition, danse gaie.

Il n'y a pas de petits sujets, ou plutôt la moindre chose, la moindre syllabe, peuvent nous transporter, d'un coup, dans des dimensions inconnues et paradisiaques. Le Pré, le Verre d'eau... Bien entendu, Ponge a beaucoup médité sur La Fontaine, et son ambition (la plus déconcertante, la plus à contre-courant, et peut-être la plus actuelle) aura été d'arriver à des condensations simples et mémorables, dictons, proverbes, moralités. Le vrai « post-moderne », en un sens, c'est déjà lui, Lautréamont et Montaigne mis sur le même plan, sans coupure, de même que Rimbaud et Malherbe, Picasso et Chardin. Retour en arrière ? Néoclassicisme ? Je m'en veux de l'avoir pensé lorsque nous nous sommes perdus de vue. Mais le « programme » de Ponge me paraît toujours juste : « Il faut travailler à partir de la découverte, faire par Rimbaud et Lautréamont, de la nécessité d'une nouvelle rhétorique. Et non à partir de la question que pose la première partie de leur œuvre. » (My creative method).

Cette « nouvelle rhétorique » (qui évoque souvent la tentative de Joyce) donne naissance à des catégories décalées : la raison, plus fiable que la raison (les mots d'abord, les idées ensuite), et l'objet (l'homme encombré d'images et d'objets se met à jouer, comme automatiquement, avec eux). Proust : l'imparfait de Flaubert renouvelle davantage notre vision du monde de Kant. Le Soleil placé en abîme, dans cette visée, est un des sommets de Ponge, son « grand œuvre » décapité. Froide, il n'a pas hésité à avouer ses titubements, ses divagations, ses délires, ses impasses. Il est bien le seul poète à avoir démuséifié l'inspiration poétique, à avoir osé montrer ses brouillons. Les esquisses de Ponge : ses croquis, ses croquis, ses croquis de traits, ses répétitions schématisées.

Je pense que, pour son tombeau, Ponge eût aimé de la musique : celle de Rameau. Rameau : « L'artiste au monde qui m'intéresse le plus profondément. » (La société du génie). « C'est la fronde du dix-huitième siècle français qui a lancé, dans l'éther intersidéral, ce caillou. »

Chez Francis Ponge, j'ai été frondeur à vos côtés lorsque cela était nécessaire, nous avons écouté ensemble les attaques rythmées de Rameau, je vous lisais donc la parole, que vous me permettez simplement, selon la tradition, de résumer : « On allait, à travers Rameau et sa merveilleuse rigueur dans la sensualité harmonique, vers Fragonard, vers Sade, vers ce mariage de Figaro où, dès les premières scènes, grâce au travesti de Chérubin, l'on se trouve porté en pleine saison paroxystique du libertin et du libertaire à la fois. »

Repères chronologiques

1899, le 27 mars : naissance de Francis Ponge à Montpellier. Famille très protestante, très cathédrale.
Jusqu'en 1909 : enfance privilégiée en Arignon et à Nîmes ; une sœur, Hélène, naît en 1901.
1909 : Armand Ponge, le père, directeur d'agence de banque, est nommé à Caen.
Jusqu'en 1916 : brillantes études au lycée Malherbe de Caen.
1916-1919 : études de lettres et de droit à Paris. Période barrésienne, puis jacobine. Service militaire. Echec à l'oral du concours de la rue d'Ulm.
1920-1925 : premiers textes dans la revue le Moulin blanc, puis dans la N.R.F. Rencontre de Jacques Rivière et de Jean Paulhan. Travail à la fabrication chez Gallimard. Mai 1923 : mort du père. La mère, Juliette, se fixe à Paris.
1926 : publication des Douze petits écrits (Gallimard).
1929-1931 : rencontre et mariage avec Odette Chabanel. Bronchite avec Paulhan et rapprochement avec les surréalistes.
1931-1937 : travaille aux Messageries Hachette. Adhère à la C.G.T.

1935 : naissance de sa fille Armande. 1937 : licencié chez Hachette.
1938-1944 : emploi dans les assurances avant et après sa mobilisation. Participe à la Résistance dans la zone sud.
1942 : publication de Parti pris des choses.
1944-1946 : dirige les pages culturelles d'Action. Rencontre les grands peintres de l'époque.
1947-1951 : quitte le P.C. Vie difficile. Voyage en Algérie avec Calet et Léiris. Conférences, éditions de luxe. Proèmes Parution de la Seine en 1951.
1952-1964 : professeur à l'Alliance Française. (1948), Le Rago de l'Expression (1952), Entretiens radiophoniques avec Réverdy et Breton. Mort de la mère en 1954. Réconciliation avec Paulhan.
1956 : numéro d'hommage de la N.R.F. à Francis Ponge.
1958 : favorable à de Gaulle.
1959 : Légion d'honneur.
1960 : la Figue dans le numéro 1 de Tel Quel ; conférence de Philippe Sollers sur Ponge à la Sorbonne. Venit un dossier de Souast légué par Alex Grossetyennes et acquiert en lieu sur France-Culture en 1967.
1961 : les trois volumes du Grand Recueil.
1965 : Pour un Malherbe et Tome premier. Conférences en Italie, sur États-Unis et au Canada.
1966-1967 : Visiting Professor à Columbia.
1967 : le Savon.
1968 : mort de sa sœur Hélène et de Paulhan.
1969 : membre correspondant de l'Académie bavaroise.
1970 : publication des Entretiens avec Philippe Sollers ; ils avaient eu lieu sur France-Culture en 1967.
1973 : Prix pour 1972 de « The Ingram Merrill Foundation ».
1974 : Prix international de littérature Books Abroad Neustadt.
1981 : Grand Prix national de poésie.

Le Carnet du Monde

Principaux recueils

L'œuvre de Ponge, dispersée en des publications diverses (éditions de luxe ou ordinaires de textes séparés ou partiellement regroupés), a été réunie sous les titres suivants :
- Le Grand Recueil, Gallimard, trois tomes. I. Lyras, 189 p. II. Méthodes. 307 p. III. Pièces. 219 p.
- Pour un Malherbe, Gallimard, 1965, 617 p.
- Tome premier, Gallimard, 1965, 617 p.
- La Sevon, Gallimard, 1967, 136 p.
- Le Nouveau Recueil (textes composés après 1959), Gallimard, 1967, 238 p.
- La Fabrique du pré, Skira (Genève), collect. « Les sentiers de la création », 1971, 272 p., illustr.
- L'Atelier contemporain, Gallimard, 1977, 368 p.
- Comment une figure les paroles et pourquoi, Flammarion, collect. « Digraphe », 1977, 213 p.
- Nique de l'avant-printemps, Gallimard, 1983, 70 p.
- Petite suite vivaraise, Fata Morgana, 1983, 30 p.
- Correspondance avec Jean Paulhan. (1923-1969), Gallimard, 1986.

EDITIONS DE POCHE

- Dans la collection « Poésie » (Gallimard) ont été publiés le Parti pris des choses, précédé de Douze Petits Poèmes et suivi de Proèmes (1967), et le Rago de l'expression (1976).
- Dans la collection « Idées » (Gallimard) a été publié Méthodes (1971).

A consulter

- Francis Ponge, présentation et choix de textes par Philippe Sollers, Seghers, 1963, 223 p.
- Ponge, par Jean Thibaudau, Gallimard, « La bibliothèque idéale », 1987, 287 p.
- Entretiens de Francis Ponge avec Philippe Sollers, Gallimard/La Seuil, 1970, 188 p.
- Francis Ponge, étude de Marcel Spéca, choix de textes, Seghers, 1970, 192 p. (réédité en 1979).
- Colloque de Cerisy, « 10/18 », 1977, 433 p.
- Francis Ponge, un classique qui révolutionne, dans le Monde du 18 mai 1979.
- Entretien : Francis Ponge : vivre sur un fond de pessimisme, dans le Monde du 1er janvier 1982.

Décès

- M<sup>me</sup> Pierre Montell, née Claise, Et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de général Pierre MONTEIL, Saint-Cyr promotion 1940-1942, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, croix de guerre, survenu le 6 août 1988, dans sa soixante-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 août, à 16 heures, en l'église Saint-Nicolas du Pouilloux. 22, rue des Anacras, 75007 Paris.

- Bruno, Christine Peltier et leurs enfants, Dominique Lestrier et Les enfants, Laurent Peltier et François Thams, Philippe, Evélina Peltier et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, Les familles Peltier, Beauvein, Brierot, Bougnat, Comare, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre PELTIER, architecte, survenu le 6 août 1988, à Montpellier, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 août, à 10 h 30, en l'église de Megève (Haute-Savoie).

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part. 617, rue de Bugard, C7 34100 Montpellier.

- Saint-Max Nancy. On nous prie de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Raymond PINCHARD, veuve de

M. Raymond PINCHARD, ancien sous-préfet de la ville de Nancy.

Les obsèques auront lieu le mardi 9 août 1988, à 15 heures, en l'église Saint-Michel, à Saint-Max (Meurthe-et-Moselle).

- M. et M<sup>me</sup> Alain Profit, ses enfants, Geneviève, Nicolas et François, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Maurice PROFIT, née Germaine Fortin, survenue à Saint-Maur, le 1er août 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu à Comins (Aude), le vendredi 5 août 1988.

3, rue des Rocquettes, 75013 Paris.

- M<sup>me</sup> Henri Laroche, M<sup>me</sup> Jean Sambourg, M. et M<sup>me</sup> Dominique Sambourg, M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Vanson, M. Didier Sambourg, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Houllé, M. et M<sup>me</sup> François Laroche, M. Jean-Loup Sambourg, Ses oncles, tantes, cousins et cousines, ont l'immeuble de faire part du décès accidentel de

Justine SAMBOURG, survenue le 5 août 1988, dans sa dix-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 9 août, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame de Douil-le-Barro (Val-d'Oise).

Cet avis tient lieu de faire-part. 12, boulevard Emile-Augier, 75016 Paris.

Anniversaires

- Il y a cinq ans

Georges VALLIN nous quittait.

Ceux qui l'ont connu se souviendront de lui avec amitié.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal, 7, rue des Italiens, 75422 Paris CEDEX 09. Tél. 42-47-98-01. Téléfax : 45-29-08-61. Renseignements. Tél. 42-47-95-03. Tarif de la ligne H.T. Toutes rubriques : 78 F Abonnés (avec justification) : 68 F Communications diverses : 82 F Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de cinq lignes.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPA 860572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Edité par le SARL le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principales associées de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Verzet. Correspondant en chef : Claude Sauts.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tape LEMONDE
ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 TEL: (1) 42-47-98-72
TABLEAU DES TARIFS
FRANCE: 3 mois 354 F, 6 mois 672 F, 9 mois 954 F, 1 an 1 200 F
BENELUX: 3 mois 399 F, 6 mois 762 F, 9 mois 1 089 F, 1 an 1 380 F
SUISSE: 3 mois 594 F, 6 mois 972 F, 9 mois 1 404 F, 1 an 1 800 F
AUTRES PAYS: 3 mois 687 F, 6 mois 1 337 F, 9 mois 1 952 F, 1 an 2 538 F
ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois [ ] 6 mois [ ] 9 mois [ ] 1 an [ ]
Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_
Adresse: \_\_\_\_\_
Localité: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_ Pays: \_\_\_\_\_

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?
Téléphones d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12
- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
- Si il n'y figure pas : nous diffusions gratuitement votre demande après d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouvons un livre. AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

AUTOMOBILISME : le Grand Prix de Hongrie

Prost attend que la roue tourne

Le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) a remporté sa sixième victoire de la saison, le dimanche 7 août à Budapest dans le Grand Prix de formule 1 de Hongrie. Parti en quatrième place et relégué à la neuvième place après le premier virage, son coéquipier Alain Prost a réussi une superbe remontée mais a terminé deuxième (529/1000). Grâce à ce succès, Senna rejoint Prost en tête du championnat du monde des conducteurs, mais le Brésilien accente surtout son avantage au nombre des victoires (six contre quatre), qui devrait être déterminant en fin de saison.

BUDAPEST de notre envoyé spécial

Alain Prost avait été son casque d'un geste rageur avant de se réaligner dans le motor-home McLaren pour une longue séance de massage. Deux heures et demie plus tard, après la réunion technique avec Ayrton Senna et les ingénieurs de l'écurie, la colère avait cédé la place à la déception pour le pilote français. Le Grand Prix de Hongrie et, peut-être, le championnat du monde venaient de se jouer dans la deuxième séance de qualification du samedi. Pour la huitième fois de la saison - la vingt-quatrième de sa carrière (1) -, le Brésilien venait de s'assurer la pole-position en Alain Prost était relégué à la septième place, en quatrième ligne.

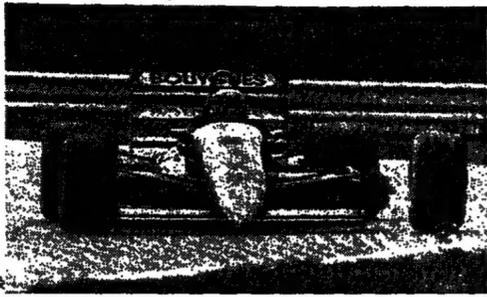
«Après Hockenheim, je voulais impérativement gagner ici pour revenir à égalité de victoires avec Ayrton», expliquait le Français. Il fallait absolument que je parte en première ligne sur ce circuit où les dépassements sont aussi difficiles qu'à Monaco. Comme nous disposons des mêmes voitures, celui de nous deux qui aurait pris le premier virage en tête aurait pratiquement eu la course gagnée.»

L'opportunité du Brésilien

Pour expliquer sa déconvenue, Alain Prost évoquait surtout la mauvaise chance. «Au début de la séance, j'ai dû partir avec le volant qui était mal réglé. C'est avec lui que j'ai réussi mon meilleur temps. Quand j'ai pu reprendre ma voiture avec mon second train de pneus de qualification, je n'ai pas eu un seul tour sans trafic. C'est d'autant plus frustrant que j'avais réussi le meilleur temps de la première séance et que les relevés montraient que j'étais un peu plus rapide et que je consommais moins qu'Ayrton dans les conditions de course avec le plein essence. Je crois que je n'ai pas la baraka en ce moment. Il va falloir attendre que la roue tourne.»

Avec cinq victoires au cours des six derniers grands prix, Ayrton Senna semble au contraire piloter en pleine euphorie. «Pendant la première partie de la saison, Prost usait plus ses freins que Senna, a observé Thierry Jard, le technicien de Carbone Industrie, détaché auprès de McLaren. Depuis trois ou quatre courses, la tendance s'est

inversée. Ça veut dire qu'Ayrton freine plus tard et plus violemment. Ces millèmes de secondes gagnés ça et là et les plus gros risques pris lors des dépassements expliquent en partie la supériorité démontrée le plus souvent par le Brésilien dans ces épreuves de sprint que sont les qualifications, d'où l'étonnant avantage qu'il en tire ensuite. Les deux pilotes des McLaren, qui font pratiquement la course en tête depuis le début de la saison



Philippe Streiff (AGS-Ford) traqué par une roue (très) indépendante. Alain Prost a également eu des soucis avec sa roue avant gauche en fin de course

mais qui disposent du même matériel, n'avaient en effet pu se doubler que deux fois lors des quatre premiers grands prix. La première à Montréal où Alain Prost n'avait pas voulu «fermer la porte» à Senna, qui s'était engagé à la corde avec un peu de précipitation. La deuxième au Castellet où le Français avait profité de son élan pour dépasser le Brésilien, «bouchoonné» par l'italien Pierluigi Martini dans le double du Beausset.

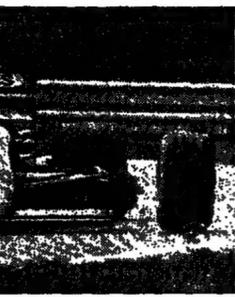
Les deux pilotes ne se seraient jamais doutés au départ que la troisième fois aurait lieu à Budapest. Pour revenir dans les roues d'Ayrton Senna au quarante-neuvième des soixante-seize tours, Alain Prost avait dû faire preuve de virtuosité pour battre à sept reprises le record du tour mais aussi d'une grande sagesse pour attendre la ligne droite des stands, afin de profiter de la puissance de son turbo pour doubler successivement Gerhard Berger (10<sup>e</sup> tour), Alessandro Nannini (12<sup>e</sup>), Nigel Mansell (29<sup>e</sup>) et enfin Thierry Boutsen (47<sup>e</sup>). Par chance pour lui, le bon comportement des moteurs atmosphériques sur ce circuit très sinueux n'avait pas permis à Senna de s'échapper.

C'est encore dans la ligne droite des stands qu'Alain Prost a tenté de doubler Ayrton Senna au freinage. «Je revenais vite sur lui, raconte-t-il. J'ai profité du dépassement d'un ataridé pour me mettre dans l'aileron d'Ayrton, puis débiter. J'étais surpris qu'il n'ait pas essayé de me fermer la porte. Mais je suis arrivé un peu vite dans le virage et j'ai été obligé de mordre sur la bordure où j'ai pris des gravillons. J'ai commencé à glisser vers l'extérieur du virage... Avec un bel opportunisme, le Brésilien l'a aussitôt repassé à la corde.

L'occasion ne devait pas se représenter. «Peu après, j'ai ressenti une grande vibration, poursuit le pilote

français. Je voyais ma roue avant gauche bouger légèrement. J'ai eu peur et j'ai même failli m'arrêter. J'ai perdu du temps. Comme ça n'évolue pas en fin de course, j'ai poussé un peu plus mais il était trop tard.»

Tyès déçu par ce dénouement, Alain Prost veut pourtant croire encore en ses chances pour un troisième titre mondial. «En course, je vais souvent un peu plus vite que lui, observe-t-il. Bien sûr, il me faudrait partir devant pour pouvoir faire la course en tête.» Pour en-



Philippe Streiff (AGS-Ford) traqué par une roue (très) indépendante. Alain Prost a également eu des soucis avec sa roue avant gauche en fin de course

rer devancer le Brésilien, le Français doit désormais dominer sur ses terrains de prédilection : les séances de qualification et les circuits sinueux et peu propices aux dépassements (Jerez-de-la-Frontera, Estoril, Suzuka et Adelaide), qui sont majoritaires en fin de saison.

GÉRARD ALBOUY.

(1) En signant sa vingt-quatrième pole position, Ayrton Senna rejoint à vingt-huit ans Niki Lauda et Nelson Piquet. Il n'est plus devancé que par Juan-Manuel Fangio (vingt-huit) et Jim Clark (trente-trois).

NATATION : les championnats de France

Marée montante

Les championnats de France d'été de natation se sont achevés le dimanche 7 août à Dunkerque. Quinze records de France sont tombés au cours des quatre jours de compétition. Vingt-trois athlètes ont réussi les temps minima de qualification et effectueront le voyage à Séoul en septembre prochain pour les Jeux olympiques.

DUNKERQUE de notre envoyé spécial

Une centaine de drapeaux pendent au plafond. Les cinq anneaux symbolisant les continents se détachent sur un fond bleu au-dessus du tableau d'affichage. La piscine Paul-Asseman de Dunkerque, pour ses trente-troisième championnats de France et sept ans, est bigarrée. Année olympique oblige. Sur les lèvres, le même mot revient : Séoul. Séoul présent dans les airs, Séoul omniprésent dans l'eau. Dunkerque et la capitale sud-coréenne étaient comme jumelles durant quatre jours.

Plus qu'un titre de champion de France, les nageurs cherchaient dans la ville nordiste un passeport pour le grand voyage de septembre : ce fameux temps minimum au-delà duquel le billet pour Séoul ne peut être validé. Cinq concurrents l'avaient déjà composé (Stephan Caron, Christophe Bordeau, Catherine Piewinski, Pascaline Louvrier et Cécile Brunier) avant même de goûter les eaux dunkerquoises. En plus des minima exigés par la Fédération française de natation, ils avaient obtenu en août 1987 une place en finale des championnats d'Europe, ce qui leur conférait une certaine crédibilité internationale.

Ce quintette de privilégiés n'était pas arrivé dans le Nord avec le même état d'esprit que les autres

nageurs. Piewinski et Louvrier ont d'ailleurs inclus ces championnats dans leur préparation sans leur accorder un soin particulier. Piewinski, meilleure nageuse féminine de podium, a pris l'habitude de se sacrifier à ses ambitions internationales. Couronnée dans cinq disciplines l'hiver dernier, elle n'aura conquis que deux titres estivaux. Encore celui du 100 mètres nage libre lui inspire-t-il cette réflexion : «Je n'attachais pas d'importance particulière à cette épreuve. Compte tenu de ma forme, cela me confirme que je devrais approcher les 56 secondes aux Jeux.» En 1987, la stratégie des impasses lui avait valu de monter sur le podium européen.

Christophe Bordeau, Stephan Caron et Cécile Brunier, assoiffés de victoire, ont aligné neuf titres et sept records. Le Tourangeau Christophe Bordeau expliquait : «Je tiens au titre du 100 m papillon qui est un peu ma chasse gardée depuis l'hiver 1985.»

Progression d'ensemble

Honorer le rendez-vous national ou se réserver pour d'autres jourtes : la plupart des nageurs présents à Dunkerque ignoraient l'alternative. Christophe Bordeau, seulement qualifié sur le 200 m papillon, résumait le climat : «De toute façon, ici, pour réussir les minima, il faut être champion de France. Votre battre le record de France.» Au total, quinze meilleures performances françaises de tous les temps ont été réalisées au cours de ces championnats de France, soit le même nombre que lors des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984. Une bonne réussite qui confirme les progrès de la natation française derrière ses deux locomotives, Caron et Piewinski.

Patrick Prokop, directeur technique national, ne cachait pas sa satisfac-

tion au terme de ces quatre jours de Dunkerque : «Ce sont les meilleures championnats de France que j'aie jamais vus. Deux records de France individuels ont été améliorés, ce qui constitue le fait habituel. Mais ces records prennent une valeur croissante dans la hiérarchie mondiale. Et chaque épreuve a été d'une rare intensité dramatique.»

Tout en les complétant, cette progression d'ensemble posait quelques problèmes supplémentaires aux dirigeants de la natation française. Fallait-il élargir les minima à des compétiteurs qui échouent parfois pour 1<sup>e</sup> centième de seconde ? «Les critères étaient bien définis, commentait Henri Sérandour, président de la FFN. Nous nous y sommes tenus. Nous n'avons rencontré qu'un seul problème : celui de Franck Schott.» Le cas du nageur du Canet 66 restera comme le casse-tête de ces championnats pour le directeur technique national. Bismé lors des séries du 100 mètres dos, Schott battit en finale de consolation le record de France détenu par Frédéric Delcourt, le médaillé d'argent des Jeux olympiques de Los Angeles.

«Les conditions dans lesquelles il a établi ce temps ne me permettent pas de le qualifier tout de suite», expliquait Patrick Prokop. «Le sort de Schott, auquel Patrick Prokop accorde un potentiel international, sera réglé le 19 août par la commission du sport de haut niveau. Malgré le système des minima, il aura fallu plus d'une heure aux dirigeants de la FFN pour trouver un accord sur la liste définitive des vingt-trois nageurs appelés à se rassembler dès le 10 août en stage à Millau. Dus à des problèmes techniques, lors des séries du 100 mètres dos, Schott battit en finale de consolation le record de France détenu par Frédéric Delcourt, le médaillé d'argent des Jeux olympiques de Los Angeles.»

THIERRY CERNATO.

VOLLEY : La préparation de l'équipe de France

Les Bleus ne tremblent plus

concert international, reprend l'entraîneur. Nos lacunes techniques et physiques nous obligent à pratiquer un jeu offensif à hauts risques. Analyse confirmée par Laurent Tillie : «Pour faire jeu égal avec les meilleurs, nous sommes condamnés à jouer chaque point à 100 % de nos possibilités, sans le moindre instant de relâchement.»

Pourtant, la palette de l'équipe s'est élargie depuis la sixième place obtenue aux championnats du monde en 1986. «A cette époque, nous disposions de cinq joueurs de niveau mondial ; aujourd'hui, il y en a huit», constate Eric Daniel ; de plus, nous avons progressé dans des secteurs peu perceptibles pour le spectateur : le contre et la défense. Ce ne sont pas des propos en l'air. L'entraîneur tient ses statistiques à jour : en 1986, les tricolores se réussissaient en moyenne que 2,5 contre gagnants par set, 3,25 en 1987, entre 4 et 4,75 cette saison. «C'est le fruit d'un travail patient», explique-t-il.

Après le Mondial de 1986, disputé en France, et les dix-huit mois de préparation à temps complet, Eric Daniel avait persuadé la Fédération française de poursuivre l'effort en décaupant la saison en deux : six mois pour les clubs, six mois pour l'équipe nationale. Vice-champions d'Europe en 1987 derrière l'URSS, donc qualifiés d'office pour les Jeux olympiques, les Français ont pu, dès la fin du championnat de France à la mi-avril, se consacrer à une préparation olympique de longue durée. Ils ne se sont plus quittés, même pas pour de courtes vacances en Guadeloupe. «Tout simplement parce que nous aimons bien être ensemble», résume Eric Daniel.

Trois cents matches

Depuis 1985, cette équipe aura joué quelque trois cents matches. De quoi cimenter les automatismes sur le terrain et l'amitié en dehors. Au groupe des anciens (Fabiani, Blaia, Tillie, Bouvier, Mazzon, Jurkovic) se sont intégrés des jeunes au talent

prometteur comme Philippe Meneau.

Pour sa première participation aux JO, l'équipe de France verra une médaille. «Pas forcément de bronze», précise Eric Daniel. Cependant, en plus des Etats-Unis et de l'URSS, quasiment assurés du podium, cinq ou six nations ont les moyens d'avoir les mêmes ambitions que les Français. La poule préliminaire sera très ouverte entre les USA, le Japon, l'Argentine, les Pays-Bas et la France pour deux places seulement de demi-finalistes. Pas question de flancher mentalement. Dans cette perspective, la nette victoire de Saint-Nazaire sur les champions du monde prend un relief particulier. Elle aura un effet sur le moral des Bleus et sur celui de leurs futurs adversaires.

Il faudra confirmer cette semaine au Tournoi Savin, considéré par l'entraîneur tricolore comme la préfiguration du tournoi olympique. «Ensuite, conclut-il, il restera un mois pour affiner les derniers réglages tactiques, afin de présenter à Séoul un produit fini.» Du «made in France», payable en or. JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les résultats

Football

Table with 2 columns: Team and Points. Includes Championnat de France (Première division) and Deuxième division.

Motocyclisme

Table with 2 columns: Rider and Points. Includes Grand Prix d'Angleterre de vitesse and Championnat du monde.

Automobilisme

Table with 2 columns: Driver and Points. Includes Grand Prix de Hongrie de F1 and Championnat du monde.

Tennis

Table with 2 columns: Player and Points. Includes Tournoi d'Indianoполис.

Advertisement for ACCESS travel agency. Text: PARIS/NEW YORK A PARTIR DE 2000 F A/R. DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT. ACCESS. ET ENCORE DAU TRES DENTENATIONS, DISPONIBILITES DE PLAF-FS EN 1<sup>re</sup> CLASSE ET CLASSE AFFAIRES.

CARNET DU MONDE. Table listing various cities and travel options.

## SALZBOURG

« L'Enlèvement au sérail »

### Constance traumatisée

Le grand répertoire de l'opéra étant assez réduit, l'usage en est rapide, particulièrement pour Mozart mais aujourd'hui à toutes les sauces. D'où l'obligation de changer sans cesse les mises en scène pour attirer l'intérêt du public.

Il fallait donc s'y attendre : un régisseur allemand (Johannes Schaaf), aidé par l'inévitable « dramaturge » (Wolfgang Willaschek), a inventé une nouvelle interprétation de *L'Enlèvement au sérail*, le plus limpide des opéras de Mozart. On n'y avait rien compris jusqu'ici : Constance en réalité aime le pacha Sélim, elle voudrait bien se donner à lui et rester dans le harem ; mais par malheur elle a juré fidélité à Belmont au moment de sa capture et elle lui restera inébranlablement attachée, au point de repartir avec lui loin de celui qu'elle adore...

Quant à Belmont, c'est un seigneur arrogant, aux sentiments emphatiques, qui ne s'intéresse qu'à la chasteté physique de sa fiancée et méprise bien la « mépris sans borne » de Sélim.

Outre qu'on ne voit pas très bien Mozart, au moment de se marier, dans l'excitation de son bonheur, exprimer déjà des sentiments du temps de Cocteau, la simple lecture du texte, l'audition de la musique rendent l'hypothèse intenable.

Le parti pris arrive, sans doute, à renouveler l'esprit du spectacle, certains comportements de personnages et l'attitude de l'auditeur. Il impose pourtant une contrainte lourde, voire douloureuse, parce qu'il en fausse complètement le sens, à une réalisation par ailleurs vivante et ingénieuse.

Pedrillo et Blonde « sont le reflet de leurs maîtres à un niveau inférieur » : Blonde se contenterait bien d'Ossin si Pedrillo lui manquait ou venait à perdre la faveur du maître de céans... Cette interprétation, un peu réductrice tout de même, s'accommode mieux du livret, d'autant que la minuscule Anglaise n'a le choix qu'entre deux « vieux » : un Ossin à mine de forban, chauve avec une couette dans le cou, mais « bon et honnête » (Kurt Rydl), à la voix tonante, qui finira l'opéra la tête sur les genoux de son pacha, et un Pedrillo grisonnant, orientalisé par opportunisme, l'inénarrable Heitz.

Liliane Watson, pétulante Blonde dans la meilleure tradition, voit pétillante comme du champagne, légère comme une bulle de savon, même ses deux hommes avec une cargaison de gags nouveaux, utilisant en particulier un pantin grandeur nature, très espagnol, mais un peu encombrant.

Elle fait contrepoint à une pauvre Constance complètement névrosée, en robe noire et lunettes noires, à qui l'on chercherait vainement à arracher un sourire, qui reste de bois en présence de Belmont quand il vient la sauver et dont on suspecte le moindre témoignage d'amour. C'est dommage pour Inga Nielsen, à la voix de Constance presque idéale, flexible, toujours cristalline malgré la haute virtuosité de ses airs, qui semble d'abord bien lointaine, bloquée dans ses refus et puis, à partir de l'air des supplices, prend son envol en grand personnage tragique.

Belmont est la principale victime ; on épie chacune de ses

paroles pour en dénoncer la suffisance, voire le « machisme ». En vain, car la voix de ce jeune homme sympathique (Deon Van Der Walt), habillé en Figaro, est claire, expressive, un peu embrumée et muée, mais on ne recèle en tout cas ni brutalité ni bassesse.

Pour la *Cenerentola*, cet opéra italienisme de Rossini, on n'a malheureusement trouvé aucun chanteur italien (à l'exception peut-être d'un inconnu, William Martuzzi, remplaçant Francisco Araiza, et d'ailleurs l'un des charmes de cette représentation). Du moins le chef en est-il Rio

Entre « L'Enlèvement au sérail » et la « Cenerentola », entre un Rossini trop germanique et un Mozart trop amer, le Festival de Salzbourg se complique inutilement la vie. Heureusement, il y a les voix.

On a fait au pacha (Ulrich Wildgruber) la tête de Joseph II, qui passait pour le modèle de ce monarque éclairé ; lui, du moins, est exactement conforme à la tradition, puisqu'il n'a jamais cessé d'être amoureux de Constance et assez philosophe pour penser que « quand on ne peut pas gagner quelque chose par la bienveillance, il faut s'en débarrasser ».

Malgré tous les avatars de la mise en scène, la musique de Mozart conserve toute sa vivacité et son entrain avec la Philharmonique de Vienne, un peu trop présente et lourde cependant sous la direction de Horst Stein.

Le public salzbourgeois semble moyennement séduit.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Prochaines représentations les 8, 11, 17, 27 et 30 août (à 19 heures).

La « Cenerentola », de Rossini

### Trop germanique

On imagine un personnage plus rayonnant, d'une aura irrésistible même sous ses vêtements de souillon, comme l'était Fredortica von Stude, pour que le prince éprouve un tel coup de foudre.

Ce prince Ramiro n'a pas une grande prestance, mais William Matteucci a mieux, de la grâce, une voix de ténor exquise, un aigu très pur, une agilité jamais bravahe, du plus charmant effet. Et Gino Quilico (Dandin) forme avec lui un couple parfait maître-vallet, séduisant, volubile, vantard et bon garçon, sa voix et son jeu réussissant un excellent mélange de Figaro, de Don Giovanni et de Leporello.

Le reste de la distribution est moins heureuse. Passe encore le sympathique Wolfgang Schoene, un peu trop pâle et solennel dans le rôle du philosophe Alidoro, deux ex machina bienfaissant de cette comédie. Mais les deux seurs sont vraiment des pinbêches sans la moindre épaisseur, et Walter Berry est complètement hors emploi en Don Magnifico, qui exige une basse bouffe, un comédien jouant et chantant avec toutes les ressources de la langue, des mains, des pieds, des yeux, à la manière italienne.

De Michael Hampo et Mauro Pagano (dont ce sont les derniers décors réalisés avant sa mort), on attendait une réalisation pleine d'élégance. Ont-ils raison de vouloir « mettre la cour à nu, sous l'éclairage glacial de la satire, avec ses intrigues, ses tromperies, ses flatteries et sa corruption », alors que pour

Rossini, son sujet c'est « la bonté la triomphante », sous-titre de l'œuvre, et que le prince aussi bien que son précepteur sont des personnages entièrement positifs ?

D'où, ce qui me semble une erreur, l'idée de situer l'action au temps de la Restauration (1817, années de la création), dans une cour froide, officielle, où les rapports sont faux et gourmés (ou se croirait dans *Eugène Onéguine*), au lieu de choisir une atmosphère plus simple et chaleureuse, plus « siècle des Lumières », comme l'esprit du livret y invite.

Cette mise en scène au premier degré applaudit Rossini dont l'esprit étincelant, les formes indéfiniment reprises sans modifications notables, ont besoin d'être enrichis, réchauffés par la chaleur humaine des personnages.

On crédira en tout cas Hampo et Pagano d'un orage fantasmagorique où l'on voit galoper la calèche du prince à travers les éclairs jusqu'à se briser, en jetant ses occupants par-dessus bord. Un morceau d'anthologie théâtrale qui vaut le détour, d'autant qu'il est suivi par le magistral sextuor « Che sarà », apothéose de l'écriture rossinienne sur des octaves martonnées « qui avancent inexorablement comme un rouleau compresseur », selon l'expression d'Alberto Zedda. Un triomphe aussi pour Riccardo Chailly et ses chanteurs.

J. L.

\* Prochaines représentations les 15, 24 et 29 août à 19 heures.

## THÉÂTRE

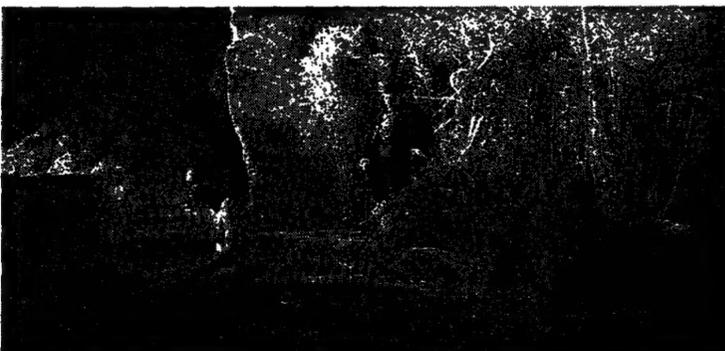
Festival de Gordes

### La fête au village

Il y a bien longtemps, surplombant une vallée somptueusement belle, Gordes était, à 50 kilomètres d'Avignon, un bourg fortifié, avec un château, des maisons basses entourées de murs en pierres simplement empilées sans ciment pour les tenir, et qui pourtant sont toujours là. On retrouve ce style de construction reproduit en miniature dans les magasins de produits artisanaux au milieu des santons et des pots de miel. Les maisons basses sont habitées pendant la belle saison par des citadins plutôt fortunés, car la vallée est toujours somptueuse, la vue imprenable, et Gordes est un village touristique coté, avec restaurant prétentieux, petit orchestre sur la place, monument aux morts de la grande guerre particulièrement kitsch, gratteurs de guitare.

A partir de là, se fiant aux dépliantes qui célèbrent en la Provence la terre des festivals, on a décidé de donner à Gordes des concerts, des lectures, de quoi passer agréablement la soirée entre soi. Le tout pour un prix modique, la plupart des artistes se contentant d'être invités dans les maisons basses aménagées avec piscine.

Mais d'année en année, et peut-être de soir en soir quand les congratulations entre amis et la douceur de l'air portent à l'utopie, l'ambition est



« La Nuit des chasseurs », d'après Bächner.

venue d'un vrai festival, sponsorisé, qui prolongerait celui d'Avignon et ramasserait le public — notamment les professionnels — juste après leur dernière nuit à la Cour d'honneur.

Cette année, donc, il y a eu conférence de presse dans les Jardins du festival et sur les murs d'Avignon, parmi la multitude d'affichettes, ou en distinguant une qui portait en grand nom le nom d'André Engel, en moyen celui de Gordes, en petit le titre de la création : *La Nuit des chasseurs*, d'après Wozzeck, de Bächner. L'affaire avait été conclue l'an dernier, il avait été question du *Livre de Job* — qui sera créé à Chailly — et celui de *La Nuit des chasseurs* sera donné au Théâtre de la Colline. Pas dans la version gordienne, passablement réduite. André Engel avait prévu : il présenterait le résultat de deux semaines de travail. Une sorte de « work in progress » dans un paysage lumineux, entre une mare boueuse et des roseaux, devant un superbe roc crayonné. Juste de quoi mettre l'eau à la bouche.

A la fin, les habitants de Gordes qui ont participé au spectacle ont été chaleureusement remerciés et applaudis, ainsi que les sponsors. C'était la fête au village.

COLETTE GODARD.

A Reggio-Nell'Emilia

### Théâtre d'objets ou théâtre d'espaces ?

Dans un ancien couvent franciscain, au cœur d'une ville brûlante, des fantômes s'entrecroisent entre cloîtres et cellules. Des marionnettes, vraiment ?

Arme, de Modène, de Bologne, de Mantoue, Reggio en dépit de son jambon et de son fromage (d'ailleurs dits de Parme) risque un peu de passer inaperçue. Ville prospère mais sans splendeur particulière — elle ne fut le siège de nulle cour — bon exemple d'*Italia minore*, elle possède un des plus beaux théâtres lyriques en Europe, un important centre chorégraphique, l'Atter-Balletto, et surtout un Festival unique en son genre, consacré au théâtre d'objets.

Depuis dix ans, dans le deuxième quinzaine de juillet, alors que la ville

brillante est à peu près déserte, un public européen épris de merveilleux se retrouve au Micro-Macro. Ici ni grands textes ni grands noms : dérivé du théâtre de marionnettes, le théâtre d'objets étale la scénographie comme unique dramaturgie, poursuit l'événement sensoriel, se complait aux jeux contrastés des proportions. L'esprit d'enfance est son emblème autant que son but.

Comme le Festival se tient dans un ancien couvent franciscain, des plus vieux d'Italie, entre fameuses de l'acquisition, devenu baras militaire au siècle dernier, Micro-Macro 88 s'est donné comme thème d'inspiration les métamorphoses de son propre lieu. Hormis les spectacles invités, comme *Kit* — les Flamands de Stukelbees — où la virtuosité de la manipulation s'adjoit l'énergie de la danse contemporaine, — la plupart des créations italiennes avaient respecté le jeu. Pour le Théâtre des Briciole de Parme (les organisateurs du Festival), Tonino Guerra, scénariste de Fellini, a écrit *Cener* (*Cen-*

dres) comme un projet de film qu'il confierait à des gens de théâtre.

Dans la nuit les spectateurs se promènent à travers cloîtres et cellules, à la recherche d'un temps brouillé. Les fantômes s'entrecroisent, l'image tour à tour les réduit ou les amplifie. Une église baroque se laisse englober par la terre tandis que de minuscules cyprès se tordent sous le vent. Dans un étroit couloir, des monstres effrayants ricangent à travers les fissures d'une palissade. Une porte s'ouvre à deux battants sur un groupe de personnages de profil, illuminés et comme aspirés par une aube invisible tandis qu'un arbre mort se recouvre miraculeusement de blancs bourgeons.

C'est un poème de l'éternité relative que *Sulla Soglia* (*Sur le seuil*), du Théâtre Koine, de Parme aussi, traite à la manière d'un parcours initiatique en aller-retour truqué, truffé d'images violentes : un moine rouge flotte dans les eaux de larmes d'une fontaine mystique que

nous retrouvons plus tard en mare aux canards, une machine à toitures aérienne se mue en treuil de maquignon. Teatromusica de Padoue préférait illustrer par le son la magie des cloisonnements et des inversions : un pianiste, inséré dans un mur de verre, à l'intersection de l'espace du loup et de celui de la brebis, semblait commander les rapports secrets de deux mondes opposés, mais placés en écho, complémentaires (*Qui se fait brebis, le loup le mange*).

Partout donc, le décor s'était fait protagoniste et l'acteur accessoire. On perçoit le charme et les limites d'un tel Festival : les miracles n'ont lieu qu'une fois et les couvents-haras ne se déplacent pas. Autre danger : un théâtre d'objets est bien une forme légitime de tiers théâtre, mais en préférant le macro au micro, le Festival de Reggio ne risque-t-il pas de perdre avec un pôle de sa dialectique au moins la moitié de son âme ?

BERNARD RAFFALLI.

## CINÉMA

« Envoyez les violons », de Roger Andrieux

### Une flûte pour deux

Une intrigue sans surprise, Une comédie sympathique, deux beaux rôles pour Anémone et Anconina.

Il est dans la pub. D'où satire des milieux de la pub. C'est un jeune loup aux dents rognées par l'amour qu'il porte à son *top model* de femme, Blonde comme le lait, pour lequel d'ailleurs elle fait campagne. Il s'appelle Segal, et son épouse le vit. Très affecté, il prend le métro avec le seul bien qui lui reste, un ordinateur domestique supposé enregistrer le scénario qu'il tente vainement d'écrire. Dans le métro, justement, notre héros assiste à un concert de musique classique. Ça se fait beaucoup de nos jours à la RATP. On joue un concerto de Mozart. Et la flûtiste solo (Anémone) souffle avec beaucoup de talent dans son instrument.

Le reste de l'histoire est extrêmement révisible. Toujours déprimé, Segal (Richard Anconina) rend visite à un psy, place des Vosges. Il ne voit pas le psy mais achète un manuel de musicothérapie. Puis prend vite des leçons de flûte. Peu doué mais appliqué, il fait quelques progrès, ignore assez longtemps que son professeur — la soliste souveraine — est la femme de sa vie, mais l'apprend à la fin, alors que nous — petits malins — le savions depuis le début. Ce n'est d'ailleurs qu'à la fin

que le film décolle bien, dans une folie très douce, à l'image d'Anémone, qui s'envole vers son avenir radieux en parachute ascensionnel.

*Envoyez les violons* est donc une comédie. Tout à fait convenable, sympathique, sans aspérités particulières, pas vulgaire, pas racoleuse, « bourgeoise », comme il est une cuisine bourgeoise. Une comédie mirotton : Roger Andrieux, le metteur en scène (*la Petite Sirène*), a étudié quelques années le cinéma aux Etats-Unis. Ça ne peut pas faire de mal quand on tourne des comédies.

Il a eu en tout cas le grand mérite d'offrir à ses deux interprètes principaux des rôles que ceux-ci, à l'évidence, ont adoré, sentant passer dans leurs cheveux le souffle délicieux et dangereux du contre-emploi. Anconina aborde la légèreté et la familiarité avec le sourire encore un peu tordu de celui qui a beaucoup souffert dans ses précédents films, mais excelle dans la timidité charmante, la gaucherie touchante, la tendresse gaffeuse. Anémone, pour sa part, corsetée de sobriété, s'interdisant tout effet, un peu comme une Barbara Streisand juste avant d'exploser, sauf qu'elle n'explose jamais, séduit carrément. A elle désormais les personnages dramatiques. Pas de doute, elle saura faire pleurer !

DANIEL HEYMANN.

« La Travestie », d'Yves Boisset

### Mornes métamorphoses

Yves Boisset, se penchant sur un cas clinique, a employé une médecine de cheval. Le sujet est mort. Mais son interprète, Zabou, a bien résisté.

Une voix off prévient : « Cette histoire commence par une fièvre ». Bien vu. Pour être fêlé, l'héroïne de Boisset l'est. Jeune avocate installée à l'épicentre de la France profonde (Le Puy), traitée avec une coupable désinvolture par ses amants mariés et une injuste flagrance par son patron sexiste, elle doit un jour se faire avorter. C'est alors qu'elle crame.

Sait, une IVG ajoutée à des soucis professionnels, voilà qui est exécrable pour le moral. Mais, de là à changer de ville, de vie, et même de sexe, dans l'instant, il y a plus qu'une fièvre, un gouffre, que Nicole (Zabou) franchit inconsciemment.

Peut-on raisonnablement assumer, en moins de deux heures de projection, des statuts sociaux et sexuels aussi divers que ceux de magistrate, nymphomane, travestie, souteneur, prostituée, lesbienne, femme de ménage ? Non, bien sûr. C'est pourtant le sort dévolu à la malheureuse jeune femme. Qui ne s'en sortira, on l'aura pressenti, qu'en devenant meurtrière et folle, tout de bon.

Yves Boisset n'a jamais fait dans la dentelle, l'effleuré, le suggéré, il a

toujours défendu les grandes causes à la hache et dénoncé les grands scandales au bazooka. Mais il est tout de même un des seuls cinéastes français à avoir abordé sans timidité de vrais sujets. Notamment le racisme ordinaire (*Dupont Lajoie*) ou la collusion entre un certain pouvoir politique et la pègre (*le Juge Fayard*).

On n'en est que plus fâché de dire que, cette fois-ci, il s'est pesamment fourvoyé. Abordant l'étude d'un cas clinique, il n'y apporte ni la rigueur ni la passion. Le docteur Boisset patage dans les poncifs et, bien que s'inspirant d'un récit de Alain Roger, il semble avoir été aidé dans son entreprise par un Guy des Cars au mieux de sa forme morbide.

Boisset filme « propre » une balade complaisante dans les bas-fonds d'un désespoir, fait de nous les voyeurs glacés d'une mascarade plus erratique qu'érotique, promène sur les rues chaudes, les fesses nues et les cœurs froids une caméra télescopique, habile, sans âme.

De ce naufrage racoleur émerge, émergeusement, celle qui aurait dû, la première, se noyer : Zabou. La pauvre, elle subit — c'est le mot — toutes ces mornes métamorphoses. Mais qu'elle porte cravate, comme un petit mec, ou perruque rousse, comme une belle de nuit, ou même qu'on lui tatoue sur le ventre un oiseau de paradis, elle résiste à la sottise de ce qu'elle fait, de ce qu'elle dit, avec une sorte de courage, de cranité. C'est un bon petit soldat, la Zabou. Elle s'en remettra.

D. H.

Spectacles

théâtre

Les autres salles

ARCANE (43-39-170). Le Fauché du ruyter d'azur : 20 h.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-43-43-41). Revisions d'été à l'Élysée : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). O Vainqueur de la Folie : 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masurel : 21 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle L. O. L'Écume des jours : 21 h.
TIMARRABRE (48-87-33-82). Mathieu : 20 h 15. Les amoureux se cachent pour mourir : 21 h 30.

Les concerts

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Philharmonie de chambre, 18 h 30, 21 h.
Dir. Roland Donnez, 5. Rodocaco (violon), 5. Colas (flûte), 5. Pocco-Donatice (clavier). Œuvres de Bach.
ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE. Orchestre de chambre Jean-Jacques Wilderker, 21 h. G. Funet (fl.), A. Winderker (violon), G. Evens de Sach, Albino, Barber, Pachelbel. Dans le cadre du Festival musical en l'île.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-94-24-24).
Rafale.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (48-26-34-30).
Rafale.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All. v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-32-36); Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-46-18); Gaumont Ambassade, 9 (43-59-19-08).
AMÉRIQUE RÉCOLTE (All. v.o.). Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52).
AMERICAN NINJA (A. v.o.). Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

Lundi 8 août

TYPHON CLUB (Jap. v.o.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).
UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr. v.o.): L'Éclair, 6 (45-44-57-34).
UN ÉTÉ À PARIS (Fr.): Épis de Bois, 5 (43-37-54-47); Studio 43, 9 (47-70-63-40).

LES ENCHÂSÉS (A. v.o.): Reflet Médias Logos, 5 (43-54-42-34); Sept Paramus, 14 (43-20-32-20).
L'ENTRAVANT MR RUGGLES (A. v.o.): Action Christiane, 6 (43-29-11-30).
EXTREME PRÉJUDICE (A. v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.): Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77).
A BOUT PORTANT (A. v.o.): Action Christiane, 6 (43-29-11-30).
AGUIÈRE, LA COLEBRE DE DIEU (All. v.o.): Accanto (ex Studio Cajal), 5 (46-33-98-86).

ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 17 h.
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A. v.o.): République Cinéma, 11 (49-05-51-33) 14 h.
CHAMBRE AVEC VUE... (Brit. v.o.): Cinépolis, 6 (46-33-10-82) 16 h 20.

LA LOI DU DÉSIR (Esp. v.o.): Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) 12 h.
MAISON DES SOURCES (Fr.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) 15 h 40.
MAURICE (Brit. v.o.): Cinépolis, 6 (46-33-10-82) 18 h 30.
MISSISSIPPI (A. v.o.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) 21 h.

ur deux

morphoses

PARTEZ EN VACANCES AVEC Le Monde. ABONNEMENTS VACANCES. Table with columns: DURÉE, FRANCE, ÉTRANGER\*. Includes a graphic of a newspaper and sunglasses.

LES FILMS NOUVEAUX

ENVOYÉS LES VIOLONS. Film français de Roger Andrieu: Forum Horizon, 1 (45-08-57-37); Rex, 2 (42-36-83-93); Pathé Marignan-Cordeur, 8 (43-57-35-43); UGC Lyonnais, 12 (43-43-44-67); UGC Lyonnais, 12 (43-43-44-67); UGC Lyonnais, 12 (43-43-44-67).

REX, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Pathé Marignan, 12 (43-43-44-67); Les Nations, 12 (43-43-44-67); UGC Lyonnais, 12 (43-43-44-67); UGC Lyonnais, 12 (43-43-44-67); UGC Lyonnais, 12 (43-43-44-67).



# Le Monde ECONOMIE

## LA CROISSANCE PACIFIQUE

### La naissance d'une nouvelle Asie

**T**OKYO a envoyé des observateurs en Afghanistan, dans le cadre de l'accord de Genève sur le retrait soviétique. En juin, le ministre japonais de la défense, M. Tsutomu Kawara, s'est rendu à Djakarta et à Singapour. En juillet, à Bangkok, M. Sosuke Uno, ministre japonais des affaires étrangères, a offert de financer une force internationale de paix en cas de règlement au Cambodge et brosse les grandes lignes d'un programme de 2 milliards de dollars destiné aux pays non communistes de la région. Le Japon promet une somme équivalente aux Etats indochinois en cas de rétablissement de la paix dans la péninsule. Toutes des « premières ».

Il y a quinze ans encore, quand un premier ministre japonais se promenait dans la région — en l'occurrence, M. Kakuei Tanaka, — il se faisait chahuter à Bangkok ou à Djakarta. Puissance commerciale et industrielle, le Japon savait que le moindre initiative de sa part pouvait réveiller de bien mauvais souvenirs, ceux de l'occupation militaire de la seconde guerre mondiale, ceux de l'ère de coprosperité.

Aujourd'hui, les sensibilités sont toujours là; mais le Japon fait de nouveau partie, ouvertement, du jeu régional. Farsenaire peu aimé, mais incontournable. On s'y habitue pour peu que l'arrogance d'hier ne se manifeste pas trop ouvertement.

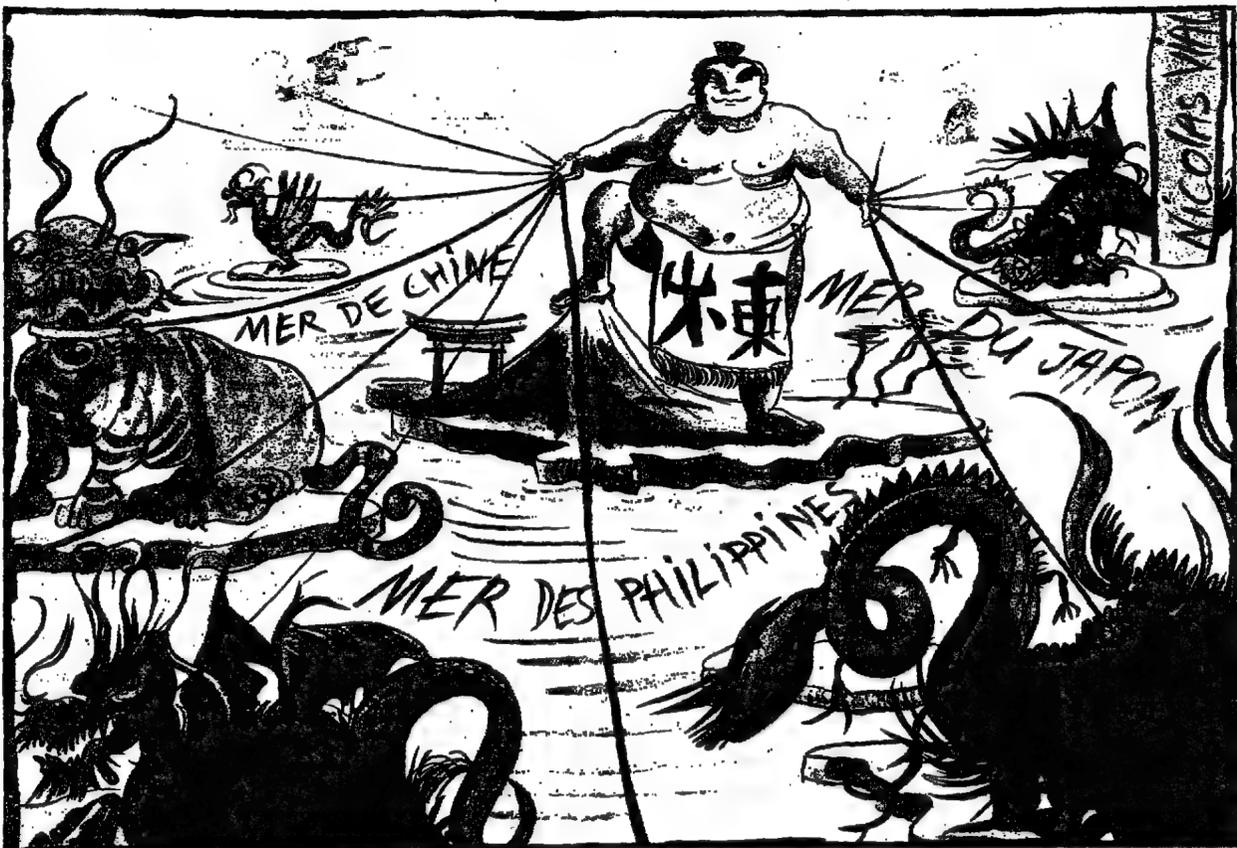
#### Pacifisme et développement

Finis la filiosité des surlendemain de conquête. Bien sûr, en Indonésie comme à Singapour, M. Kawara, directeur général de l'Agence de défense et membre du cabinet, est venu donner des assurances concernant l'augmentation sensible du budget militaire nippon. Le Japon, a-t-il expliqué, n'a aucune intention de jouer un rôle dans la défense du détroit de Malacca, pourtant axe de navigation crucial pour sa flotte marchande. Et si Tokyo se mêle de négociations régionales, c'est uniquement pour contribuer à rétablir la paix ou, du moins, à réduire les causes de tension. Pacifisme et développement, insistent les diplomates japonais.

Mais, comme tout est lié, voilà donc le Japon, moins timide tout en restant prudent, revenu en première ligne. Le bailleur de fonds, l'avocat ou porte-parole, lors du sommet de Toronto, d'une Asie en mouvement. Lorsqu'il joue un rôle croissant au sein de la Banque asiatique de développement, dont le siège est à Manille. Lorsqu'il s'agit d'imaginer un mini-plan Marshall pour consolider le régime Aquino aux Philippines. Lorsqu'il faut consolider l'Indonésie, qui pèse sous le poids de ses dettes et de sa population. Ou encore lorsqu'il est question, de coups d'investissements, d'aider la Thaïlande à rejoindre le peloton des NPI, les nouveaux pays industrialisés.

Cette omniprésence commence à se sentir car les Japonais, même quand ils sont invités à la discrétion, transportent avec eux leurs habitudes de vie (restaurants, clubs, hôtels...). Ils s'intègrent encore moins que les autres. On les remarque davantage, sentant qu'ils sont là pour de bon, alors que les Occidentaux ne sont sans doute que de passage. Les premiers font partie du paysage, les autres pas.

Alors que le Soviétique demeure peut-être une curiosité, l'Américain peut irriter parce qu'il est trop voyant, avec ses armes, son insistance à imposer de nouvelles règles de commerce. Le Japonais, quant à lui, est perçu comme ambigu, entre courbettes et dédain. Le nouveau « parrain » de la région, le carnet de chèques toujours ouvert et, presque tout autant, l'incapacité psychologique



à se comporter autrement qu'en patron.

Il est vrai que le péché de domination, même quarante ans plus tard, se paie encore. Personnes n'ignorent, dans la région, que le Japon a quelques 20 milliards de dollars disponibles pour des investissements à l'étranger. Que les Japonais, face à la montée du protectionnisme américain, ont besoin du marché régional, d'exporter des usines là où la main-d'œuvre est moins chère tout en étant, déjà, de qualité. Et si leurs délégations commerciales se multiplient au Vietnam, c'est bien que ce pays de 65 millions d'habitants peut devenir, dans une dizaine d'années, une bonne affaire.

#### Avec les Chinois

Ainsi, à l'horizon 2000, le PNB de l'Asie de l'Est sera supérieur à celui de l'Europe de l'Ouest et l'équivalent de celui de l'Amérique du Nord. Dans sa foulée, le Japon aura drainé une demi-douzaine de pays déjà voués à une industrialisation rapide. L'Asie du Sud-Est ne sera qu'en partie à la traîne. Singapour et, à un moindre degré, la Thaïlande donnent aujourd'hui l'exemple. Pour peu qu'elle surmonte ses difficultés politiques actuelles — tributaires, pour l'essentiel, de la recherche d'un équilibre ethnique, — la Malaisie leur emboîtera le pas.

Quant aux Philippines, pour la première fois sans doute depuis vingt ans, elles commencent à s'attacher à leurs deux grands maux: des structures agraires féodales et une insurrection communiste. L'Indonésie, enfin, contrainte à des réajustements rigoureux pour avoir trop mis sur ses recettes pétrolières, devrait renouer, dans les années qui viennent, avec un taux de croissance plus significatif.

Partout, capitaux et investissements japonais sont présents, qu'il s'agisse d'offrir une bouffée d'oxygène à un Etat aux prises avec le fardeau d'une redoutable dette extérieure — c'est le cas de l'Indonésie, — d'appuyer des programmes de stabilisation ou, plus simplement, de s'arroger de nouveaux marchés ou de transférer des industries. Dans ce projet, Chinois de Taïwan et de Hongkong servent d'autant plus de relais que l'Asie du Sud-Est abrite une importante diaspora chinoise, commerçante, dynamique et qui joue souvent un rôle décisif dans le développement de la zone.

Toutefois, la région n'est pas de tout repos. Après tout, Singapour, le premier de ses « tigres », n'est jamais qu'une cité-Etat sinisée de quelque deux millions d'habitants, située au milieu d'un monde malais islamisé. Son voisin immédiat, la Malaisie, a déjà connu une flambée raciale en 1969 et la sérénité de la cohabitation entre une faible majorité de Malais et une forte minorité chinoise — un tiers de la population — n'y est pas encore garantie. Quand les Malais se divisent entre eux — ce qui est le cas en ce moment, — le précaire équilibre de cette fédération semble remis en cause.

L'Indonésie a traversé une terrible épreuve politique voilà un peu plus de vingt ans, à la fin du règne de Sukarno, et la « démocratie surveillée » qu'elle connaît sous son successeur, M. Suharto, peut encore réserver des surprises. Pour l'instant, les Japonais y jouent les banquiers, ce qui ne semble pas poser trop de problèmes. Mais le terrain est meuble dans ce pays qui pèse sous le poids des Javanais — près de 100 millions sur quelque 170 millions d'habitants — et dont le développement n'est pas forcément harmonieux.

La minorité chinoise, très entreprenante, s'est refait une santé depuis la répression de 1966-1967, quand Pékin avait été

accusé d'avoir appuyé le coup d'Etat avorté des communistes. Mais elle n'y a pas gagné en popularité.

Il faudra sans doute encore du temps pour que les Philippines assainissent leur vie politique et leurs structures sociales. « Normalisées », M. Aquino n'est plus la madone du « pouvoir du peuple », comme en 1986. Mais, en dépit de son isolement, la guérilla communiste peut durer encore bien des années, et rien ne dit que la prudente réforme agraire qui vient d'être adoptée et dont le financement s'annonce un gouffre budgétaire suffira à stabiliser une économie désorganisée et un régime politique qui n'a pas encore fait ses preuves.

Même la Thaïlande, dont l'expansion a été si rapide sous le règne de Bhumipol, n'est pas à l'abri de retours de bâton, d'abord parce que la classe militaire-affairiste tend à s'accrocher au pouvoir et, ensuite, parce que les paysanneries — surtout celle du Nord-Est — y sont encore les laissés-pour-compte de l'enrichissement. Ces déséquilibres régionaux peuvent encourager des turbulences dont les Japonais ne seront pas forcément les derniers à faire les frais. Ils sont, cependant, les mieux placés.

Les Américains n'ont plus les moyens financiers de leur puissance politique et militaire. Ou, du moins, ils ne peuvent plus mettre les mêmes ressources que par le passé à la disposition de leur présence stratégique, ce qui les contraint à négocier davantage les contrats, compte tenu aussi du déséquilibre de leur commerce avec l'Asie, et leur aide à leurs alliés locaux, même lorsque ceux-ci sont dans l'embarras.

Pour leur part, les Chinois peuvent compter sur les réseaux de leur diaspora — pour peu que cette dernière y trouve son compte — mais savent que leurs alliances en Asie du Sud-Est sont

fragiles, même depuis qu'ils ont renoncé à y encourager des insurrections, à une exception, de taille il est vrai, celle des Khmers rouges. Les ambitions chinoises ne peuvent être que limitées. Pékin paie encore l'appui accordé aux rébellions communistes, et, à ce titre, l'Indonésie demeure l'Etat le plus méfiant.

Sur le plan économique, les Chinois n'ont pas grand-chose à offrir, si ce n'est la perspective de marchés auxquels on commence à s'intéresser à Bangkok et à Singapour. Surtout, toute la région attend de voir comment se passera, à partir de 1997, le test de la réintégration de Hongkong au sein d'un ancien empire du Milieu qui, en outre, dispute déjà au Vietnam — et à d'autres — les chaînes d'Iloilo de la mer de Chine méridionale. L'ancien suzerain n'a pas renoncé à s'imposer à ses anciens vassaux.

#### Dans l'arrière-salle

Quant aux Soviétiques, méconnus et mal-aimés, qui manifestent un regain d'intérêt pour la région, surtout depuis le discours de Mikhaïl Gorbatchev à Vladivostok, ils espèrent bien effectuer une percée à l'occasion d'un éventuel règlement cambodgien. Avec leur retard économique, leurs alliés de la région, les Indochinois, se sont avérés de piètres avocats. Se considérant comme une puissance asiatique, Moscou veut corriger le tir. Mais les Soviétiques manquent terriblement de moyens pour pénétrer l'Asie du Sud-Est, faute de structures de commerce et de coopération appropriées.

Tout cela laisse le champ plus libre aux Japonais au moment même où leurs acquis financiers leur permettent de dispenser des largesses à qui est preneur. Jusqu'ici, la pénétration économique japonaise est généralement acceptée. Elle accompagne ou

encourage la croissance. Elle aide les pouvoirs locaux à franchir certains écueils ou à contrebalancer d'autres influences. Peu à peu se monte ainsi un réseau de plus en plus serré d'investissements ou d'entreprises, un tissu d'influences qui font du Japon le premier des donateurs, des investisseurs, des banquiers.

Mais si l'entreprise « Japon et Cie » est admise, c'est qu'aucune volonté claire d'influence politique n'est encore apparue. Toute l'ambiguïté réside dans ce hiatus entre l'appétit économique du Japon et son absence, jusqu'à récemment, de la négociation politique. Si les références sont rares à l'ancienne « sphère de coprosperité », c'est bien que le Japonais reste le client du ministère du commerce — ou de l'industrie — des pays concernés.

Sur le plan militaire, les Japonais sont absents. Sur le plan politique, ils ne font qu'apparaître dans l'arrière-salle. Leur liberté d'action est admise car, du coup, elle suscite moins l'embarras ou le ressentiment.

Mais pour combien de temps encore le Japon pourra-t-il demeurer en retrait sur le plan politique et absent militairement quand tout l'invite — sa propre puissance, le fait que les Américains ne peuvent plus tout faire, les insuffisances des Chinois et encore plus des Soviétiques — à s'enfoncer dans la brèche? Ce n'est que le moment venu qu'on pourra jauger la valeur de l'apparente sérénité actuelle des relations entre un Japon puissant et une Asie du Sud-Est en train de se façonner.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

« Le Monde Economie » publie dans ses éditions du mois d'août une série d'articles sur l'Asie-Pacifique et ses rapports avec le monde industrialisé occidental.

une et Paul...  
le pays bénéficie...  
le gouvernement...  
NEURE TL  
O MEURT  
LESEGE  
DE BUT DE  
MATINEE  
O P T

-La chronique de Paul Fabra

Le parapluie japonais

QUELLE que soit l'interprétation qu'on leur donne, les récentes restrictions imposées à certains produits japonais sont une illustration caractéristique de la protectionnisme, puisqu'il s'agit de l'application du contingentement pur et simple des importations. Dans toute la mesure où il s'agit d'une décision qui va dans le sens des préjugés ambiants, il convient de ne pas s'en contenter sans examen.

L'actuel ambassadeur du Japon à Paris, Moriyo Motono, un homme à propos duquel l'expression quelque peu conventionnelle « un grand ami de la France » reprend tout son sens et toute sa chaleur, a-t-il tout à fait tort quand il dénonce à sa manière subtile et modérée une dérive périlleuse dans l'emploi de certaines procédures internationales destinées en principe à discipliner la concurrence étrangère, ainsi qu'une propension à discriminer d'autant plus le Japon qu'on se montrera libéral à l'égard d'autres pays ?

Moriyo Motono relève notamment cette petite phrase qu'on entend effectivement de nos jours très souvent à Paris et à Bruxelles pour justifier les actions en cours qui ont été lancées en application du règlement anti-dumping arrêté par la Communauté européenne en juillet 1987 : « Nos dispositions sont efficaces, puisque les Japonais s'en plaignent ». En matière internationale plus qu'en toute autre la cause de la tentation de considérer d'emblée l'étranger comme un adversaire, tout processus est dangereux qui tend à retrancher chaque protagoniste derrière ses positions, à l'enfermer dans ses certitudes proclamées avec toutes les apparences de la sincérité.

Les autorités de Bruxelles ne sont pas non plus, il faut en convenir, tout à fait à leur aise pour définir une ligne de conduite, alliant, comme il est hautement souhaitable, fermeté des défenses des intérêts européens et respect des règles

internationales édictées par l'Accord international sur les tarifs et le commerce (GATT). D'un côté elles sont les premières à réclamer le bénéfice du libre-échange pour les entreprises européennes invitées à étendre leur activité sur tous les grands marchés mondiaux, et donc au Japon. D'un autre côté elles ne peuvent ignorer que dans certains secteurs de l'opinion on leur saura automatiquement gré d'opposer des barrières au dynamisme japonais, quitte à priver par la même occasion les consommateurs français, italiens ou belges, des avantages de prix et de qualité que leur vaudrait une extension de la concurrence japonaise. Il est donc tentant à Bruxelles de céder au désir de plaire.

Peut-être même la Commission européenne aspire-t-elle en se montrant sévère dans les cas particuliers (imposition de droits anti-dumping sur tel ou tel produit *made in Japan*) être mieux en mesure de faire prévaloir une attitude libérale là où existent les entraves les plus graves à la circulation des marchandises et des services. Si tel était le cas, le calcul serait des plus hasardeux, car les échanges avec le Japon n'ont de chances de se développer qu'à la condition que l'on entretienne un climat politique qui leur soit dans l'ensemble favorable.

POUR l'heure, les cas les plus irritants (tant pour les Européens que pour les Japonais) propres à assombrir ce climat concernent l'installation dans des pays européens des usines d'assemblage nippones, connues sous le nom d'*usines tournevis*. Il n'est évidemment pas question d'en bannir ni le principe ni la possibilité. Une telle prohibition n'aurait aucun fondement dans les règles du GATT. Aussi le règlement européen de juillet 1987 se borne-t-il en principe à donner à la Commission des pouvoirs d'investigation, de poursuite et de taxation sur les seules sociétés japonaises qui ont préalablement été convaincues de dumping, c'est-à-dire d'offrir à l'étranger leurs produits au-dessous du prix de vente consenti sur leur marché national.

Quand un exportateur est reconnu coupable de telles pratiques, le pays importateur est autorisé à taxer ces produits. La parade qui consiste à assembler l'article en question sur place fait désormais courir à la société étrangère - mais en réalité on ne pense guère qu'aux Japonais - les mêmes risques de sanctions.

Une première et ancienne difficulté consiste à identifier le dumping. Cela suppose des comparaisons à travers le temps de prix d'un pays à l'autre. Il n'est pas souvent facile d'y procéder. Reste encore à savoir si on va se baser sur un seul prix, comme, semble-t-il, la Commission européenne a tendance à le faire, ou bien sur une moyenne. L'accusation de dumping est encore plus difficile à formuler quand elle porte sur des matériels fabriqués selon des techniques en constante évolution. Telle technique, aujourd'hui considérée de pointe, sera demain dépassée, ce qui se traduira inévitablement par une chute brutale du prix.

Bref, les meilleurs spécialistes ont du mal à s'entendre sur les critères à retenir pour détecter les cas de dumping sur des marchés soumis à de fortes concurrences, et dont on attend précisément qu'ils assurent à l'acheteur le meilleur prix possible compte tenu des procédés les plus avancés de fabrication. Les enquêteurs se trouvent ainsi en présence d'un vieux problème, dont les conditions modernes de fabrication et de commercialisation ont rendu plus

compliquée encore l'équitable solution.

Une autre source plus circonstancielle de contestation vient de la définition qu'a donnée la Commission européenne de l'*usine tournevis*. Ne peuvent faire l'objet d'une plainte que les unités qui doivent importer plus de 40 % des pièces entrant dans la composition des articles qui seront mis en vente. Les sociétés nippones ne manquent pas de faire valoir que le choix arbitraire de cette proportion de 40 % fait peser, surtout sur les unités d'assemblage qui viennent d'être créées, une obligation très lourde, très souvent impossible à satisfaire. Tel fabricant japonais dans son propre pays se déclare incapable de sous-traiter la fabrication de tel ou tel composant, à cause de la spécificité de ses qualifications.

TANT et si bien que dans plusieurs occasions on a vu les populations européennes directement impliquées dans l'affaire prendre plutôt le parti des Japonais. Ce fut notamment le cas en Bretagne pour une usine Sony qui avait fait l'objet d'un accord jugé trop dogmatique de la part de la Commission européenne. Tout s'était passé, disent plusieurs témoins, comme si l'enquêteur de Bruxelles était venu sur place avec une idée toute faite du dossier qu'il était chargé d'étudier.

Mais tout cela pourrait facilement se régler si n'existait à l'arrière-plan un contentieux dont on parle le moins possible, mais qui pèse incertainement sur les relations économiques, voire politiques, entre la France et le Japon. Personne ne nie plus que ce dernier pays a accompli de sérieux efforts pour ouvrir son marché à la concurrence étrangère (voir notamment l'article publié dans

nos colonnes par Bruno Dethomas dans le Monde daté 5-6 juin).

Il serait temps, sans tomber dans la naïveté, de réviser certaines attitudes héritées d'un passé révolu. Personne ne soutient plus sérieusement que les entreprises japonaises doivent leur grand succès à des pratiques aussi contestables que le dumping, qui contredit les lois les plus élémentaires du capitalisme développé (puisque, en définitive, il s'agit de vendre au-dessous des prix de revient). Cela est d'autant plus nécessaire que si l'on désire, comme elles le désirent elles-mêmes, que les entreprises françaises soient mises à même de jouer le jeu de la grande concurrence internationale, il convient qu'elles ne se heurtent pas à cet obstacle invisible que constitue une réputation d'excessif protectionnisme.

« S'ils doivent protéger de façon aussi radicale leurs voitures, c'est que celles-ci ne sont pas d'aussi bonne qualité qu'ils le prétendent », entend-on souvent au Japon à propos des automobiles de fabrication française. Ces propos sont très injustes, mais leur origine pose effectivement une véritable question : est-il justifié que la France continue à fermer aussi hermétiquement qu'elle le fait depuis 1978 son marché intérieur aux voitures importées du Japon ? Le « contingent » est invariablement fixé depuis cette année-là à 3 %. Les fabricants japonais fournissent environ 10 % des voitures immatriculées outre-Rhin, ce qui n'empêche pas les fabricants allemands de connaître une grande prospérité et de s'être récemment ouverts des débouchés intéressants au Japon.

La France maintient encore d'autres restrictions visant spécifiquement les produits japonais, ce qui est contraire aux règles de non-discrimination que le GATT s'efforce de sauvegarder. Est-il absolument nécessaire d'interdire l'accès de notre marché au miel naturel et aux parapluies de fabrication japonaise ?

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

ANDRÉ LABOURDETTE  
Economie de la santé

Très pauvre avant la guerre, la bibliographie sur ce sujet vital s'accroît d'année en année. Elle vient de s'enrichir d'un volume de choix, résultat de longues études et réflexions. Le professeur en sciences de gestion, à Bordeaux, a longuement étudié, avec minutie, les aspects multiples de ce problème dont la solution s'éloigne plus qu'elle se rapproche. Il s'efforce notamment de détruire la thèse, si répandue, selon laquelle il serait facile de réduire, de façon importante, les dépenses des hôpitaux.

Quelques illusions sont heureusement mises à mal : il ne faut pas compter sur les économies d'échelle ni sur de sensibles réductions de coût des hôpitaux. De 1965 à 1978, le nombre d'agents par lit a doublé (de 0,5 à 1). Imposant tableau sur la répartition des charges. La demande de santé, élément premier, augmenté de plusieurs façons : des modèles théoriques sont comparés aux vérifications expérimentales, mais il faut se garder de confondre la « production de santé » avec la simple hygiène.

Peut-être est-il excessif, lors de l'étude par la voie des besoins, d'affirmer l'impossibilité, pour le patient, de prévoir son état de santé. Devant la croissance des charges, cet état d'esprit, si fréquent chez les médecins, pourrait peut-être être, un jour, placé à une collaboration plus étroite avec le malade, mieux informé.

Trois causes de la hausse des coûts, disons plutôt des dépenses, dont la plus troublante est l'insuffisance, encore grande, des soins et nombre de déshérences. Le traitement à domicile n'est pas étudié ici dans sa généralité, mais il faut encourager l'hôpital de jour.

Vues fréquentes sur les méthodes utilisées aux Etats-Unis. Mais regrettons, une fois de plus, que l'auteur ignore, ou semble ignorer, toute autre langue étrangère que l'anglais. Les résultats remarquables obtenus aux Pays-Bas, en Islande, dans les pays scandinaves, mériteraient, cependant, examen. En outre, le style est très perfectible, ne serait-ce que pour la clarté, l'absence de l'anglais, une fois de plus.

★ PUF, Paris, 1988, 21,5 cm, 187 pages, 110 F.

ALAIN CLAISSE  
et GÉRARD MAGNAC  
Le Grand Maghreb

Une grande question, d'abord difficile. Dans un avant-propos, le professeur à l'Institut international d'administration publique et le professeur à l'Université de Paris s'efforcent déjà de

dissiper quelques illusions ou facilités sur le sujet, sans contester d'une façon formelle la possibilité d'une unification, et tant sont nombreuses les possibilités d'intégration.

Quant au préfacier, Jean Leca (Institut d'études politiques de Paris), il décrit les dernières phases de l'évolution des quinze dernières années et souligne le déséquilibre résultant d'une forte demande, en particulier de la pression démographique, inédite dans l'histoire de l'humanité. Il conclut en présentant trois perspectives, a priori peu convaincantes. En tout état de cause, ce seront les Etats qui joueront un rôle essentiel.

Tout d'abord est présentée la diversité des systèmes politiques maghrébins : Algérie, par J. Leca et H. Miché (Als-en-Provence), Libye, par H. Bleuchot et Taoufik Monastir, dotée d'une organisation complexe : comités populaires de base et comités révolutionnaires. (Les vieux doivent juger l'ampleur de l'évolution depuis le règne de Mussolini). Le régime de Kadhafi sera repris plus loin par F. Burgat. Le Maroc est étudié par M. Roussel (Grenoble), la Mauritanie par P. Marchesin (enseignant à l'ENA de Nouakchott), la Tunisie par Mustapha Chaker et J.-P. Bras, de Rabat. Celui-ci, après avoir signalé les difficultés du pluripartisme, cherche des formules nouvelles.

Nous voyons ensuite les idées, plus précises, de Habib el Mekki, fortement favorable à l'intégration. Quant à Mohamed Naciri, professeur à l'Institut agronomique de Rabat, il est moins assuré et insiste sur la maîtrise des effets de la croissance démographique.

En conclusion, aucune tendance formelle ne se dégage. Il faudrait, comme si souvent, la menace d'un ennemi commun pour déclencher un mouvement positif. La Communauté européenne est bien citée, mais ne paraît guère apte à jouer ce rôle. Quant à Israël, il est loin.

★ Economica, Paris, 1988, 24 cm, 349 p., 145 F.

ANDRÉ GAUDRON  
Années de réve  
années de crise (1970-1981)

Le titre choisi par l'ancien conseiller technique de M. Pierre Bérégovoy ne satisfait pas les économistes. Ils ont, certes, souvent l'occasion d'employer le mot *crise*, dans des sens d'ailleurs très divers, mais le *réve* est hors de question. Pour la direction de la prévision et la commissariat du Plan, il y a des prévisions, des reculs, des progrès, des déceptions, mais aucun *réve* ou, plus exactement, ce mot est justement refusé. Peu importe, dira-t-on, chacun d'entre nous pourra, en revivant ces années agitées, les qualifier de plus ou moins chargées d'illusions.

Ce second tome de l'*Histoire économique et sociale de la V<sup>e</sup> République nous transporte de l'année 1970, en somme fin des « trente glorieuses », à 1980, année du début du recul provoqué par le second - et imprudent - choc pétrolier. Il faut rendre hommage au soin extrême apporté à la description de l'enchaînement des faits, mais l'économiste et l'historien formuleraient un sérieux reproche : l'absence de séries d'indices mensuels (prix, production, chômage, cours des valeurs, etc.), qui permettent au lecteur de rester maître de sa pensée et de l'enrichir à son gré. En partie responsable est l'INSEE, qui a renoncé à publier ces séries rétrospectives si précieuses, sur lesquelles l'historien professionnel ou amateur peut prendre appui, jusqu'à la fin de la seconde guerre, mais pas au-delà.*

Dès lors, le parti politique l'emporte, selon le rite, sur la partie proprement économique. Fruit de travaux remarquables, elle fait revivre les événements à la plus grande portée des lecteurs, les fait connaître aux plus jeunes. Que l'analyse du chômage soit entachée des pudeurs traditionnelles n'est pas pour surprendre. C'est, dans ces conditions, un mal inattaquable, avec lequel il faut bien (ou mal) vivre.

Une attention spéciale est justement apportée aux travaux des trois « sages » chargés d'étudier les successions : Robert Blot, Jean Méraud et le regretté Gabriel Ventetol. Agriculture, logement, Sécurité sociale, pauvreté, contre-réforme libérale, sont bien présentés dans leurs aventures de ces dix ans ; moins justifié le titre « Au bout du chemin, la fête ». Quant à la démographie, c'est-à-dire la France de demain qui se fait aujourd'hui, elle est, une fois de plus, oubliée.

★ Editions La Découverte, Paris 1988, 22 cm, 309 pages, 135 F.

BERNARD CHAVANCE  
Régulation, cycles et crises  
dans les économies socialistes

Il fut longtemps admis, même par les libéraux, que le régime socialiste permettait d'éviter les crises du capitalisme. L'expérience a démenti cette vue.

Il ne s'agit pas seulement ici de l'URSS et des républiques voisines, mais de toutes les économies socialistes, étudiées par douze auteurs, dont sept français. Ce sont les actes d'un colloque international de mars 1986, à Paris, organisé par le Centre d'études des modes d'industrialisation et l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

Après une vue générale du maître d'œuvre sur les problèmes de « dynamique économique », nous trouvons quatre sujets maîtres. Selon Bruno Dallago, Albert Aftalion a été le premier économiste à admettre la possibilité de fluctuations en régime socialiste. Pour N. Rokke (1936), la cause est l'excès d'investissement. Au cours de sévères débats, les fluctuations sont à nouveau reconnues ; c'est à lui planification qu'il appartient d'en réduire l'intensité. Le progrès technique est également mis en cause. Le Français Vladimir Andreff compare la crise observée en URSS à celle des pays du CAEM.

Trois auteurs traitent le cycle d'investissement : T. Bauer, de façon générale, Marie Lisowska, en Pologne et en Hongrie. Quant à Irina Grosfeld, qui nous donne un modèle économique, elle insiste sur le fait que les planificateurs ne sont pas maîtres du jeu et subissent de multiples pressions, souvent explicables. Jacques Saper, Georges Duchesne, qui travaillent en France, et Peter Mihalyi, aux Nations unies à Genève, tentent une interprétation des onduations économiques.

Nous retrouvons dans les analyses comparatives, le nom de Ch. Bettelheim, qui s'est, une fois de plus, attaché à Cuba. C'est de grands cycles qu'il est cette fois question dans la période 1959-1975. En Yougoslavie et en Hongrie, les politiques, si différentes par certains côtés, mais toutes deux touchées par cette réforme, emploient des restrictions de crédits dans les phases descendantes des cycles. B. Chavance s'attache spécialement à la Chine.

Résumés utilisés en fin de volume et notices bibliographiques.

★ Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1988, 22,5 cm, 294 pages, 190 F.

AUTOUR DU REVENU MINIMUM D'INSERTION

La dignité et non la charité

par HENRI GUITTON (\*)

Pour éviter la voie de l'assistance, il faut donner à tous, riches comme pauvres, la même allocation de base

L'ASSISTANCE est parfois nécessaire, souvent indispensable pour sauver rapidement de la misère les plus malheureux. C'est le cas en ces jours de chômeurs en fin de droit, et de quelques centaines de milliers de personnes sans couverture sociale et même sansabri.

Ce n'est cependant pas l'assistance qui peut compléter un système de protection sociale et corriger ses insuffisances. L'une des raisons qui empêchent sa généralisation, c'est que cette aide doit disparaître au moment où le sujet sort de son état de pauvreté ! Or il est difficile de savoir si cette sortie est acquise, si elle est certaine, si la pauvreté ne va pas réapparaître. Il faut ajouter que, si l'assistance est durable, elle entérine son bénéficiaire dans sa pauvreté, qu'elle ne l'en fait précisément pas sortir.

Or c'est bien là qu'est le problème, il est très difficile de proposer une solution, et c'est être audacieux que de s'y risquer, alors que tant d'éminents esprits l'ont déjà tenté. Je voudrais cependant en esquissier une. C'est la distinction et la complémentarité entre ce qu'on pourrait appeler le revenu d'existence et le revenu d'activité.

Comme les neurones du cerveau

Pourquoi donc le fait même d'exister vous donnerait le droit de participer à une certaine distribution du revenu national ? Cela peut paraître au premier abord étrange de donner à tous, même aux plus riches, la même allocation, détachée de toute contrepartie productive. Mais, précisément, c'est pour ne pas entrer dans la voie de l'assistance le jour où elle apparaîtrait nécessaire.

Au départ de l'existence, chaque être humain a les mêmes possibilités, et on ne peut pas savoir ce qu'il adviendra de chacun. Une image peut être proposée : même s'il ne travaille pas, chaque neurone du cerveau reçoit par la circulation sanguine la dose mini-

male de glucose qui lui permet de conserver son potentiel d'activités tout au long de sa vie.

Pour comprendre le mécanisme de cette nouvelle distribution économique, il serait utile de lire les ouvrages de Yolande Bresson : *L'Après-Salarial* (Economica, 1984) et *Le ParticiPat* (Chotard et associés, 1986). On comprendrait comment est déterminé le montant du revenu d'existence par la valeur d'usage du temps qui est identique pour tous et l'importance des fonds mis en œuvre, gérés par une banque de solidarité. Pour l'heure, c'est le principe même qui nous paraît essentiel.

Mais la complémentarité avec le revenu d'activité nous semble aussi importante. Le revenu d'activité et le revenu d'existence ne vont pas l'un sans l'autre. Si le revenu d'existence constitue une sorte de filet de protection contre la misère et comme une sorte de revenu forcé minimum de dignité humaine, non attribuable à la charité, il faudrait que pour le plus grand nombre il soit associé à une activité productive.

L'idée de pleine activité

Du reste, les mesures actuellement proposées partagent la même espérance, puisqu'elles utilisent le terme de revenu d'insertion. Mais cette appellation ne lui enlève pas son caractère d'assistance apportée par les plus riches aux plus pauvres, témoin le recours à l'impôt sur la fortune.

Du fait que le revenu d'existence se propose d'être par nature non seulement inconditionnel et universel, mais cumulable, c'est bien qu'il est appelé à se joindre à un revenu d'activité productive. Si le revenu d'existence est conçu sans rapport avec l'économie dite de marché, le revenu d'activité est celui qui s'insère dans cette économie. Mais il faudrait insister sur la nécessité de voir se développer cette activité par des voies nouvelles.

Du moment que le plein emploi salarial n'est plus possible, il y a d'autres formes d'activités qu'il serait nécessaire de susciter. Comment ne pas évoquer le plein emploi artisanal, qui est loin d'être atteint ? C'est l'idée de pleine activité que nous voudrions voir prendre la place de celle de plein emploi.

(\*) Membre de l'Institut.

# Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**A.R.I.S.T. BRETAGNE RENNES**  
Agence Régionale d'Information Scientifique et Technique

recherche :

## INGENIEUR EXPERIMENTE

Le candidat âgé de 28 ans minimum, de formation Ingénieur (mécanique, électrotechnique, ...) aura une expérience de 3 ans ou plus acquise en entreprise et/ou en conseil.

Il aura des compétences en innovation, propriétés industrielle et audit technologique.

Au sein d'une équipe dynamique, cet homme de terrain proposera et réalisera des études d'aide à la décision et des actions de Conseil dans le domaine de l'information technico-économique auprès des Industriels de la Région.

**ANGLAIS INDISPENSABLE**

Adressez lettre manuscrite, C.V. et dernière rémunération à  
**HERTZ CONSULTANTS**  
(sous la référence 8524)  
34, rue de l'Arcade - 75008 PARIS

**Le département du Val-de-Marne**

RECRUTE

PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES ou PAR VOIE DE DETACHEMENT

## 12 EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS (titre III)

appelés à exercer leur fonction en crèches et PMI

**CONDITIONS A REMPLIR :**

- Etre titulaire du diplôme d'Etat d'Edicateur de Jeunes enfants;
- Etre âgé de 18 ans au moins et de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1988;
- Etre de Nationalité Française.

**TRANSMETTRE LES CANDIDATURES ACCOMPAGNEES :**

- D'un curriculum vitae;
- De la photocopie du Diplôme.

Au plus tard le **JEUDI 8 SEPTEMBRE 1988**, dernier délai, le cachet de la poste faisant foi, à la :

**DIRECTION DU PERSONNEL DEPARTEMENTAL**  
1<sup>er</sup> Bureau Recrutement - Bureau 006 -  
2, rue Thiers, 94000 CRETEIL.  
Pour tous renseignements, contacter le 43-99-84-00, p. 44-14.

**RESPONSABLE MARKETING**

organisme mutualiste de grande notoriété, SITUÉ DANS LE CENTRE DE LA FRANCE,

recherche **UN RESPONSABLE MARKETING**

Agé de 30 ans environ, vous avez une formation école de commerce - option marketing - ainsi qu'une expérience de quelques années dans la fonction.

Rattaché au directeur commercial, vous serez chargé :

- De prospecter des produits originaux répondant à des besoins nouveaux.
- De déterminer les objectifs et de mettre en œuvre tous les moyens marketing nécessaires.
- En outre, vous êtes prêt à vous investir dans un travail d'équipe et à vous impliquer dans une mission où tout est possible.

Vous êtes un créatif et un homme de terrain. Nous vous donnons les moyens de réaliser vos idées.

Si ces perspectives vous motivent, merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions à :

**MUTUALITÉ BOURBONNAISE**  
DIRECTION DU PERSONNEL  
BP 83 - 03007 MOULINS CEDEX

**LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**

Engage, pour son siège, son

## CHARGE DE CLIENTELE "GRANDES ENTREPRISES"

**MISSION :** Professionnel confirmé, vous serez chargé, auprès des entreprises régionales les plus importantes, d'y développer nos produits les plus performants en matière de financement, placements et services bancaires.

**FORMATION :** Après des études supérieures avec option banque ou finances, vous avez acquis la maîtrise des techniques de financement ainsi que la connaissance du droit et de la fiscalité des entreprises.

**EXPERIENCE :** 8 ans minimum en sein d'un établissement bancaire ou financier, dans un poste analogue comportant analyse et montage de dossiers de financement importants.

**QUALITES :** Votre goût des contacts à haut niveau, votre efficacité et votre habileté ont fait de vous un interlocuteur reconnu par les responsables d'entreprises. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo, réf. CA 84/82) à notre conseil.

**Jacques JAMMET BJS CONSULTANTS**  
3, rue Gaston Planté - 64300 ORTHEZ  
qui vous assure d'une confidentialité absolue.

**BORDEAUX - ORTHEZ - TOULOUSE**

Le département du Val-de-Marne

RECRUTE

PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES ou PAR VOIE DE DETACHEMENT

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS ACCEPTES

Nous évoluons dans un environnement de Techniciens de pointe : GENE LOCCIEL, TEMPS REEL, RESEAUX. Nous vous offrons une rémunération attractive et une véritable évolution.

Merci d'adresser C.V. et prétentions, à SEDI - 80, avenue Charles-de-Gaulle - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE - Tél. : (1) 46.24.58.11.

**Le Centre national de la recherche scientifique**

RECRUTE PAR CONCOURS

## 97 ingénieurs 30 personnels techniques

Pour tous renseignements complémentaires (métiers, lieu de travail, formalités de candidature), composer sur MINITEL, numéro de téléphone 36-14 suivi du code d'accès S.I.C. 4, sélectionnez la rubrique : Emplois-Recherche.

Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers de candidature sont fixées respectivement au 9 septembre et 15 septembre 1988.

**Le département du Val-de-Marne**

RECRUTE

PAR VOIE DE CONCOURS SUR TITRES ou PAR VOIE DE DETACHEMENT

## 19 ASSISTANTS ET ASSISTANTES DE SERVICE SOCIAL

**CONDITIONS A REMPLIR :**

- Etre âgé de 21 ans au moins et de 45 ans au plus au 1<sup>er</sup> janvier 1988;
- Etre de Nationalité Française;
- Etre titulaire du diplôme d'Etat d'Assistant ou d'Assistante de Service Social.

**TRANSMETTRE LES CANDIDATURES ACCOMPAGNEES :**

- D'un curriculum vitae;
- De la photocopie du diplôme.

Au plus tard le **30 AOUT 1988**, dernier délai, le cachet de la poste faisant foi, à la :

**DIRECTION DU PERSONNEL DEPARTEMENTAL**  
1<sup>er</sup> Bureau - Recrutement  
2, rue Thiers, 94000 CRETEIL.  
Pour tous renseignements, contacter le 43-99-84-00, p. 44-14.

**STÉ DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT ET DE CONSTRUCTION EST PARISIEN**

RECRUTE

**RESPONSABLE SERVICE MARCHÉS**

3<sup>e</sup> cycle université, travaux publics ou équivalent, diplôme O.M., poste à pourvoir immédiatement. Env. lettre et C.V.

**SOCIÉTAT 88**  
8-22, rue de Charlemagne - 93000 BOBIGNY

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :  
M. ou Mme J. B. B. - 88, rue de Charlemagne - 93000 BOBIGNY

**INVESTISSEZ 0,73 F !**

C'est le prix de votre appel par démarchage :

- un organisme important dans un marché porteur,
- un métier passionnant,
- une formation,
- une rémunération attractive, 45-50-60-70 F/mois 11h.

**SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES ET URBAINES**  
architecte

**ARCHITECTE URBANISTE CONFIRMÉ(E)**

Env. c.v. et prétentions à :  
**URBASCOPE**  
8, rue d'Aligre, 75012 Paris.

**secrétaires**

**GROUPEMENT INTERNATIONAL DE BANQUES**

RECRUTE

**SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE**

langue maternelle anglaise, autonomie et responsabilité importantes. Env. lettre manuscrite et c.v. sous réf. 7710

**LE MONDE PUBLICITÉ**  
8, rue Montreuil, 75007 PARIS.

**LA VILLE DE COMFLANS-SAINTE-HONORINE**

(Vielleville)

RECRUTE

**UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE**

chargé, sous l'autorité du directeur des services techniques, du service de l'aménagement regroupant le voirie, l'aménagement et les espaces verts.

**PROFIL :**

- Etre Ingénieur de formation et disposer d'une expérience professionnelle confirmée dans ce secteur d'activité;
- Aptitude à l'encadrement, à l'organisation, à la gestion et à mener un projet de 50 personnes;
- Capacité de dialogue, de proposition, d'attention envers les objectifs des élus et de leur réalisation.

Les candidatures sont à adresser par lettre manuscrite avec c.v. à Monsieur le Maire, 82, rue Maurice-Barthelemy, 76702 Comflans-Sainte-Honorine.

Société d'études et de gestion de valeurs mobilières recherche l'urgence

**CADRE FINANCIER**

département

Maitr. économ. / équiv.

Envoyer c.v. à ECADÉO 8, r. Tolpéan, Paris 13<sup>e</sup> 7<sup>e</sup> tranche.

**propositions diverses**

PART. VEND

celle à vendre Louie XV complète (bain + table + guéridon + chaises). Le mardi 1. 43-54-88-04.

**ONDES PROBLÈMES CONJUGALES CONTRATS FUTURS DIVERS APPELÉ LA SOLUTION** 39-84-55-08.

**DEMANDES D'EMPLOIS**

H 37 a., exp. presse maritime et quotidienne, rich. poste redac. chef techn. Entre sous le n° 6033 LE MONDE PUBLICITÉ 8, rue de Montreuil 75007 Paris.

Jeune fille 23 ans, scolarisée, cosmétique. Tél. : (16) 40-46-18-40.

J.H. 29 ans BAC G2, 9 ans d'expérience, rich. poste anal. dans le commerce. Tél. 43-71-13-90 ap. 18 h ou répond. télexp.

Jeune homme 23 ans cherche emploi stable d'ACHETEUR EN MATÉRIEL. Expér., bonne éducation. Env. toutes propositions Tél. 43-96-96-38 leur répondant.

**L'IMMOBILIER**

appartements ventes

**7<sup>e</sup> arrdt**

**BUDOC 160 m<sup>2</sup>**

6 p., terr. pierre de t. 5<sup>e</sup> ét., asc., cuisine, salle, balcon, toilettes, douche et terrasse privatisée; 4 logs P1 avec cave, toilette, douche et terrasse privatisée. Ta comm. v. s. m. r. m. r. p. m. p. 1 100 000 F. Pour visite et rns. compléments : 112, rue Jean-Jacques, B.P. n° 2, 94801 Villejuif Cedex. Tél. : 46-77-29-88.

**82**

**Hauts-de-Seine**

**BOULOGNE**

Apt. r.d.s. clair, interph. 83 m<sup>2</sup>, m. d. s. 2 ch., coin. De l'immeuble n. g. l. studio. 1 100 000 F. Réf. 181. DE HAVILLAND 46-02-60-60. EXCLUSIVE GARE!

locations non meublées offres

**Paris**

COURBEVOIE, 5 m mètre P1-de-LEVALLOIS et gara. De l'immeuble n. g. l. studio. 1 100 000 F. Réf. 181. DE HAVILLAND 46-02-60-60.

locations non meublées demandes

**Paris**

COUREVOIE, 5 m mètre P1-de-LEVALLOIS et gara. De l'immeuble n. g. l. studio. 1 100 000 F. Réf. 181. DE HAVILLAND 46-02-60-60.

**CREUSE 650 000 F**

maison 1980, gr. terr. 10 000 m<sup>2</sup>, 250 m<sup>2</sup> habitables, petit pays entièrement plat, 15 ha, terrain boisé, 15 ha, terrain boisé de 8 000 m<sup>2</sup> environ; salon, séjour, bureau, 3 ch., cuisine, salle, moderne, ref. 3 780 000 F, réf. 108. A. Korhio s.a. 43-70-88-88.

**PROCHE CHATEAU AMBT**

environ 475 m<sup>2</sup> + 2,5 ha de terrain, terrain, luxueux, possib. promo à 4 200 000 F, réf. 181. A. Korhio s.a. 43-70-88-88.

**PRÈS MEULAN 20<sup>e</sup> Paris**

bonne demeure de plain-pied construite en 1873 s/petit boisé de 8 000 m<sup>2</sup> environ; salon, séjour, bureau, 3 ch., cuisine, salle, moderne, ref. 3 780 000 F, réf. 108. A. Korhio s.a. 43-70-88-88.

**LE PERRAUX maison du XIX<sup>e</sup>**

220 m<sup>2</sup> habit., 4/700 m<sup>2</sup> de verdure, piscine, 8 ch., 3 300 000 F, réf. 130. A. Korhio s.a. 43-70-88-88.

**bureaux**

**Locations**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS**

SARL - RC - RM  
Constitutions de sociétés Démarches et tous services Permis de construire

**43-55-17-50.**

**viagers**

**LIBRE**

MP PTE VERBALES, 3 P. Réf. nat. 43-36-18-80.

**LIBRE DE SUITE**

XIV<sup>e</sup> BUTTES-CHALMONT 2 p. et ch. P. d. ascenseur, ch. cent. 220 000 F + 4 000 F. Tél. 73 88. Vis. pers CRUZ 43-96-18-00.

**B.P. ROP**

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

## RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABILITE GENERALE

avec un chiffre d'affaires de 800 millions de francs, des actifs gérés excédant les 10 milliards, la B.P. ROP (Banque Populaire de la Région Ouest de Paris) recherche le **RESPONSABLE DE SON SERVICE COMPTABILITE GENERALE**.

Agé d'environ 30 ans, titulaire d'un DECS complet (ou en cours), vous bénéficiez d'une expérience de 3 ou 5 ans de comptabilité bancaire.

Vous êtes ouvert à l'utilisation de la micro-informatique et convaincu qu'il s'agit d'un outil de productivité dans la réalisation des traitements comptables; vous êtes capable d'organiser et d'animer une équipe et d'apporter

aux autres services de la Banque l'assistance nécessaire pour une bonne exploitation du système comptable.

Vous possédez, en outre, de solides connaissances en fiscalité d'entreprise et vous manifestez un intérêt pour les processus de comptabilité budgétaire.

La classification et la rémunération attachées à ce poste s'inscrivent dans un contexte d'évolution attractif.

Poste basé à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions, à B.P. ROP - Direction des Relations Humaines - 8, avenue Newton - 78183 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex.

**UNIVERS DE LA GESTION**

avec un chiffre d'affaires de 800 millions de francs, des actifs gérés excédant les 10 milliards, la B.P. ROP (Banque Populaire de la Région Ouest de Paris) recherche le **RESPONSABLE DE SON SERVICE COMPTABILITE GENERALE**.

Agé d'environ 30 ans, titulaire d'un DECS complet (ou en cours), vous bénéficiez d'une expérience de 3 ou 5 ans de comptabilité bancaire.

Vous êtes ouvert à l'utilisation de la micro-informatique et convaincu qu'il s'agit d'un outil de productivité dans la réalisation des traitements comptables; vous êtes capable d'organiser et d'animer une équipe et d'apporter

aux autres services de la Banque l'assistance nécessaire pour une bonne exploitation du système comptable.

Vous possédez, en outre, de solides connaissances en fiscalité d'entreprise et vous manifestez un intérêt pour les processus de comptabilité budgétaire.

La classification et la rémunération attachées à ce poste s'inscrivent dans un contexte d'évolution attractif.

Poste basé à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions, à B.P. ROP - Direction des Relations Humaines - 8, avenue Newton - 78183 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES Cedex.

**MAISONS DE CAMPAGNE**

**VILLENS-SUR-MER**

300 m centre-ville, 500 m plage, maison indiv. meublée avec terrasse avant, 2 p. + mezzanine aménagée, cul., bain, etc. avec garage. 250 000 F. 46-56-12-88. bur. 48-88-88-88 le soir.

**maisons de campagne**

**LIBRE**

MP PTE VERBALES, 3 P. Réf. nat. 43-36-18-80.

**LIBRE DE SUITE**

XIV<sup>e</sup> BUTTES-CHALMONT 2 p. et ch. P. d. ascenseur, ch. cent. 220 000 F + 4 000 F. Tél. 73 88. Vis. pers CRUZ 43-96-18-00.

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**

# Economie

### SOMMAIRE

■ Le projet de budget pour 1989 est marqué par une reprise des dépenses de l'Etat qui ne laissera pas de place à la baisse de l'impôt (lire ci-dessous). ■ Pour l'industrie, les dépenses prévues pour la

prochaine loi de finances resteront globalement stables par rapport à 1988 (lire ci-dessous). ■ Le système de formation en alternance n'a-t-il pas été détourné de son objet ? De

nombreux abus sont signalés (lire page 17). ■ Dans les médias, le groupe Murdoch poursuit son développement: le principal hebdomadaire américain de télévision tombe dans son escarcelle (lire ci-contre).

### La préparation du budget 1989

## M. Rocard veut réhabiliter la dépense publique

Globalement, l'équipe de M. Michel Rocard tente de réhabiliter la dépense publique. La rigueur, puis la vague libérale avaient contribué à terrir, dans l'opinion, l'image des interventions de l'Etat. Un gouvernement digne de ce nom se devait de faire reculer l'Etat, de diminuer son poids dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Pour la première fois depuis plus de trente ans, M. Balladur avait présenté pour 1987 un budget dans lequel les dépenses progressaient moins vite que les prix. L'opération, renouvelée en 1988, avait en fait été rendue possible par les privatisations, une partie des dépenses publiques (les dotations en capital aux entreprises nationales) étant sortie du budget général pour être financée par la vente d'entreprises nationales.

Avec le budget 1989, le gouvernement de M. Michel Rocard rompt avec cette logique. De manière à permettre à l'Etat d'assurer ses missions, ses dépenses augmentent sensiblement. Après plusieurs années de baisse, les effectifs de l'administration sont stabilisés avec une importante redistribution entre les différents services de l'Etat. Enfin, une très nette affirmation des priorités se traduit par une forte augmentation des dépenses autorisées dans les secteurs définis par le président de la République dans sa Lettre aux Français: l'éducation, l'emploi, la solidarité, la recherche et la culture.

### Stabilisation des effectifs

Le total des dépenses définitives de l'Etat devrait atteindre 1 164 milliards de francs en 1989. Elles sont, à structures comparables, en hausse de 4,6 % en valeur. Compte tenu d'une prévision de croissance du produit intérieur brut de 5 % en valeur, le poids des dépenses publiques dans la production ne devrait donc pas se modifier sensiblement. L'hypothèse d'une hausse des prix de 2,6 % ayant été retenue, les dépenses de l'Etat devraient augmenter l'an prochain de 2 % environ en volume. Cette évolution traduit une rupture par rapport aux deux années précédentes, puisque les dépenses de l'Etat avaient stagné en volume, au moins dans la présentation qu'en avait faite le gouvernement d'alors.

La hausse prévue pour 1989 est liée en particulier à la réintégration au sein des dépenses définitives d'éléments que le gouvernement précédent avait soit sortis du budget général, soit sous-estimés. Parmi les premières, le gouvernement a réintégré les dotations en capital aux entreprises publiques (4 milliards de francs en 1988, hors Renault) dans les charges communes du ministère de l'économie, des finances et du budget. Parmi les dépenses sous-estimées, il compte

### M. Stasi est hostile à l'obstruction parlementaire systématique

M. Bernard Stasi, vice-président du Centre des démocrates sociaux (CDS), s'est déclaré hostile à une « obstruction systématique » lors de la discussion du budget à l'automne prochain à l'Assemblée nationale. Une telle obstruction, « c'est-à-dire que l'on procède, avant 1993, à une mise à plat de toute l'opposition sur le capital afin de ne pas déclencher une fuite des capitaux vers les autres pays européens ».

Interrogé sur l'accord conclu le 26 juin à Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, M. Stasi espère que « la logique du dialogue continuera à l'emporter » et juge « indésirables ceux qui se réjouissent [de ses] difficultés de mise en œuvre. On ne doit rien faire, rien dire qui pourrait en rendre plus difficile encore l'application. Ce serait criminel », estime M. Stasi.

Réagissant aux propos du vice-président du CDS, l'Humanité observe, lundi 8 août, que « tous ceux qui ont voté en mai dernier pour empêcher la droite de rester au pouvoir veilleront certainement à ce qu'elle ne tente pas de perpétuer celui-ci par un usage dangereux des fourchettes de M. Stasi ».

M. Michel Rocard a envoyé, vendredi 5 août, aux différents responsables ministériels leur lettre-plafond pour la préparation du projet de loi de finances de 1989. A l'issue d'une série d'arbitrages réalisés par le premier ministre, ces lettres-plafond fixent le montant des dépenses autorisées pour chaque ministère. Une première phase dans la préparation du budget 1989 est ainsi achevée: celle concernant les dépenses de l'Etat. Elle révèle une inflexion très sensible par rapport à la politique budgétaire du gouvernement précédent, mais également une orientation différente de celle suivie par les gouvernements socialistes entre 1983 et 1986.

L'augmentation des dépenses résulte notamment des dépenses nécessaires pour le financement de la COFACE.

L'augmentation des dépenses résulte également du gonflement des charges de la dette publique: ce poste sera doté l'an prochain de 13 à 14 milliards de francs supplémentaires. Rue de Rivoli comme à Matignon, on ne manque pas de souligner cette forte progression pour justifier à nouveau l'obligation qu'a le gouvernement de limiter à 100 milliards de francs en 1989 le déficit budgétaire.

### Education recherche, emploi

La volonté de stabiliser les effectifs employés par l'Etat constitue la seconde originalité du projet de budget. Depuis 1983, les gouvernements successifs se sont efforcés de réduire l'emploi dans la fonction publique. En 1988 encore, le budget prévoyait des suppressions nettes de treize mille emplois. Pour 1989, le gouvernement de M. Michel Rocard table sur une stabilisation des effectifs accompagnée d'une profonde redistribution entre les différents services de l'Etat. Les priorités sont nettement affirmées. Le secteur éducatif dans son ensemble (éducation nationale et enseignement supérieur) devrait bénéficier de la création de douze mille cinq cents à treize mille postes (surtout dans l'enseignement secondaire). Les autres secteurs ayant obtenu la création nette de postes supplémentaires sont la recherche (environ neuf cents emplois nouveaux de chercheurs, techniciens et personnels administratifs) et l'administration pénitentiaire. La plupart des autres ministères (notamment la

## L'industrie n'est toujours pas une priorité

Quant à l'Etat retrouve un rôle dans l'industrie et que son ministère en soit l'acteur: pour M. Roger Fauroux, ancien PDG de Saint-Gobain devenu ministre, la liberté rendue aux entreprises n'est pas proportionnelle à l'effacement de la puissance publique. Bien au contraire, « en Allemagne comme aux Etats-Unis (...) je suis frappé de la connivence (...) entre chefs d'entreprise et autorités politiques. Cela n'existe pas en France, mais il faut le développer », avait-il déclaré, assisôt somnolent (*Le Monde* du 17 mai).

Cette connivence, selon M. Fauroux, doit s'appliquer différemment selon la taille des entreprises. Pour les grands groupes, qui sont à peu près tous sortis de la crise et abordent une phase de redéploiement, le ministre voudrait que cela passe par des contacts réguliers. « Que leurs dirigeants n'aillent pas uniquement Rue de Rivoli comme c'était devenu le cas sous M. Mitterrand, mais retrouvent le chemin de la Rue de Grenelle », indique-t-on dans son entourage.

Cela doit être le cas en particulier pour les groupes toujours nationalisés — dont le ministre assure la tutelle (Thomson, Bull, Pechiney...) — avec lesquels M. Fauroux va signer de nouveaux contrats de plus sur trois ans, dont la pratique avait été abandonnée dès 1984. Toutes ces entreprises ont une planification. Il est naturel que l'actionnaire en discute avec elles tout en leur préservant une totale autonomie de gestion.

Dans le même esprit, M. Fauroux a proposé au gouvernement de porter de trois à cinq ans, une fois ceux en cours expirés, les mandats des PDG des sociétés nationalisées.

Pour remplir son devoir d'actionnaire, M. Fauroux a obtenu — compte non tenu de Renault — 4 milliards de francs de dotation en capital, qui comprennent 430 millions destinés aux sociétés de conversion mais non le milliard et demi du Fonds d'intervention sidérurgique (FIS) qui sera pris sur une autre ligne budgétaire. La répartition de ces 4 milliards, qui relèvent de la Rue de Rivoli, se fera ultérieurement selon les besoins des entreprises nationalisées et conjointement avec M.M. Bérégovoy et Fauroux.

Quant à la Régie Renault, que le ministre souhaiterait désempêcher d'un coup sans en modifier pour l'instant le statut — un message qui aura du mal à passer à Bruxelles — elle exige, à elle seule, 9 milliards de francs en sus des 3 milliards déjà mis en réserve par M. Balladur; ceux-ci vont être versés; pour le reste, le calendrier et les modalités (caisse d'amortissement ou autres...) seront décidés dans les prochains mois.

### Les PME encouragées

Dans le budget 1989, M. Fauroux devrait également obtenir une somme non encore précisée mais d'au moins 100 millions de francs pour de grands projets technologiques. Destinés aux grandes entreprises, publiques ou privées, ces « Eureka » à la française s'inscrivent dans le cadre du budget civil de recherche et développement (BCRD) géré par M. Carrien, ministre de la recherche. Une procédure budgétaire supprimée par M. Chirac de 1986 à 1988, mais réintroduite par M. Rocard pour 1989. Ces projets, initiés par plusieurs industriels qui s'entendent, seraient l'objet de soutiens publics significatifs, par lots d'environ 10 millions de francs.

Les PME, second axe de « connivence » entre l'Etat et l'industrie, émergent à plusieurs postes au sein du budget de M. Fauroux. Instruit par son expérience de Saint-Gobain Développement, qui encourageait les PME sur les sites restructurés par le groupe, le ministre voudrait promouvoir cette action locale, mais en profondeur, par le biais des structures régionales de l'industrie. Une sorte de travail « dentelle » qui s'apparente à un traitement économique de l'emploi et qui utilise des procédures déjà existantes, qu'il faudra financer plus largement.

Entrant dans ce cadre d'abord les crédits de politique industrielle (440 millions de francs en hausse de 10 %), dont une bonne moitié ira aux fonds régionaux d'aide au conseil (FRAC) et l'autre à la procédure MECA (aide à l'autosonstisation). Ensuite, le Fonds de redéploiement industriel — une nouveauté — doté de

100 millions de francs, destiné aux basses d'emploi en crise dont le ministre délégué, M. Chéroppe, a la charge. Enfin, des crédits supplémentaires de 250 millions de francs (partie inscrite de l'enveloppe du BCRD) qui iront à l'aide à l'innovation distribuée par l'Agence pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et à l'encouragement des centres techniques qui signent des contrats d'études avec des industriels. Un moyen de stimuler la recherche industrielle que l'on sait insuffisante.

En dehors des crédits pour la normalisation, qui passent de 250 à 307 millions de francs dans la perspective de l'Europe de 1993, les autres postes du budget sont sans surprise. On y note simplement la baisse programmée de 350 à 100 millions des crédits pour la Lorraine et des crédits pour la construction aérospatiale qui tombent de 1,5 milliard à 500 millions en raison de la non-reconduction des sommes pour la Normand et du relais pris en partie par le ministère de la défense, avec plus de 320 millions de francs, pour les six frigates commandées aux chantiers Alsthom de Saint-Nazaire par la marine nationale, et peut-être un autre navire militaire.

### Globalement stable

Au total, le budget de M. Fauroux reste globalement stable (hors BCRD) par rapport à 1988 (17,5 milliards). Les autorisations de programme baissent de 2,8 milliards à 1,9 milliard. On regrettera que les crédits de la politique industrielle, laminés par M. Chirac (1,9 milliard en 1986, 1,2 milliard en 1987, 400 millions en 1988) n'aient pas été remis à flot. La rigueur budgétaire (maximiser le déficit à 100 milliards) mais aussi très certainement la consommation des socialistes par la doctrine du « moins d'Etat » — une victoire posthume pour M. Madelin — ont empêché le ministre d'obtenir plus pour la politique industrielle. Celle-ci apparaît pas, qu'on le veuille ou non, comme une priorité gouvernementale.

CLAIRE BLANDIN et ERIC LE BOUCHER.

### COMMUNICATION

### En achetant les éditions Triangle

## M. Murdoch acquiert le plus gros hebdomadaire de télévision américain

L'affaire a été négociée secrètement pendant un mois, conclue le 6 août à Los Angeles et annoncée le lendemain par un simple coup de téléphone à New-York. M. Rupert Murdoch s'est engagé à acquérir pour 3 milliards de dollars (18 milliards de francs) le groupe d'édition Triangle, propriété de M. Walter Annenberg, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Londres sous la présidence de M. Richard Nixon.

Le contrat, qui doit encore être officialisé par la signature des deux hommes, est l'un des plus importants jamais conclus dans le secteur des médias depuis le rachat de la chaîne ABC par Capital Cities pour 3,5 milliards de dollars. Mais, de l'aveu même de M. Murdoch, « Triangle est un des groupes de presse les plus rentables et les plus recherchés au monde ». Il édite en effet, depuis 1952, *TV Guide*, le plus célèbre hebdomadaire de programmes de télévision américaine, diffusé à plus de 17 millions d'exemplaires, et qui rapporte la bagatelle d'environ 75 millions de dollars par an.

Triangle publie aussi deux autres magazines fort rentables, *Seventeen Magazine* et *Daily Racing Form*. Ils vont désormais rejoindre l'abondant

### En Grande-Bretagne

## BET revend la société d'édition Argus à ses cadres

Le groupe britannique BET a vendu sa société d'édition Argus Press à une nouvelle société formée par une équipe de cadres de sa direction, soutenue par un groupe d'investisseurs internationaux conduits par Charterhouse Development Capital. La transaction a atteint un montant de 206,7 millions de livres sterling (2,67 milliards de francs).

C'est au mois d'avril dernier que BET avait mis aux enchères Argus Press, qui, avec plus de cent cinquante magazines, quatre-vingt-trois annuaires, quatre-vingt-dix journaux locaux et cent vingt livres spécialisés, constitue l'un des groupes d'édition britanniques les plus importants. Plusieurs groupes et maisons d'édition internationales avaient aussitôt manifesté leur intérêt, parmi lesquelles M. Robert Maxwell qui, fin juillet, avait fait une offre de 175 millions de livres.

Le directeur général de BET, M. Nicholas Wills, s'est finalement déclaré « ravi » d'avoir pu réaliser la vente en faveur d'un groupe de reprise par les salariés. BET participera d'ailleurs aussi à l'opération à hauteur de 13,2 millions de livres, ce qui lui apportera 6 % du capital de la compagnie. La cession, qui deviendra effective au mois de septembre, est la plus importante réalisée par le groupe britannique dans le cadre de sa politique de restructuration sur ses activités principales de services industriels et de construction.

### ENERGIE

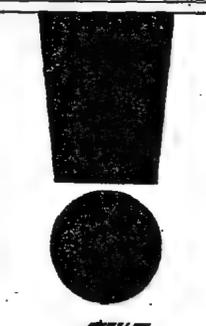
### Au Japon

## De nouvelles taxes fiscales vont affecter le raffinage pétrolier

La nouvelle taxation des produits pétroliers appliquée au Japon à compter du 1<sup>er</sup> août va sérieusement affecter les sociétés de raffinage, jusqu'ici très protégées, et accélérer la restructuration du secteur. Le gouvernement japonais a remplacé l'ancienne taxe, basée sur la valeur des produits, dont le rapport avait fortement chuté après la baisse des prix de 1986, par une taxe fixe basée sur le volume. L'approche de cette réforme fiscale avait incité les compagnies nippones en juillet dernier à accroître leurs achats et leurs stocks.

Le prélèvement supplémentaire imposé au secteur pétrolier va plus que doubler pour atteindre environ 280 milliards de yens (13,3 milliards de francs), soit plus que les bénéfices réalisés l'an dernier par les douze compagnies nippones (225 milliards de yens). Les compagnies pourront, certes, répercuter la majeure partie de cette charge sur les consommateurs, mais l'essence est déjà très chère et les clients industriels, jusqu'ici privilégiés, réticents à accepter les hausses nécessaires. Il est donc probable que les bénéfices des compagnies seront affectés, ce qui devrait accélérer la restructuration du secteur et favoriser l'implantation de compagnies étrangères, jusqu'ici absentes à l'exception des majors américaines.

Le produit de la nouvelle taxe doit permettre de financer partiellement l'augmentation des stocks stratégiques prévue par le gouvernement d'ici à 1993, afin de les porter à quatre-vingt-dix jours de consommation.



**AIR FRANCE**  
prend la parole  
aux  
1<sup>res</sup> Journées Prospectives  
du journal  
**Le Monde**  
11, 12, 13 Octobre 1988 à l'UNESCO  
Tél. (1) 47.53.70.70

### SOCIAL

### Les n...

Entre le 11 août 1988 et le 14 août 1988, les membres du Comité de l'emploi des jeunes ont organisé une campagne de sensibilisation dans les lycées de la région de Paris. Ils ont distribué des tracts et organisé des débats sur les conditions de l'emploi des jeunes.

M. Anzenberg, lui, s'est félicité de voir ses publications passer aux mains de M. Murdoch. Agé de quatre-vingt ans, il compte consacrer le reste de ses jours « à l'éducation et à la philanthropie ».

### Plan pour

M. Anzenberg est un mécène particulièrement important dans le domaine des médias. Il finance, notamment, une école de communication de l'université de Pennsylvanie et a consacré plus de 150 millions de dollars au financement de la télévision publique et éducative PBS.

### Formation

au second degré  
Les membres du Comité de l'emploi des jeunes ont organisé une campagne de sensibilisation dans les lycées de la région de Paris. Ils ont distribué des tracts et organisé des débats sur les conditions de l'emploi des jeunes.





Marchés financiers

BOURSE DU 5 AOUT

Main financial table with columns for 'VALEURS', 'Règlement mensuel', and 'Cours relevés à 17 h 32'. It lists various stocks and their prices.

Comptant (selection) SICAV (selection) 5/8

Table containing 'Comptant (selection)', 'SICAV (selection)', and '5/8' sections, listing various financial instruments and their values.

Cote des changes Marché libre de l'or

Table with 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' sections, detailing exchange rates and gold market prices.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

PARIS (selection) BOURSE S.R. MINITEL 6-15 L'ÉPREZ LEMONDE négoçiables 183

Le Monde

Table of contents for various sections: ÉTRANGER, SOCIÉTÉ, SPORTS, CULTURE, ÉCONOMIE, SERVICES, TÉLÉMATIQUE.

Mort d'Henri Frenay
Le fondateur du mouvement de résistance Combat

Henri Frenay, fondateur du réseau de résistance Combat, ancien ministre du général de Gaulle, est mort le samedi 6 août, à Porte-Vecchio (Corse-du-Sud) à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il a été inhumé dimanche, dans l'intimité, au cimetière de cette commune.

des osseux au sanatorium des Escaldes, près de Font-Romeu, siège des responsables du groupe de Dorres, organisé à l'origine par le professeur Camille Soula, de la faculté de médecine de Toulouse, dont la mission était d'assurer le passage de la frontière d'Espagne, située à quelques centaines de mètres et de couvrir d'un réseau de renseignements la Principauté d'Andorre, où tous les services spéciaux des belligérants se trouvaient présents.

par le Monde (24 novembre 1965), il analysait douze raisons d'agir ainsi, notamment le refus du « nationalisme hautain et dénué » qu'incarnerait, selon lui, le fondateur de la Ve République. C'est sur l'Europe en effet qu'entre de Gaulle et Frenay est apparue la première faille d'importance. Dès le lendemain de la guerre, Henri Frenay avait milité pour la construction d'une Europe fédérale. En 1948, il avait participé, comme François Mitterrand, au congrès européen de La Haye.

Henri Frenay n'en était pas pour autant « mitterrandiste ». Candidat malheureux de la SFIO en 1958 dans la quatrième-cinquième circonscription de la Seine, Henri Frenay était de ceux qui souhaitaient en 1964 une candidature de Gaston Defferre à la présidence de la République l'année suivante. Le candidat de la gauche fut François Mitterrand. Frenay appela alors de ses vœux la constitution d'un vaste rassemblement politique exclusif des extrêmes, c'est-à-dire du PCF à l'UNR.

Nouveau vol nocturne au-dessus de Paris

Des témoins ont aperçu un avion de tourisme ou un ULM qui survolait Paris à basse altitude dans la soirée du dimanche 7 août. Il serait passé au-dessus des voies ferrées de la gare Montparnasse, avant de se diriger vers la porte d'Orléans, puis vers Montrouge (Hauts-de-Seine).

Un tel survol avait déjà eu lieu dans les nuits du 27, puis du 29 juillet : un appareil avait alors circulé trois heures durant au-dessus de la capitale. Les hélicoptères du commandement de l'armée de l'air de Taverny (Val-d'Oise) avaient tenté de le retrouver, mais l'avion volait trop bas pour être repéré par les radars.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 8 août

effrètement

Après avoir ouvert à -0,25%, c'est sur un marché très hésitant que la Bourse de Paris voit son indicateur osciller aux alentours de -0,08 dans le courant de la matinée du lundi 8 août.

Très peu de mouvements de hausse et de baisse. Notons tout de même en hausse UFB Locabail (+4%), Auxiliaire Entreprise (+2,6%), OFF (+2,5%), et en baisse Raffinage distribution (-3,4%), CCF (-2,9%), Eurocom (-2,9%) et Suez (-1,5%).

Une réunion d'anciens parachutistes dégénère en bataille d'ivrognes à Moscou

Un rassemblement de quelque huit mille anciens parachutistes soviétiques, parmi lesquels d'anciens combattants d'Afghanistan, a dégénéré en une gigantesque bataille d'ivrognes, mardi 2 août, au Parc Gorki et dans les rues de Moscou, a rapporté, samedi, l'agence Tass.

Les « bérets bleus » ont empêché le déroulement d'un concert en plein air organisé pour eux dans l'enceinte du Parc Gorki, qui a rapidement pris les allures d'une « ville assiégée ». Les anciens soldats, dont certains étaient déjà ivres à leur arrivée sur place, ont même tenté de marcher sur la Place Rouge, avant d'être arrêtés dans leur élan par la milice.

« La saoulerie a culminé pendant le concert, lorsque les jeunes gens ont grimpé sur la scène, bu de la vodka devant tout le monde et cassé les bouteilles sur place », écrit Tass. « Ils ont pris les micro des médias des musiciens, proféré toutes sortes d'injures, tandis qu'un autre groupe d'ex-militaires s'étaient mis à grogner dans la fontaine du parc, en arrachant leurs médailles. »

Six membres des forces de l'ordre ont été hospitalisés. - (UPI, Reuter.)

Le numéro de « Monde » daté 7-8 août 1988 a été tiré à 475 779 exemplaires

URSS

Un journal letton publie une interview de M. Eltsine

L'ancien chef du PC de Moscou, M. Boris Eltsine, a accordé au nouveau dernier jour « jugement politique erroné » après avoir dénoncé les lenteurs de la réforme, a clamé son innocence dans une interview publiée par un quotidien de Lettonie, Sovietskaia Molodej.

C'est la première fois depuis son limogeage, accompagné de son exclusion du bureau politique, qu'un organe de presse soviétique publie une interview de M. Eltsine. Une entretiens avec Les Nouvelles de Moscou, en avril, n'avait été publié que dans l'édition allemande de cet hebdomadaire. La presse soviétique avait cependant reproduit, le 2 juillet, l'intervention de M. Boris Eltsine devant la conférence fédérale du PCUS, où il avait demandé sa réhabilitation politique. Cette demande avait été énergiquement repoussée par le parti - sans le nommer - d'avoir peur de rencontrer le peuple. Quant à lui, il ne se sent « coupable ni à l'égard du parti, ni à l'égard du peuple ». (Reuter.)

Avis de recherche pour un menhir

De mémoire d'homme, un menhir de plus d'une tonne avait toujours marqué les limites de trois communes du Var : Grimaud, Plan-de-la-Tour et La Garde-Freinet. Il vient de disparaître.

Les trois maires ont lancé un avis de recherche pour tenter de retrouver cette pierre levée, partie intégrante du paysage et du patrimoine local.

Privés des talents d'Obélix, dont la présence n'a pu être signalée dans la région, les voleurs devaient sans doute disposer, pour mener à bien leur forfait, d'un gros engin de levage et d'un solide véhicule.

EN BREF

Le tremblement de terre en Birmanie. - Le violent séisme de magnitude 7,3 qui s'est produit le 6 août dans les montagnes proches de la frontière avec l'Inde (le Monde daté 7-8 août) aurait tué deux personnes et en aurait blessé quatorze autres. Les dégâts matériels n'ont pas encore été précisés. La secousse a été ressentie aussi bien dans l'ouest de la Birmanie et dans les Etats indiens d'Assam et de Manipur qu'au Bangladesh. - (AFP, Reuter.)

Vingt-cinq plaintes contre X... à Nouméa. - Vingt-cinq plaintes contre X... ont été déposées le lundi 8 août auprès du parquet de Nouméa par M. Gustave Tchio, membre du collectif des avocats du FLNKS. Cette démarche a été effectuée, selon l'avocat, à la demande d'habitants de la région de Criel (côte est) pour « dénoncer de biens mobiliers et (ou) immobiliers lors d'opérations menées par les forces de l'ordre entre avril et juillet derniers. M. Léopold Jorédié, secrétaire général de l'Union calédonienne (composante du FLNKS), figure parmi les plaignants. Cinquante plaintes émanant d'habitants d'Ouvéa affirmant avoir été victimes de sévices de la part des forces de l'ordre avaient déjà été déposées vendredi (le Monde du 6 août).

Claude Carré, directeur de la rédaction d'Antenne 2. - Claude Carré, qui fut l'un des principaux collaborateurs de Christine Cockart, d'abord sur Antenne 2, puis sur TF 1, exerca, à compter du 1<sup>er</sup> septembre, les fonctions de directeur de la rédaction d'Antenne 2. Ce poste, nouvellement créé, placera donc le journaliste au-dessous du directeur de l'Information Elle Vanni, et au-dessus de Claude Manuel, conféré à son poste de directeur adjoint de l'Information. Claude Carré retrouve ainsi avec Antenne 2 une chaîne qu'il connaît bien, y ayant travaillé de 1975 à 1987.

SCRABBLE. - Notre collaborateur Michel Duguet a remporté, pour la sixième fois, le championnat français de scrabble qui s'est disputé à Québec, du 2 au 7 août, devançant son compatriote Jean-Louis Pallavicini et le Belge Guy de Bruyne. Le Nantais Antonin Michel, âgé de dix ans, remporta le titre des cadets.

Le « huit » du siècle
Poussée de fièvre à Las Vegas

LAS VEGAS de notre envoyé spécial

Faut-il prendre les chiffres à la lettre ? A Las Vegas tout fait nombre, cela va de soi. Pourtant la Mecque du jeu américain vient de connaître pendant deux jours une poussée de fièvre que la chaleur indécise du désert du Nevada n'explique pas à elle toute seule. Cette fièvre soudaine qui s'est mesurée à la longueur infinie des files d'attente des avions et au taux de remplissage record des monstrueux hôtels-casinos de la ville, était tout simplement due à l'approche de ce lundi 8 août 1988. Traduit en langage les-vegasien, cela donne : 8.8.88, une « martingale » de « 8 » que le calendrier ne prodigue qu'une fois par siècle. Et alors ?

Justement ! Dans un pays où l'astrologie a parfois au droit de cité à la Maison Blanche et même présidé aux destinées de certains sommets, pourquoi la « numérologie » ne serait-elle pas prise au mot dans les casinos ? D'autant que, comme le faisait remarquer en ironisant à peine un amateur déjeuné venu du New Jersey - où se trouve l'autre temple du jeu, Atlantic City - tous les préjugés commencent à Las Vegas s'écrivent en huit lettres et en cette saison la température descend rarement au-dessous de 88 degrés Fahrenheit...

La musique des chiffres

La presse locale, elle, cherche un label de garantie, avait ouvert ses colonnes aux professionnels. Ainsi, dans le Las Vegas Review Journal, Ellin Dodge, un « numérologue » de l'Arizona qui fait, paraît-il, autorité, expliquait les vertus bénéfiques du chiffre 8. Il en ressort, pour résumer, que le 8 devait être d'autant plus bénéfique lundi, qu'additionné aux autres composantes de la date (8.8.1988) il se transforme en « 6 ». Ce qui serait le fin du fin de la numérologie et placerait cette journée historique sous le double signe de l'économie domestique, dans le mariage, et du pouvoir de l'argent, donc du jeu.

M. Dodge, qui en profite au passage pour signaler la prochaine parution de son dernier ouvrage (9 dollars 99), assure

MARE-CLAUDE DECAMPS.

Frénésie de mariages en Allemagne

Toutes les mariées d'Allemagne, de l'Ouest et de l'Est, ont été littéralement envahies et les officiers de l'état civil surchargés de travail le lundi 8-8-88.

Le combinationnisme magique n'a pas échappé aux candidats au mariage et, selon la presse, aurait même incité des couples qui vivaient jusqu'à présent en concubinage à se présenter devant monsieur le maire, sûrs que le 8-8-88 portera chance à leur union d'homme et de femme.

Lundi, 55 000 couples en RFA et environ 10 000 en RDA devaient se présenter dans les mairies s'échangeant la « oui ». (AFP.)

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes: également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche).

Etonnante collection de lits de repos...

Advertisement for Rémy beds, featuring an image of a bed and the text: Rémy 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 127, 43-43-65-66.

Advertisement for CAPÉLOU, LITERIE - CONVERTIBLES - ELEMENTS BOIS, réouverture le lundi 29 août, 37, AV. DE LA REPUBLIQUE, PARIS-11<sup>e</sup>, M<sup>e</sup> PARMENTIERS.

Large advertisement on the right edge of the page, partially cut off, featuring text about 'La nouvelle Moscou' and 'Moscou n'oublie pas Kaboul'.